

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 SEPTEMBRE 1921.

RAPPORT

SUR L'ADMINISTRATION BELGE DES TERRITOIRES OCCUPÉS DE L'EST-AFRICAIN ALLEMAND

ET SPÉCIALEMENT

DU RUANDA ET DE L'URUNDI

PRÉSENTÉ AUX CHAMBRES

PAR M. LE MINISTRE DES COLONIES

INTRODUCTION

A la suite des attaques dont la Colonie avait été l'objet de la part des Allemands, des opérations offensives furent entreprises par les troupes coloniales belges sous le commandement du général Tombeur en avril 1916, dans l'Est-Africain allemand. Elles furent marquées successivement par les prises de Kigali et de Nyanza dans le Ruanda, d'Usumbura de Kitega dans l'Urundi, de Biaramulo dans l'Ussuwi et aboutirent le 19 septembre de la même année à la reddition de Tabora, capitale de guerre de la colonie ennemie.

L'occupation de cette ville importante, qui compte quarante mille habitants, achevait la conquête d'un territoire de plus de 180,000 kilomètres carrés.

Cette vaste région comprenait les cercles de Karema, d'Udjidji et les territoires du Ruanda, de l'Urundi et de l'Ussuwi.

Le général Tombeur, aussitôt la conquête achevée, assura, en sa qualité de commandant de l'armée d'occupation et conformément aux principes de droit international, l'administration de ces contrées.

Il put y rétablir l'ordre public qu'avaient troublé les opérations militaires et prenant au fur et à mesure qu'apparaissait leur nécessité les mesures administratives qu'entraînait l'occupation du pays, il en assumait le gouvernement, au nom du Roi, jusqu'au 31 janvier 1917.

A cette date, un Commissaire royal, investi, dans les territoires soumis à l'occupation belge, par l'arrêté-loi du 5 décembre 1916, des droits délégués dans la Colonie du Congo belge au Gouverneur général et au Procureur général, reprit l'Administration des régions conquises.

§ 1^{er}. — Le Commissariat royal.

SON ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

A ses débuts, l'Administration du Commissariat royal se borna à la constitution d'un secrétariat, d'un bureau traitant les questions juridiques et d'un bureau des affaires économiques; ce dernier s'occupa en ordre principal des transports, des évacuations des lignes d'arrière et du ravitaillement, avant d'aborder l'étude des questions de son ressort spécial.

Le Service territorial de Tabora et le Service de la place furent repris également. Ces deux organismes n'étaient d'ailleurs destinés à fonctionner que jusqu'au jour de la remise du district de Tabora à l'Administration britannique. Cette remise s'est officiellement réalisée le 25 février 1917, conformément à l'accord intervenu entre les deux Gouvernements intéressés.

Dès le 22 février, le Commissariat royal s'installa à Kigoma, siège de son Administration locale. C'est à partir de cette date seulement que cette Administration prit par étapes successives sa forme réelle; s'organisèrent ainsi les Services des travaux publics et chemin de fer, de la marine, de la force publique, le service financier du Gouvernement d'occupation, — administrant le budget à dater du 1^{er} mars, — le service postal et le service médical.

Le 15 avril, — le Grand Quartier Général avait regagné le Congo belge dès le 31 janvier, — le Service de la force publique passa dans les attributions du Secrétariat général.

Le Service des titres fonciers fonctionna à dater du 2 juin.

Le 9 juin 1917, le Service télégraphique des territoires occupés fut distrait du Service du chemin de fer auprès duquel il avait été provisoirement maintenu et fut rattaché définitivement au service postal, suivant en cela les principes en vigueur dans la Colonie belge.

L'Administration locale se trouvait ainsi complètement organisée sous une forme simple et qui s'adaptait strictement aux besoins réels des territoires occupés.

. . .

L'ordonnance du 3 avril 1917, qui réalisait l'organisation administrative et territoriale du Gouvernement d'occupation, divisait les territoires occupés en quatre circonscriptions administratives, les résidences de l'Urundi et du Ruanda, le territoire de l'Ussuwi et le district d'Udjidji. Cette ordonnance établissait un appareil d'administration indirecte; s'efforçant d'associer les populations à la gestion de leurs intérêts collectifs, en laissant leurs pouvoirs aux autorités traditionnelles, sauf à exercer un contrôle et une action très générale de direction sur les chefs autochtones. Toutefois, notre autorité, pour des raisons militaires et en l'absence d'institutions indigènes solides, s'exerçait de façon directe dans le district d'Udjidji.

Un statut spécial fut réservé à l'Ussuwi, qui fit, sous le régime allemand, partie intégrante de la résidence de Bukoba.

Le cercle de Karema, qu'avait institué l'autorité militaire et dont une partie était jadis du ressort du district de Bismarekkurg (Administration anglaise), fut fusionné dans le district d'Udjidji à la date du 1^{er} juin par l'ordonnance n° 14; son importance n'était pas susceptible, en effet, de justifier la création d'une circonscription indépendante.

§ 2. — Le pays.

LES POPULATIONS.

Les vastes régions sur lesquelles s'étendait l'Administration du Commissariat royal étaient fort diverses d'aspect et se trouvent peuplées également de populations différentes

* * *

Le *district d'Udjidji*, qui s'étend du nord au sud le long du lac Tanganyka, couvre une superficie égale à environ deux fois celle de la Belgique. Très montagneux au nord, le sol descend en pente vers les plaines marécageuses de l'est. Vers la voie ferrée, qui relie Kigoma à la côte, la chaîne des montagnes est interrompue par les plaines ondulées d'Udjidji-Kigoma, de la Luitsche, de la Rutschugi et de la Malagarasi, pour réapparaître bientôt et couvrir tout le sud-ouest.

Le sol est fertile et bien approprié à la culture.

Des cours d'eau nombreux sillonnent le pays. Le plus important est la Malagarasi avec la Rutschugi. Ils n'ont l'un et l'autre qu'une faible profondeur en période sèche et ne sont pas accessibles aux bateaux à propulsion mécanique.

La population est évaluée à 240,000 habitants, avec une densité de 6.2 habitants par kilomètre carré. Sa distribution est très irrégulière. C'est ainsi que le territoire de Kassulu a 150,000 habitants, alors que le sud est très faiblement peuplé. Le territoire d'Udjidji a une population de 25,000 habitants, dont 15,000 pour la ville seule.

Outre les indigènes, il y a de nombreux Arabes et Hindous qui vivent dans les centres, surtout à Udjidji.

* * *

Le *territoire de l'Ussuwi* est borné à l'ouest par les rivières Ruvuvu et Kagera, à l'est par le lac Victoria et la Kafunzo; au nord, une ligne idéale de Ferry sur la Kagera à Chota sur le lac limitait l'occupation belge du territoire, tandis qu'elle l'était au sud par la frontière du cercle de Bukoba.

L'Ussuwi est un pays de savanes dont les plaines herbeuses et boisées, d'aspect très sauvage, sont coupées de collines à pentes douces, généralement caillouteuses sur les sommets.

La partie basse de la contrée, attenante au lac Victoria, est périodiquement inondée, lorsque les eaux du lac sont hautes et forme alors de vastes marais.

La population Batuwi qui l'habite comptait, au dernier recensement en 1918, 45,995 habitants. Peu dense, elle forme dans ces régions des îlots par groupes de quelques familles qui sont généralement installées dans les bas-fonds pour jouir de la proximité des cours d'eau.

Ces populations, d'esprit tranquille et peu combattif, se trouvent sous l'obédience directe d'un petit chef ou sultan (la région en compte cinq), à qui elle consent une redevance annuelle.

*
* *

Le *Ruanda* constitue avec l'*Urundi* une région nettement séparée, non seulement des autres provinces de l'Est-Africain, mais aussi de l'Uganda, colonie britannique.

Sa superficie est d'environ 50,000 kilomètres carrés.

S'étendant du lac Kivu à la Kagera, limité au nord par la ligne de faite qui sépare le bassin du Rutshuru de celui de la Nyavaronga et borné au sud par le cours de l'Akanyaru et celui de la Kagera, le *Ruanda* se divise en deux régions; le *Bas-Ruanda* à l'est, de 1,500 à 1,700 mètres d'altitude, pays très ondulé et couvert d'herbes courtes, de steppes buissonneuses, au climat sec; le *Haut-Ruanda*, élevé de 1,700 à 3,000 mètres, très montagneux, couvert d'une herbe serrée sous un climat humide et tempéré. A l'extrême ouest, dans la région des volcans et des hauts sommets où se forment les rivières qui alimentent le Kivu et la Ruzizi, des altitudes qui atteignent jusqu'à 4,500 mètres entraînent une végétation très spéciale.

Il tombe des pluies pendant toute l'année par les vents alisés du sud-est; mais il pleut moins de mai à octobre; la sécheresse est la plus forte vers juin-juillet, époque des incendies des herbes. Pendant la saison des pluies les averses sont souvent torrentielles, surtout en mars-avril, et les orages d'une violence inouïe. Il tombe de 800 à 1,500 millimètres d'eau.

Les brouillards remplissent tous les matins les vallées et ne se dissipent que lentement; les cimes des montagnes et des volcans sont souvent voilées d'épais nuages. Ces phénomènes favorisent la croissance des herbes, et en certains points élevés l'établissement d'épaisses forêts de bambous (*Arundinaria alpina*), hauts de 15 à 25 mètres, et sous lesquels règne une obscurité accentuée. Sur la crête de partage du bassin du Nil et du Congo s'allongent les sombres forêts feuillues du Bugoie et du Rugege, mais sous cette réserve il y a peu de bois. L'éléphant, le buffle et le léopard se rencontrent jusqu'à 4,000 mètres d'altitude dans les forêts qui recouvrent les flancs des volcans et les crêtes des montagnes.

Les habitants du Ruanda ne vivent pas dans des villages, mais dans des fermes ou métairies, formées de plusieurs huttes placées dans un enclos; une ceinture de bananiers entoure la résidence et, non loin de là, les terrains dont la pente n'est pas trop raide ont été affermis par des terrasses, cultivés, et souvent même irrigués.

La population peut être évaluée à 1,500,000 individus. Elle est formée de 40 à 45 % de Watusi, race dominatrice venue du nord et probablement d'origine hamidienne, de 75 % environ de Wahutu, peuplades apparemment de race

bantoue et soumises aux premiers, enfin de 10 % de Batwas, négrières, qui vivent en marge de la société féodale organisée par les envahisseurs, et semblent constituer la population la plus ancienne de la région.

La pays est soumis à une organisation semi-féodale, sous la domination d'un roi ou sultan, héréditaire. De ce souverain, dont l'autorité est réelle et considérable, les chefs détiennent, à titre de fief, un ou plusieurs territoires généralement délimités par colline ou par montagne. Ils lui doivent tribut, aide et hommage. A leur tour, ils exercent leur autorité sur la population de Wahutu répartie en métairies formées de quelques huttes placées dans un enclos, et ont recours à la collaboration de sous-chefs Watusi et d'autres auxiliaires, généralement de la race dominante. Comme en régime féodal, toute cette autorité est profondément entremêlée de rapports de droit privé provenant notamment du bétail, prêté ou loué par le chef à ses hommes, en échange de certains devoirs et corvées. Cette organisation est ancienne : la famille régnante nomme ses aïeux jusqu'à deux ou trois siècles dans le passé. Les Watusi font preuve dans l'administration du pays de réelles capacités politiques. En tous cas, il y a ici une des rares organisations ayant le caractère d'une nation et d'un état, qu'on rencontre en Afrique.

*
* * *

L'Urundi forme un petit état indigène, similaire au Ruanda, mais non identique. Situé à peu près entre les 29°15' et 30°45' de longitude Est du méridien de Greenwich et les 2°45' et 4°15' de latitude Sud, il est borné au nord par la Ruanda, à l'est par l'Ussuwi, au sud par le territoire d'Udjidi, et à l'ouest par le district du Kivu ; il est limité par les frontières naturelles constituées par les rivières Ruzizi, Akanyaru, Nyavarongo, Malagarasi et le lac Tanganyka.

Le bassin du Congo et celui du Nil qui se pénètrent l'un l'autre divisent hydrographiquement l'Urundi en deux zones que sépare dans la direction nord-sud la chaîne montagneuse. Le territoire est ainsi partagé en trois régions nettement délimitées.

La première constitue la zone basse où s'étend le Tanganyka et où coule la Ruzizi qui l'alimente. Sablonneuse et parfois marécageuse, elle n'a que quelques lieues de large.

La seconde forme la région de montagnes qui comprend la plus grande partie du territoire et qui lui donne son aspect particulier. Plus étroite au sud que vers le nord, elle a une altitude moyenne de 1,800 mètres.

La troisième zone comprend toute la partie orientale de l'Urundi, où s'étage une succession de hauts plateaux de 1,400 à 1,500 mètres d'altitude.

Tandis que dans la zone basse la végétation est semblable à celle de toute contrée tropicale, la région montagneuse présente une succession de monts et de collines dont les flancs sont recouverts de pâturages magnifiques qui en toutes saisons paraissent verdoyants.

Le climat en est à la fois doux et salubre et la température y est tempérée.

L'érosion a modifié le relief de l'Urundi plus fortement que celui du Ruanda, et créé un assemblage chaotique de croupes et cimes irrégulières, s'élevant de

plus en plus à l'approche de la ligne de faite occidentale, et atteignant 2,500 et même 3,000 mètres. Les rivières coulent dans les lits étroits, parfois très profonds; l'Akanjaru et la Ruwumu dont seules des vallées d'une certaine largeur sont occupées par des alluvions.

Les pluies sont déjà moins abondantes que dans le Ruanda; la saison sèche est très marquée. Il tombe en moyenne 1,000 à 1,250 millimètres de pluie, sauf sur les hauteurs de la frontière occidentale, où les précipitations sont plus importantes.

L'Urundi est par excellence un pays d'herbages, herbages de steppe dans les terres plus basses de la partie orientale, herbages de montagne dans l'ouest, où se voient aussi les forêts de bambous. D'innombrables petits marais de papyrus occupent les vallons entre les collines. Fort peu d'arbres, en dehors des grands ficus aux feuilles luisantes plantés près des habitations et dont on fabrique les vêtements d'écorce encore employés par la majeure partie de la population.

Dissimulés dans les bananeraies qui en cachent les cases, les villages indigènes qu'entourent le plus souvent quelques plantations, sont disséminés à travers le pays.

La population — les Warundi — appartient aux mêmes races que celle du Ruanda. Elle compte environ 1,200,000 individus.

Ici encore les Wahutu forment le fond de la population dont ils constituent les neuf dixièmes environ. D'origine bantoue, ils se distinguent nettement des Watusi, indigènes d'une race supérieure aux traits fins et à la haute stature, qui semble originaire du Haut-Nil.

Les Batwas, négrières autochtones, sont dispersés dans le pays au nombre de quelques milliers; ils n'entretiennent que rarement des rapports sociaux avec les Barundi qui les méprisent tout en les craignant.

Politiquement l'Urundi est une monarchie féodale qui au moins en fait est héréditaire.

Le roi est à la fois le souverain religieux et le souverain justicier auquel tout chef doit hommage.

Le chef lui-même dispose dans les limites de sa chefferie — et sous réserve de l'appel au souverain — d'un pouvoir absolu. Cependant le chef partage souvent sa chefferie en sous-chefferies dont les dirigeants, désignés par lui, exercent sur la communauté qu'ils administrent une pleine autorité.

L'édifice social des populations Warundi est donc formé d'une succession de pouvoirs également absolus que limite cependant le droit coutumier.

§ 3. — L'Administration belge.

HISTORIQUE SOMMAIRE.

Ce sont ces quatre régions, auxquelles il convient d'ajouter la place de Kigoma, qui fut érigée en territoire distinct en raison du développement de son agglomération et de l'importance grandissante de son port, que le Haut Commissariat royal administra, au nom du Roi des Belges, jusqu'au 22 mars 1921.

A cette date, il fut fait remise aux autorités britanniques, conformément à l'accord intervenu entre la Belgique et la Grande-Bretagne, dès le 30 mai 1919, et à la décision subséquente prise par le Conseil suprême, le 21 août suivant, de la place de Kigoma, du district d'Udjidji et du territoire d'Ussuwi.

Le mandat de la Belgique s'étend au Ruanda et à l'Urundi, à l'exception toutefois d'une partie de territoire située à l'ouest de la Kagera.

Cette région forme essentiellement la province de Kisaka et une partie du Buganza et du Mulera. Elle est encore temporairement occupée par l'Administration belge, mais il est prévu qu'elle sera remise aux autorités britanniques le 31 décembre 1921. Nos représentants se sont efforcés de faire comprendre au roi Musinga du Ruanda et aux chefs principaux du pays, les motifs qui ont conduit les puissances intéressées à séparer du royaume la région de Kisaka et qui sont tirés de la construction éventuelle de chemins de fer et de la jonction à établir entre les possessions anglaises au sud et au nord de la région. Mais il ne faut pas se dissimuler que ces explications ne rencontrent que peu d'écho. La Kagera est depuis des siècles la limite naturelle du pays, tandis que la nouvelle frontière sera dans sa plus grande partie purement conventionnelle. Un État indigène, ayant une organisation et une cohésion politique réelles et consacrées par les croyances religieuses, est divisé, alors que les populations sont identiques et ont le sentiment de dépendre d'un même souverain et de faire partie d'un même ensemble. Il est à craindre que dans ces conditions la séparation ne donne lieu dans l'avenir, pour les deux puissances mandatrices, à de sérieuses difficultés. Ceux qui en auront la charge ont le devoir de ne pas les dissimuler.

* *

Pendant la période de plus de quatre années durant laquelle la Belgique assura l'administration des vastes territoires conquis par ses troupes, ses représentants s'inspirèrent, conformément aux règles du droit des gens et dans la mesure où les circonstances le permettaient, de la ligne de conduite suivie antérieurement par l'autorité allemande. Dans l'ordre politique, le Haut Commissaire royal s'efforça avant tout d'assurer la paix et l'ordre public en maintenant l'équilibre qui existait entre les groupements indigènes.

Malgré les efforts incessants des autorités belges, qui s'étaient donné pour tâche d'assurer le relèvement des territoires occupés, lourdement éprouvés par les hostilités dont ils avaient été le théâtre, le retour à la vie normale y fut retardé cependant jusqu'à la fin de l'année 1918. La raison s'en trouva dans l'état de guerre qui avait persisté dans l'Est-Africain et qui avait obligé le Haut Commandement à prendre des mesures d'ordre militaire (réquisitions de vivre, levée de porteurs), dont les populations supportèrent difficilement le fardeau.

Pendant cette période, d'ailleurs, le Gouvernement d'occupation dut en outre résoudre un problème particulièrement complexe.

Dans la seconde partie de l'année, le Gouvernement belge, répondant aux vœux de ses alliés britanniques, venait de décider de reprendre la lutte contre les colonnes allemandes qui menaçaient Tabora.

Cette nouvelle intervention fut couronnée de nouveaux succès et aboutit après une belle campagne à la prise de Mahenge. Mais les difficultés pour l'Administration des territoires occupés furent grandes. Kigoma devint la base des troupes en opération.

Les populations arabisées au milieu desquelles s'était installé le Haut Commissariat royal manifestaient quelque agitation, tandis que celles du Ruanda et de l'Urundi accusaient des velléités de rébellion.

Au milieu de ces difficultés, le Gouvernement d'occupation dut assurer à travers les territoires conquis, le transport des troupes et des munitions en même temps qu'il lui fallait pourvoir à leur ravitaillement.

§ 4. — Travaux publics de restauration.

Les services techniques eurent à organiser les moyens de communication par eau, de Kigoma vers Albertville, vers le nord du lac et vers le sud ; par rail de Tabora à Kigoma, par route d'Usumbura à Kitega, de Kigoma à Ujiji ; la transmission télégraphique par fil et sans fil pour relier l'état-major du Gouvernement d'occupation aux différents points du territoire où ce dernier aurait eu à intervenir.

Les Allemands en quittant les rives du Tanganyika avaient anéanti leur flotte et mis hors de service le chemin de fer de Kigoma à Tabora. Au surplus, leur occupation toute récente de Kigoma ne leur avait pas permis d'y établir des locaux pour le logement du personnel. Il n'y existait que quelques grands bâtiments : la gare, l'hôtel et deux maisons qui furent occupés par les services généraux de l'Administration des territoires occupés.

Les ouvrages d'art, les pompes des châteaux d'eau, ainsi que les locomotives et wagons qui étaient en service sur le tronçon de ligne Kigoma-Tabora avaient été détruits ou mis hors d'usage. Il n'existait à Kigoma qu'un petit atelier d'entrepreneur qui fut également détruit par les Allemands.

Si, d'autre part, Tabora était particulièrement bien doté d'ateliers, avec de l'outillage, nous n'en eûmes que peu la jouissance vu la remise rapide de la région de Tabora aux Anglais. Il appartenait donc à l'Administration belge de réorganiser, par ses propres moyens, tout le réseau mis hors d'usage.

La ligne fut d'abord équipée par des moyens de fortune : ponts provisoires, variantes de voie, pour chercher sur les cours d'eau des points de passage plus faciles, emploi du matériel roulant léger des Grands Lacs, le seul que les ponts provisoires permettaient d'utiliser.

L'occupation de Tabora date du mois d'août 1916. Dès la fin de l'année, une partie du matériel roulant était remis en état. Au début de l'année suivante, les installations hydrauliques des gares fonctionnaient. La reconstruction définitive des ponts et le développement des installations mécaniques à Kigoma furent alors entrepris.

Les ponts qui avaient été coupés en deux par les Allemands gisaient au fond des ravins. Parmi ces ouvrages d'art il s'en trouvaient d'importants, notamment

celui de la Malagarasi d'une longueur de 51^m20, celui de Gottorp de 40 mètres, celui de la Luitsch de 32 mètres, etc. Ces ponts relevés du lit du cours d'eau où l'ennemi les avait précipités furent amputés des parties tordues ou détériorées par l'explosion et remis ensuite en état à l'aide de matériaux de dimensions conformes aux épures que les Allemands avaient omis d'enlever.

En 1918, ces divers travaux étaient achevés.

A cette époque, Kigoma se trouvait doté d'une centrale électrique, d'un atelier d'ajustage pour locomotives avec fosses, d'une salle pour machines-outils complètement équipées, d'une fonderie, d'une installation de forge, d'une charpenterie, de deux rotondes pour locomotives, de nombreux magasins.

L'éclairage électrique était distribué aux habitants. A l'aide de château-d'eau et de pompes, une distribution d'eau potable y était également installée.

Nous disposions dès lors de 11 locomotives remises complètement en état dont 5 de 70 tonnes avec tender; les trains de 300 tonnes parcouraient avec ces machines le réseau Kigoma-Tabora, soit 400 kilomètres en 12 heures.

Concurremment à ces travaux de réfection, il fallut encore pourvoir au transport des troupes belges et anglaises, à leur ravitaillement et au trafic commercial local.

C'est dans ces conditions que de mai 1918 à juillet 1919 l'administration du chemin de fer assura le service de 51,800 kilowatt-heures pour l'éclairage et la force motrice de 250,000 kilomètres de parcours de train, de 4 millions de tonnes-kilométriques et de 50,000 voyageurs.

Les Services techniques des territoires occupés avaient à s'occuper, au surplus, du logement des troupes et des officiers séjournant à Kigoma, des officiers et troupes de passage, de l'emmagasinage de leur matériel et ravitaillement. Il a été construit environ 1,500 mètres carrés d'habitations et 3,000 mètres carrés de magasins. De plus, d'importants travaux de protection contre les eaux torrentielles, qui, à cet endroit, causaient d'énormes dégâts à la localité, furent effectués.

Un programme routier fut élaboré. Une route compressée pour camions automobiles fut construite de Kigoma à Udjidi; des voies plus faibles furent tracées dans le nord et les travaux de construction d'une route carrossable furent entrepris pour relier le lac Tanganyka au lac Kivu.

Enfin, le service radiotélégraphique comporta pendant une partie de l'occupation quatre postes et le service télégraphique était assuré sur 650 kilomètres environ.

Tandis que se poursuivait la réalisation de ces différents travaux qui devaient favoriser la reprise de la vie économique des territoires occupés, le Haut Commissaire royal prenait, dans tous les domaines, les mesures propres à assurer aux populations indigènes et aux résidents étrangers, les bienfaits d'une administration adoptée aux contingences locales.

§ 5. — L'organisation territoriale.

Comme il a été exposé plus haut, les provinces sur lesquelles s'exerçait la juridiction belge, étaient habitées par des races différentes, qu'il n'était pas possible de soumettre à une administration unique.

Tandis que la place de Kigoma, le district d'Udjidi et le territoire d'Ussuwi, peuplés de groupements arabisés, sans organisation sociale ou politique, appelaient un pouvoir fort et direct, le Ruanda et l'Urundi, tout au contraire, présentaient le type de sociétés parfaitement organisées à la direction desquelles il suffisait que l'occupant participât indirectement pour assurer l'administration du pays.

L'action politique du Haut Commissaire royal fut ainsi déterminée par des considérations particulières aux différentes régions sur lesquelles elle dut s'exercer.

Le district d'Udjidi duquel la ville de Kigoma avait été détachée pour être érigée en territoire distinct, comme il a été indiqué plus haut, fut divisé en quatre territoires, à savoir ceux d'Udjidi, de Kassulu, de Mlagarasi et de Karema. Douze fonctionnaires furent affectés à leur administration.

Grâce aux mesures fermes mais bienveillantes prises par ces agents, l'état d'esprit des populations que le recrutement de porteurs avait d'abord rendu hostile à l'occupation belge, s'améliora rapidement et ne tarda pas à être excellent.

Ce n'est que dans le territoire de Kassulu qu'une opération militaire dut mater en juin 1917 une révolte locale fomentée et dirigée par deux chefs insoumis.

*
* * *

Dans le territoire d'Ussuwi, l'administration allemande ne comptait avant la guerre que deux représentants : un lieutenant qui s'occupait plus particulièrement des affaires indigènes et un sous-officier auquel incombait la direction du contingent militaire détaché dans la région. Ces deux Européens résidaient à Biaramulo,

Leur action sur les populations Batuwis était peu considérable.

L'Administration belge divisa la région érigée en territoire, en trois circonscriptions dépendant des postes de Biaramulo, de Niamasina et de Namirembe.

En contact constant avec les natifs, les fonctionnaires qui dirigeaient ces postes assurèrent l'administration du pays avec l'assistance des chefs indigènes. L'autorité de ceux-ci moins absolue que dans les territoires voisins du Ruanda et de l'Urundi y est plus paternelle. Les populations mêmes y sont particulièrement paisibles et accueillantes.

Aucune difficulté n'entrava l'action des agents de l'autorité qui surent, d'ailleurs, s'inspirer des usages et des coutumes des populations et favorisèrent en toutes circonstances leurs aspirations légitimes.

*
* * *

Dans le Ruanda, le Roi est représenté dans le territoire par des chefs et des sous-chefs auxquels doivent obéissance tous ses sujets.

La plupart des chefs du Ruanda sont de race Watusi ; il existe cependant un petit nombre de notables Wahutu à la tête des chefferies.

Tous les chefs, qui jouissent d'une autorité considérable sur les natifs, obéis-

sont aux ordres du souverain qui leur laisse pourtant, en fait, la plus grande indépendance dans l'organisation et l'administration de leur chefferie ou de leur sous-chefferie.

Au début des hostilités, les autorités allemandes trouvèrent un auxiliaire précieux en la personne du souverain du Ruanda, le roi Musinga, à qui elles avaient laissé espérer la conquête des provinces de Bwisha, de Kifumbira et de l'île Kidjwi, perdues par lui lors de la délimitation de la frontière belgo-anglo-allemande.

L'occupation de la région par les contingents belges, en déjouant les projets du roi Musinga, lui fut d'autant plus pénible que le Ruanda dut être divisé en deux zones par l'administration militaire, en vue du recrutement des porteurs.

L'autorité du roi se ressentit particulièrement de cette mesure qu'aggravèrent encore les réquisitions militaires devenues indispensables pour le ravitaillement des troupes.

Aussi, au début de l'année 1917, la plupart des chefs Watusi manifestèrent-ils des velléités d'indépendance qui menacèrent rapidement le Ruanda d'une complète anarchie.

C'est alors que le Haut Commissaire royal érigea le Ruanda en résidence et prescrivit au fonctionnaire distingué et expérimenté chargé de l'administration de la région, feu le major Declercq, d'y pratiquer une politique respectueuse de l'organisation indigène, de rassurer le roi Musinga sur le caractère temporaire des atteintes que la guerre avait fait apporter à ses prérogatives et de rétablir son autorité.

Cette politique, habilement appliquée, réussit; le pays fut divisé en trois secteurs; un représentant du sultan fut installé au chef-lieu de chacun d'eux. C'est par l'intermédiaire de ces représentants que les rapports s'établirent entre les administrateurs et les populations indigènes.

Le calme et la tranquillité furent rapidement assurés dans le pays en même temps que la souveraineté de Musinga s'y voyait raffermie.

Des mesures furent prises en vue de la suppression de l'esclavage et des pratiques barbares, de l'extension des cultures vivrières, de la lutte contre les épidémies et les épizooties.

Une école destinée à l'instruction des fils de chefs fut créée à Nyanza, la résidence de Musinga et ses fils la fréquentèrent.

Le recensement de la population et du bétail fut poursuivi en même temps que la construction de routes cyclables reliant Nyanza à Abandjaro, à 72 kilomètres, à Kabgaye, 42 kilomètres, à Lubengera, 75 kilomètres, à Kigali, 18 kilomètres, et de chemins reliant Kigali à Kisiba, Mulera et Kasibu. Des travaux pour le reboisement du pays furent amorcés.

Enfin, un fonds spécial alimenté par les ressources que le sultan tire de l'exercice de ses droits réguliers et par les contributions bénévoles des notables a été créé. Sa constitution est destinée à seconder par l'intervention des autorités indigènes, les efforts de l'autorité européenne, en vue de la conservation des populations et de l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Ainsi la méthode de l'administration indirecte basée sur le maintien et le

respect des institutions indigènes en associant les autorités autochtones à l'action européenne, assura rapidement au Ruanda, d'abord bouleversé par la guerre, une tranquillité favorable à la progression économique du pays.

. . .

Dans l'Urundi, l'autorité royale, représentée par un souverain de 8 ans, — le roi Mwambutsa, — était méconnue par la grande majorité de ses sujets, au début de l'occupation belge.

Rétablir cette autorité qui est légitime de par les coutumes du pays, fut la base de l'action politique du résident dont l'administration succéda à celle de l'état major.

Politiquement, l'Urundi est une monarchie féodale avec un roi maître absolu du territoire, souverain justicier de son peuple et grand prêtre de sa religion, à la tête des princes, des chefs de territoires, des hommes libres et des serfs.

Le roi est entouré d'une cour qui comprend de nombreux spécialistes auxquels il délègue certains de ses pouvoirs judiciaires et de nombreux personnages dont le rôle est avant tout religieux.

Les terres se divisent en deux catégories distinctes, les unes appartenant au roi sont administrées pour lui par des sous-chefs, les autres, terres de fiefs, sont tenues par les vassaux de la couronne.

Qu'il soit à la tête d'une terre de domaine ou d'un fief, le chef est, en fait, maître chez lui; il est la pierre angulaire de la société indigène, organisant sa terre en sous-chefferies, répartissant les charges, allouant les terrains de cultures, rendant la justice.

C'est en rétablissant, sous la surveillance des administrateurs, ces institutions indigènes, telles que les populations les acceptaient depuis longtemps, que le résident mit progressivement fin à l'anarchie confuse que l'administration allemande avait provoquée dans le pays.

Comme le souverain actuel est un enfant, il fut constitué un Conseil de régence en rapports directs et constants avec le résident attaché lui-même à la personne du souverain.

Le succès de la politique ainsi instaurée et menée avec persévérance et habileté par nos résidents fut rapide. Il fut d'ailleurs favorisé par la réputation que s'était acquise, dans la région, l'État Indépendant du Congo lors de la victorieuse campagne contre les Arabes. Ce souvenir donnait confiance dans l'humanité et la justice des nouveaux gouvernants, en même temps que le grand déploiement de forces et les victoires remportées leur assuraient un légitime prestige. Celui-ci fut d'autant plus grand que les Allemands avaient, avec dérision et raillerie, fait ressortir aux yeux des indigènes la faiblesse qu'ils prêtaient à la Belgique et à ses troupes.

§ 6. — Organisation judiciaire.

I. — Au point de vue judiciaire, l'ordonnance du 28 avril 1917 établit, pour connaître des infractions commises par les indigènes et les gens de couleur ressortissant des territoires occupés, les juridictions suivantes :

1° Les tribunaux territoriaux de Kigoma, de Kitega et de Kigali, dont la

compétence territoriale s'étendait respectivement sur le district d'Udjidji, la résidence de l'Urundi et le territoire de l'Ussuwi, la résidence du Ruanda.

2° Quatre tribunaux de circonscription (tribunaux répressifs à compétence limitée), à savoir :

- a) Le tribunal de circonscription d'Udjidji, ressort : district d'Udjidji ;
- b) Le tribunal de circonscription de Kitega, ressort : résidence de l'Urundi ;
- c) Le tribunal de circonscription de Kigali, ressort : résidence du Ruanda ;
- d) Le tribunal de circonscription de Biaramulo, ressort : territoire de l'Ussuwi.

3° Les tribunaux de police créés par les juges de circonscription autorisés à déléguer une partie de leur pouvoir aux chefs territoriaux administrant une subdivision de la circonscription.

A Kigoma, toutefois, le Commissaire royal délégua directement à l'administrateur de l'agglomération urbaine de ce nom, les pouvoirs de juge de police ainsi que les pouvoirs de l'officier du ministère public près le tribunal territorial siégeant à Kigoma.

Les pouvoirs ainsi délégués à ce fonctionnaire étaient limités à l'étendue de son ressort administratif. De la sorte l'agglomération urbaine de Kigoma constitua au point de vue judiciaire un ressort entièrement indépendant du district d'Udjidji.

L'ordonnance du 28 avril 1917 dispose que ce sont les chefs de circonscription qui remplissent auprès des tribunaux territoriaux les fonctions d'officier du ministère public.

Un parquet territorial fut établi au chef-lieu de chaque circonscription et la gestion de ce parquet fut entièrement liée à la direction politique de la circonscription. Les trois circonscriptions du nord, Ruanda, Urundi et Ussuwi, étant réunies sous l'autorité d'un commandant supérieur, ce haut fonctionnaire assumait également la direction supérieure des trois parquets territoriaux de son ressort.

Dans l'exécution de leurs fonctions judiciaires, le commandant supérieur, le commissaire de district d'Udjidji et l'administrateur de l'agglomération urbaine de Kigoma se trouvaient placés sous le contrôle direct du Commissaire royal assisté dans cette mission spéciale par le conseiller juridique.

De cette façon l'organisation judiciaire, pour ce qui est étranger au corps d'occupation lui-même, était exactement adaptée à l'organisation administrative et l'unité d'action des rouages politiques et judiciaires était complètement réalisée.

Au point de vue des juridictions civiles, les tribunaux établis aux chefs-lieux des circonscriptions connaissaient de toutes les contestations surgies entre indigènes et gens de couleur.

Un tribunal de première instance fut établi à Kigoma pour connaître des contestations civiles surgies entre Européens.

Les tribunaux territoriaux, établis l'un à Kigali et l'autre à Kitega, eurent, pour connaître de ces contestations, une compétence limitée.

Pour connaître des infractions commises par les Européens, les soldats de la Force publique et les noirs dont le corps d'occupation utilisait les services, l'ordonnance du 28 avril 1917 institua le Conseil de guerre de Kigoma dont la compétence territoriale s'étendait sur tous les territoires occupés.

Ce Conseil de guerre devait siéger tous les mois, pendant dix jours, dans les localités de Kigali, Kitega et Udjidji.

Pendant ces sessions périodiques, le Conseil de guerre connaissait à Kigali de toutes les affaires courantes surgies dans la résidence du Ruanda :

A Kitega, de toutes les affaires courantes surgies dans la résidence de l'Urundi et le territoire de l'Ussuvi ;

A Udjidji, de toutes les affaires courantes surgies dans cette localité.

Enfin, à Kigoma, le Conseil de guerre connaissait :

1° De toutes les affaires courantes surgies dans des localités du district d'Udjidji, autres que l'agglomération d'Udjidji ;

2° Des affaires qu'il convenait, pour des raisons d'opportunité, de ne pas faire juger pendant les sessions périodiques, notamment les infractions graves commises par des Européens.

En outre, un Conseil de guerre d'appel fut établi également à Kigoma.

Lorsqu'il s'agissait d'infractions de droit commun, le Conseil de guerre appliquait au personnel du corps d'occupation la loi pénale de la Colonie belge et aux ressortissants européens des territoires occupés, les dispositions de la loi allemande.

Les tribunaux territoriaux, de circonscription et de police appliquaient aux délinquants de droit commun, les dispositions de la législation allemande en vigueur dans l'Est-Africain, tout en ayant la faculté de prendre pour guide la loi pénale du Congo belge, conformément à la latitude laissée par le droit colonial allemand aux tribunaux de s'écarter lorsqu'il s'agissait d'infractions commises par les indigènes des dispositions de la loi ou de les étendre à des cas non prévus afin de mieux adapter la justice pénale aux nécessités locales.

II. — *Juridictions indigènes.* — L'ordonnance du 28 avril 1917 réservait expressément le droit des juridictions indigènes de juger les affaires d'ordre civil ou pénal dont elles pouvaient connaître en vertu de la coutume, des traditions de l'administration allemande et des instructions du Commissaire royal.

C'est plus particulièrement dans le Ruanda et dans l'Urundi où l'organisation judiciaire indigène est fortement établie, que la justice resta entre les mains du roi et des chefs noirs.

Dans ces territoires les pouvoirs juridictionnels coutumiers furent, sous la surveillance des résidents et des fonctionnaires territoriaux, laissés aux chefs Watuzi.

Dans son ensemble, l'organisation judiciaire caractérisée par l'adaptation du

système aux contingences locales, le grand nombre de juridictions, et l'unité de direction entre l'action répressive et l'action politique, en même temps qu'elle assura la rapide liquidation des affaires, affermit le pouvoir et le prestige des autorités constituées et favorisa, dans toute l'étendue des territoires occupés le graduel retour à l'apaisement, à la tranquillité et à l'ordre publics.

III. — La suppression de l'état de siège, actuellement encore en vigueur dans les territoires administrés par la Belgique, entraînera prochainement d'importantes modifications dans l'organisation judiciaire.

Dans le Ruanda comme dans l'Urundi, la justice à l'égard des indigènes restera, en principe, entre les mains du roi et des chefs.

Toutefois, dans la limite où les autorités européennes devront intervenir, des pouvoirs juridictionnels seront attribués au résident général, aux résidents et à certains fonctionnaires territoriaux délégués par ces derniers.

Présidée par le résident, la cour du roi qui réunit les régents et les grands chefs, connaîtra de toutes les infractions commises par les indigènes et pour lesquelles la loi commine une peine supérieure à cinq années de servitude pénale. La peine de mort cependant ne sera exécutée que de l'assentiment du résident général.

Les chefs auront compétence pour juger toutes les infractions autres que celles réservées à la juridiction royale.

Il sera organisé dans la suite et graduellement par ressort, une juridiction supérieure qui connaîtra en appel des affaires les plus importantes jugées par le tribunal de la chefferie et en première instance des affaires dans lesquelles sont en cause les autochtones de chefferies différentes. Les résidents et leurs délégués exerceront une surveillance constante sur cette juridiction et reviseront, s'il échet, les décisions.

En attendant la réalisation de cette mesure, les délégués des résidents jugeront les affaires intéressant les indigènes ressortissant de chefferies différentes. D'autre part, le résident en appel, les délégués des résidents en première instance, connaîtront des affaires dans lesquelles seront en cause des Hindous, des Arabes ou des indigènes non autochtones ou encore dans lesquelles un Européen sera partie lésée.

A l'égard des Européens, les juges territoriaux auront la compétence de juges de police; il pourra être appelé de leurs décisions devant la juridiction des résidents. Celle-ci connaîtra, par ailleurs, au premier degré, des affaires dans lesquelles un Européen se trouvera impliqué, pour autant toutefois que l'infraction retenue ne soit pas punissable d'une peine de plus de trois mois de service pénal.

Appel des jugements rendus par le tribunal du résident pourra être porté devant la juridiction d'Usumbura.

Celle-ci connaîtra en outre, en premier ressort, de toutes les infractions commises par des non-indigènes et pour lesquelles la loi commine une peine supérieure à trois mois de service pénal; appel de ces décisions pourra être porté devant le tribunal d'appel à Elisabethville.

Le tribunal d'Usumbura surveillera encore l'exercice du pouvoir judiciaire confié aux résidents et administrateurs. Il aura le droit de révision. Tout souci de formalisme juridique sera supprimé.

Pour la juridiction civile à l'égard des indigènes, dans l'intérieur d'une chefferie, les affaires seront jugées en première instance par le chef; l'appel se fera, soit devant les juridictions indigènes d'appel, soit devant la cour du roi avec présidence du résident.

Les questions importantes de terres, débats entre chefferies, seront exclusivement soumises au résident.

Quant aux affaires dans lesquelles des intérêts d'européens seront en cause, elles seront, suivant leur importance, déférées aux administrateurs, aux résidents ou résident général avec appel au degré supérieur jusque la Cour d'appel d'Elisabethville.

Le droit applicable tant au point de vue civil et commercial, qu'au point de vue pénal, s'inspirera de la législation congolaise tout en maintenant partiellement les dispositions en vigueur.

Cette organisation qui s'adapte aux nécessités locales et qui s'inspire des contingences particulières aux territoires occupés, y assurera, semble-t-il, l'exercice d'une justice à la fois prompte, sûre et suffisante.

Au point de vue social, son influence paraît devoir être particulièrement heureuse sur les milieux indigènes dont elle appliquera les coutumes, dans la mesure où celles-ci peuvent être maintenues, renforçant donc la structure des sociétés noires et l'autorité des chefs, tout en mettant un terme aux usages barbares encore en honneur dans ces pays.

§ 7. — Enseignement.

I. — *Écoles de missions.* — Comme dans toute l'Afrique tropicale, les missions consacrent une notable partie de leur activité si méritoire à l'enseignement.

a) La Société de Missions des Pères Blancs compte 110 écoles groupant au delà de 5,000 enfants. L'enseignement comprend dans les établissements dirigés avec beaucoup de zèle et de dévouement par les missionnaires en personne, la lecture, l'écriture et les premiers éléments de l'arithmétique. Dans les petites écoles de villages, les catéchistes noirs qui remplissent les fonctions de maître d'école enseignent la lecture, l'écriture et le swahili.

A Kabgayé, résidence du vicaire apostolique, se trouve une école centrale ou séminaire qui réunit 95 à 100 enfants. A cette école, l'enseignement est donné en français. Le programme porte, en outre, sur l'arithmétique, la géographie, le kiswahili et le latin.

Les Pères Blancs forment également dans les stations où sont attachés des frères, des ouvriers maçons, menuisiers, charpentiers, briquetiers, etc.

Le vicariat possède également des orphelinats :

b) La Mission protestante des adventistes a ouvert depuis l'armistice trois écoles où elle donne un enseignement essentiellement technique.

La Société belge des missions protestantes vient d'envoyer un premier groupe de missionnaires et ouvrira également des écoles.

c) *École de fils de chef*. — En 1919 une école de fils de chefs a été créée à Nyanza près de la résidence du roi Musinga.

Les leçons sont données par des moniteurs noirs sous la direction d'un fonctionnaire européen. Le programme porte sur la lecture, l'écriture, les éléments de l'arithmétique, le swahili, les devoirs administratifs des chefs.

La durée des cours est de trois ans.

L'enseignement se donne dans la langue indigène. Des exercices sportifs, ont trouvé grande faveur auprès des élèves. Il en est de même d'un bassin de natation et des règles de l'hygiène.

Les enfants des chefs sont accompagnés d'un ou de deux serviteurs, qui ont établi entre le boma royal et l'école un petit village et des cultures, et entretiennent les cases de leurs jeunes maîtres.

Par là les élèves restent en contact avec la vie indigène point capital au point de vue de leur action sur leurs futurs sujets.

La faveur qu'à rencontrée son institution auprès de Musinga en a assuré le rapide succès. Elle compte actuellement une centaine d'élèves.

Il entre dans les intentions du Gouvernement de réserver à ceux-ci des emplois en qualité d'auxiliaires dans les services de l'administration, notamment comme clercs de nos administrateurs, comme assesseurs des greffiers, des tribunaux indigènes, comme adjoints à la collecte de l'impôt.

L'instruction qu'y acquerront, d'autre part, les futurs chefs, ne peut manquer d'avoir sur l'administration générale du pays, dans un avenir prochain, les plus heureux effets.

IV. - *École d'assistants médicaux noirs*. — Enfin, le Ministre des Colonies a décidé en 1920 la création d'une école pour la formation d'assistants médicaux indigènes. Le but poursuivi est d'avoir dans les territoires du Ruanda et de l'Urundi, des aides indigènes du service médical, ayant reçu une préparation essentiellement pratique, sachant faire le diagnostic, au besoin microscopique des cinq ou six principales affections qui frappent les populations, et en outre, capables d'instituer un traitement simple, classique de ces affections principales.

Les soins à donner à l'enfance, la petite chirurgie, sont compris dans ce programme.

Les assistants ainsi formés, seront répartis entre les postes européens et les centres indigènes.

Le jour où l'assistant médical noir fixé dans son village natal pourra affirmer qu'il a par lui-même cherché et trouvé au microscope les germes de la maladie et mettra en œuvre les méthodes et les traitements de la médecine européenne, un grand pas aura été fait pour la civilisation. Le caractère naturel de la maladie sera établi et le pouvoir des sorciers aura cessé.

Le médecin blanc inspectera régulièrement les postes où seront installés les assistants. Ceux-ci seront d'ailleurs placés dans le voisinage et sous la surveillance du blanc.

La durée des cours sera de trois ans avec examen après chaque année d'étude. A la fin des études il sera délivré un certificat conférant le titre « d'Assistant médical indigène ».

L'École d'assistants médicaux est établie à Kitega dans l'Urundi.

V. — *École vétérinaire pour noirs.* — La création d'une école vétérinaire pour dans le Ruanda est en voie d'exécution.

Déjà un groupe de jeunes gens Watuzi, délégués par Musinga, a été mis au courant par notre service vétérinaire du traitement de la peste bovine et rend à ce titre des services signalés.

L'effet moral de l'association de l'indigène, et surtout de l'indigène des classes supérieures, à nos efforts d'ordre hygiénique n'est pas moins important que ses conséquences pratiques.

L'école vétérinaire sera jointe à l'Institut de recherches vétérinaires qui a été créé dans le Ruanda.

§ 8. — Missions.

I. — Les missions catholiques du Ruanda et de l'Urundi relèvent toutes de la Société des Pères blancs, missionnaires d'Afrique.

Elles y ont créé une organisation considérable.

Leur établissement est antérieur à l'occupation du pays par les gouvernements européens et s'est développé sans subsides officiels. Les Missions des Pères blancs sont réunies en un seul vicariat, celui du Kivu. Elles comptent dix-sept stations, vingt-quatre hôpitaux et lazarets et de nombreuses écoles dont la population s'élève à plus de cinq mille écoliers.

Les Révérends Pères missionnaires résidant dans le territoire, outre le Vicaire apostolique, sont au nombre de quarante-deux. En plus de ce nombre, le Vicariat du Kivu a encore deux Pères (un hollandais et un luxembourgeois), détachés provisoirement dans la préfecture apostolique de Lindi (*Tanganika Territory*).

Ces missionnaires sont aidés par huit frères coadjuteurs, également de la Société des Pères blancs, et par vingt-neuf religieuses de la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame d'Afrique (Sœurs blanches); enfin, par trois prêtres indigènes Banyaruanda, originaires du Ruanda.

Les nationalités des Révérends Pères du Vicariat se répartissent comme suit :

1 Belge, 31 Français, 4 Italiens, 6 Hollandais, 5 Allemands.

Les Révérends Pères ne sont pas en ce moment en nombre suffisant pour desservir les divers établissements du Vicariat.

Durant la guerre, deux stations (l'une dans le Ruanda, l'autre dans l'Urundi) ont dû être provisoirement privées de leurs missionnaires et sont redevenues chapelles-écoles.

II. — Lors de la conquête de l'Est Africain Allemand, l'*Evangelische Missionsgesellschaft* de Bielefeld et la Société des Missions de Neukirken possédaient

au Ruanda et dans l'Urundi une dizaine de stations desservies par environ 20 missionnaires.

A la suite de l'occupation de ces territoires par les troupes belges, les missionnaires allemands ont quitté le territoire.

D'accord avec le Comité international des missions protestantes, la Société belge de missions protestantes au Congo a offert de reprendre pour son compte l'œuvre des missions allemandes. La proposition était basée sur l'article 438 du Traité de Versailles qui prévoit la remise des postes de missions dirigés par des sujets ennemis, à des organismes similaires obéissant aux mêmes tendances et poursuivant le même but.

Le Ministre des Colonies a autorisé la Mission belge à occuper les installations et les terres qui constituaient le patrimoine des anciennes missions allemandes. Il rentre dans les intentions de la Société de poursuivre éventuellement son œuvre avec le concours de missionnaires belges.

Une des anciennes stations des missions allemandes est occupée par la mission protestante américaine des adventivistes, représentée par deux missionnaires belges.

*
* * *

Depuis son installation dans les territoires occupés, l'administration belge s'est efforcée en toutes circonstances de favoriser l'œuvre des missions qui contribuent de la manière la plus efficace à la civilisation progressive du pays.

§ 9. — Service médical.

I. — Dès le début de l'occupation l'autorité belge s'efforça d'organiser le plus complètement qu'il était possible de le faire, un service médical.

Deux hôpitaux — l'un pour Européens, l'autre pour noirs — furent fondés à Kigoma. Le premier pouvait recevoir une population de vingt malades, le second de deux cents.

Chacun était pourvu d'un mobilier suffisant, d'une salle d'opération et d'un laboratoire.

Un dépôt général de pharmacie desservi par des religieuses fut annexé à l'hôpital pour Européens.

A Ujiji fut fondé un dispensaire pour indigènes qui reçut en février et mars 1917 jusqu'à 288 hospitalisés. Par la suite, en raison de la pénurie du personnel sanitaire, et aussi de la proximité de l'hôpital de Kigoma, ce dispensaire fut abandonné.

A Kigali, dès le début de l'année 1918, un hôpital pour blancs et un hôpital pour indigènes furent créés avec des moyens de fortune dans des maisons particulières. Leur installation s'améliora rapidement; elle comprit bientôt quatorze chambres pour Européens, dix salles pour noirs, une salle d'opération, une salle de consultation, une morgue.

Cet hôpital fut desservi par des religieuses.

A Kissenye et à Kitega, deux postes d'infirmerie pour noirs furent encore établis.

Un dispensaire est en construction à Usumbura.

Depuis la remise des territoires d'Ujidji et d'Ussuwi, les territoires occupés comptent quatre postes médicaux.

II. — Il ne suffit pas, dans les colonies tropicales, d'avoir des médecins et des hôpitaux et dispensaires : un institut de recherches est indispensable. C'est pour quoi un laboratoire de recherches médicales a été fondé au début de l'année en cours, à Kitega.

III. — Un ophtalmologue parcourt actuellement le Ruanda et l'Urundi, chargé notamment de mission par le Gouvernement.

IV. — *Assistants médicaux noirs.* — Il a été dit plus haut comment fut créé l'école des assistants médicaux indigènes et quelles espérances permettait cette création qui étendra à tous les centres indigènes, l'action sanitaire européenne.

*
* * *

D'une manière générale l'état sanitaire, tant des européens que des autochtones est très satisfaisant.

Le climat des territoires occupés est, en effet, très salubre grâce à son altitude; d'autre part, les ressources alimentaires du pays sont nombreuses et variées; enfin les populations, plus confiantes que ne le sont généralement les indigènes congolais, recourent volontiers aux soins des médecins européens.

Les maladies qui se rencontrent le plus fréquemment parmi les européens, sont la malaria, généralement due à une contamination étrangère au pays, la fièvre des tiques et quelques autres affections non spéciales au pays.

Parmi les gens de couleur, les maladies les plus fréquentes sont dues au froid, pneumonie et pleurésie. La dysenterie et la verminose sont également assez répandues. La lèpre est endémique, comme d'ailleurs dans toute l'Afrique tropicale.

D'une manière générale cependant, la situation hygiénique des territoires occupés se présente comme très satisfaisante et il n'est pas douteux que lorsqu'elle sera complétée efficacement par l'action des assistants médicaux indigènes, l'organisation médicale du Ruanda et de l'Urundi amènera le pays à un état sanitaire exceptionnellement favorable.

§ 10. — Service vétérinaire.

Dans des pays où le bétail forme la richesse nationale, l'organisation d'un bon service vétérinaire est un devoir essentiel de la puissance colonisatrice. Ce service, outre les soins directs au cheptel, doit répandre la connaissance des procédés prophylactiques créés par la science moderne. Il doit être complété par un institut de recherches et assurer la fabrication des vaccins et sérums.

I. — Il y a actuellement dans le Ruanda et l'Urundi trois vétérinaires et quatre adjoints dont les efforts sont consacrés à la lutte contre les épizooties et à l'éducation des éleveurs indigènes.

II. — *Un laboratoire de bactériologie vétérinaire* a été créé à Kisegnie. Il est doté d'un équipement complet et dirigé par un spécialiste qui fut formé non seulement en Belgique, mais qui acquit, par un stage dans les colonies étrangères, la pratique vétérinaire coloniale. Ce laboratoire comporte deux vétérinaires. On y fabrique du sérum antipesteux. Ce laboratoire fournit également du sérum antivariolique. On y fournit hebdomadairement vingt mille doses de vaccin.

Le laboratoire a été amené également à produire du sérum contre le charbon bactérien qui règne dans la région. Des études très intéressantes sur d'autres maladies tropicales du bétail sont poursuivies par le directeur de ce laboratoire.

III. — Enfin *l'enseignement vétérinaire pour noirs* est en voie d'organisation.

§ 11. — Finances.

I. — *Impôts, etc.* — Le Commissaire royal s'est efforcé de se conformer en matière financière aux dispositions de la convention de La Haye et par conséquent de maintenir les règles suivies par le Gouvernement allemand.

Les droits d'entrée et de sortie, sauf en ce qui concerne les produits à destination de l'Est Africain allemand occupé par les troupes britanniques ont en principe été maintenus ainsi que l'impôt sur l'exercice d'une profession et l'impôt de capitation et sur les habitations.

Cependant dans un but d'intérêt économique et administratif, il a été décidé de considérer, au point de vue des importations et des exportations, les territoires du Ruanda-Urundi et le Congo belge comme formant une union douanière et d'admettre, par suite, que les droits dus sur les mouvements de l'espèce, qui se produisent dans les deux sens, se compensent. En d'autres termes, toute frontière intérieure a été supprimée entre les deux territoires africains gérés par la Belgique.

Cette décision, qui est conforme au principe inscrit dans l'article 8 du mandat B, autorisant notamment la puissance mandataire à constituer le territoire géré en union ou fédération douanière avec les possessions avoisinantes relevant de sa propre souveraineté, entraîne l'unification des tarifs de douane à l'entrée et à la sortie.

Par suite, les tarifs du Congo belge seront mis en vigueur dans les territoires occupés, dès que le mandat qui nous est attribué en principe sera confirmé.

Il ne sera fait exception que pour les droits de sortie sur les peaux et les bestiaux qui constituent une des grandes sources de revenus du Protectorat. Ces droits seront maintenus à leur niveau actuel, soit aux environs de 20 % *ad valorem*. Mais afin d'éviter que, pour bénéficier de droits réduits, les commerçants déclarent les peaux et les bestiaux comme étant de provenance

congolaise et que, par cette manœuvre, le budget du Ruanda-Urundi ne soit privé des perceptions qui lui reviennent, le tarif des droits de sortie du Congo Belge qui prévoit actuellement un prélèvement de 2 % *ad valorem* sur la généralité des produits sera, pour les peaux et bestiaux, majoré à due concurrence.

Il est naturellement impossible que le Ruanda et l'Urundi, à peine sérieusement occupés, puissent suffire à leurs besoins. Aussi un subside en ressources extraordinaires a-t-il été porté au budget belge. Mais l'impôt indigène va se généralisant. Les Allemands ne le percevaient qu'irrégulièrement et par des collecteurs indigènes et souvent étrangers aux populations, ce qui donnait lieu à des abus. Ce système a été abandonné. Mais en pays neuf spécialement, la perception régulière de l'impôt est une œuvre de longue haleine. Le taux appliqué est très modéré.

Dans le Ruanda comme dans l'Urundi, seuls les habitants mâles adultes sont soumis à l'impôt.

L'impôt est de 5 francs pour les contribuables possédant moins de cinq têtes de bétail; au delà, il est de 10 francs.

Le taux est également de 10 francs pour les Arabisés généralement commerçants habitants les rives du Tanganyika.

II. — *Organisation douanière.* — La Convention anglo-belge du 15 mars 1921 a assuré à la Belgique :

- 1° Des concessions dans les ports de Kigoma et de Dar-Es-Salam;
- 2° Des facilités spéciales sur la voie ferrée Kigoma-Dar-Es-Salam;
- 3° La liberté complète de transit de ou vers le Congo belge à travers les territoires de l'Afrique orientale britannique et de l'ancienne colonie allemande de l'Est africain;
- 4° Le traitement national pour le trafic (y compris le poste, le trafic aérien, le télégraphe et le téléphone), de ou vers le Congo belge sur toutes les voies de ces territoires;
- 5° Le traitement national pour les navires, bateaux, et aéronefs belges.

La douane du Ruanda-Urundi jouit ainsi de facilités particulières pour l'organisation de sa surveillance et pour la perception régulière des droits sur toutes les marchandises importées.

En effet, dès leur débarquement à Dar-Es-Salam, les marchandises, qu'elles soient destinées au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, seront prises en charge par le service des douanes, transportées dans les wagons plombés jusqu'à Kigoma; elles y seront déposées dans les magasins spéciaux d'où elles pourront être retirées au vu des documents réguliers. La garantie absolue pourra donc être donnée que les droits dus seront régulièrement perçus.

Quant à la répartition des recettes, elle se fera automatiquement, d'après les déclarations mêmes des importateurs qui auront à spécifier si les marchandises sont destinées au Congo belge ou au Ruanda-Urundi.

Les exportations seront soumises aux mêmes formalités, c'est-à-dire qu'avant le chargement des produits sur wagon pour Dar-Es-Salam, la preuve devra être

fournie que les droits de sortie ont été acquittés, soit au Congo belge soit dans les Territoires occupés.

Grâce à cette organisation simple et pratique, le budget de chacun des territoires est assuré de se voir affecter tous les revenus qui peuvent être normalement escomptés eu égard au mouvement commercial auquel chaque Colonie donne lieu.

III. — *Régime monétaire.* — Pendant la première période de l'occupation le Gouvernement se fit ouvrir un crédit par transfert de fonds, dans l'Uganda afin que l'argent congolais ne soit pas déprécié dans l'Est Africain Anglais avec lequel les territoires occupés étaient en relation commerciale suivie. Grâce à ce procédé le change fut consolidé.

Depuis lors les dispositions régissant le régime monétaire de la Colonie ont été appliquées aux territoires occupés par la Belgique.

Les monnaies d'argent à effigie belges ont donc été introduites, dès l'occupation.

Fin mai 1920 un envoi de 300,000 pièces neuves de un franc en argent, à l'effigie du Roi Albert a encore été fait au Commissaire royal.

La Conférence de Paris du 25 mars 1920 a autorisé le Gouvernement belge à frapper, pour les besoins de sa Colonie du Congo, des pièces de 50 centimes et de 1 franc en métal inférieur. Ces monnaies ne sont pas reçues par les caisses publiques de la Belgique et des autres États de l'Union latine. Frappées en virole cannelée, ces pièces portent, à l'avvers, l'effigie laurée du Roi, en profil gauche, ainsi que la légende : « Albert, Roi des Belges » et au revers un palmiers, l'indication de la valeur, le millésime et la légende : « Congo Belge ».

1,200,000 pièces de 1 franc et 500,000 pièces de 50 centimes frappées conformément à la Conférence de Paris ont été introduites dans les territoires occupés.

Les quantités suivantes de billon colonial ont également été envoyées aux régions précitées :

600,000 pièces de dix centimes en nickel ;

1,600,000 pièces de cinq centimes en nickel.

Au moment de l'occupation, le type monétaire le plus usité dans les transactions entre indigènes était le « heller ». Il importait donc d'introduire le plus rapidement possible dans les nouveaux territoires une unité monétaire à l'effigie de l'occupant et de la valeur nominale la plus réduite possible.

Les pièces congolaises de un et de deux centimes en cuivre n'avaient jamais été recherchées par les populations du bassin du Congo.

Devant l'échec qu'avaient rencontré ses multiples tentatives d'introduction du billon de cuivre, l'Administration avait jugé superflu de constituer une réserve de cette monnaie d'appoint. D'un autre côté, toute l'activité de l'Hôtel des Monnaies, à Bruxelles, se trouvait absorbée par les frappes de nickel. Il était, dès lors, impossible, à cette institution, d'entreprendre une fabrication de billon de cuivre.

En présence de cette situation, la Colonie a acheté à la Banque Nationale des

pièces belges de deux centimes en cuivre. Deux millions 500,000 de celles ci ont été mises provisoirement en circulation dans l'Urundi et le Ruanda.

Les mesures esquissées ci-dessus ont abouti à une circulation normale du billon. Le Commissaire Royal vient, en effet, de nous demander d'interrompre les envois de monnaies d'appoint.

La monnaie fiduciaire, utilisée par la Colonie, a également été mise en circulation dans les territoires de l'Urundi et du Ruanda.

Par convention du 7 juillet 1911, la « Banque du Congo belge » a été autorisée à émettre dans la Colonie des billets au porteur, payables à vue. Les coupures d'une valeur nominale de un, cinq, vingt, cent et mille francs, sont émises à Matadi, Kinshasa, Stanleyville et Elisabethville.

Pour ce qui se rattache à la circulation des billets de la « Banque du Congo belge », les territoires occupés par la Belgique ont été considérés comme dépendant de la circonscription d'émission de Stanleyville.

§ 12. — La situation économique (par régions).

Notre occupation est trop récente pour que nous puissions, d'après nos propres données, dûment vérifiées, tracer un tableau d'ensemble de la situation économique du pays.

Nous nous bornons donc à réunir ici, par régions, un certain nombre de données intéressantes.

I. — Dans le district d'Udjidji, la population se livre presque exclusivement au commerce et à l'agriculture.

La culture du sorgho, du manioc, du maïs, des bananes et des patates douces se fait dans toutes les parties du district.

Les pois et les haricots donnent un bon rendement. L'exploitation de la canne à sucre pourrait être développée; elle s'étendait en 1917 à plus de 33,000 plants.

La région de Kakongo produit du tabac, des haricots et — en petites quantités — du riz, des arachides et de la cire d'abeilles.

Les pommes de terre d'Europe se cultivent d'une manière assez étendue à Lusumbi.

Au point de vue industriel, le poste de Kakongo acquit, pendant l'occupation, une certaine importance par l'exploitation de ses fours à chaux qui produisaient annuellement plus de 400 tonnes.

C'est dans ce territoire encore que l'industrie de la pêche est la plus florissante. Exploitée pendant la guerre, sous la direction de l'Administration, elle produisait mensuellement 20 tonnes environ de poisson séché.

Une scierie mécanique dont le débit est de 500 planches par mois est également installée à Kakongo.

Le territoire de Kassulu est particulièrement intéressant par son commerce de gros et de petit bétail.

D'après les recensements auxquels les Allemands avaient procédé, l'élevage

aurait compté 95,700 têtes de gros bétail. Les évaluations de l'administrateur du territoire ne donnèrent pendant l'occupation qu'un total de 30,000 têtes de gros bétail et 30,000 de petit.

Cette région est riche encore en graines et en cire. Le commerce des peaux qui y était florissant reprit à partir de 1917 une grande extension.

II. — Dans le territoire de Mlagarasi se trouvent les salines de Gottorp. Exploitées à partir de mars 1917, en régie, elles donnèrent une production journalière de 11 tonnes qui se maintint jusqu'au moment de la remise du pays aux autorités anglaises.

Pendant cette période le sel se vendit au prix de 25 à 30 centimes le kilogramme laissant à l'exploitation un bénéfice net qui atteignit 600,000 francs en 1918.

Au cours des années suivantes le matériel et l'outillage de ces salines furent encore développés.

III. — Dans le territoire de Karema, notre administration, fit l'entreprise en 1917, de l'exploitation des mines de mica. Les gisements avaient été découverts par l'ingénieur Mercenier.

Le Gouvernement britannique avait un besoin urgent de ce produit pour les nécessités de l'industrie de guerre et les existences en paraissaient rares au point que les alliés ne semblaient pouvoir réunir dans les territoires qu'ils occupaient que 20 à 25 tonnes par an.

Très rapidement nous pûmes porter, la production mensuelle du mica travaillé à 1,500 kilogrammes par mois.

Malgré les difficultés du recrutement de la main-d'œuvre dans une région où la population est clairsemée, la production s'élevait dès les mois suivants à 3,500 kilogrammes permettant de réaliser des bénéfices qui devaient atteindre en 1919, 200,000 francs environ. Malheureusement la baisse de la valeur du mica ne rendit plus possible à dater de l'armistice l'exploitation de ces mines qui comprenaient les gisements de Sibwesa, de Katelenga, de Kilimade Lumanisha et d'Utinta.

IV. — Dans tout le district d'Udjidji où l'indigène produit en général plus qu'il ne lui est nécessaire pour sa propre consommation les marchés sont nombreux et très fréquentés. Les principaux sont ceux de Kigoma, d'Udjidji, de Gottorp, de Kassulu, de Berira et de Bayenzi.

Placé d'ailleurs au point de contact des deux voies de communication importantes que constituent le lac Tanganyka et le chemin de fer Dar-Es-Salam-Kigoma, le district d'Udjidji jouit au point de vue commercial d'une situation privilégiée.

Aussi malgré les entraves de toutes natures que l'état de guerre apporta au développement économique du district, ses populations ne souffrirent guère, au cours de l'occupation de la crise générale du commerce et de l'industrie.

V. — Dans l'Ussuwi où se pratiquait avant la guerre un commerce important de peaux et de cire, la pénurie des bateaux, sur la ligne de Mombasa-Europe provoqua une crise passagère de transactions entre les commerçants hindous pour la plupart, et les natifs.

Les cultures de sorgho, de haricots, de pois, de patates douces, de bananes et d'arachides sont peu considérables dans cette région, au sol infertile et dont les notables seuls se livrent également à l'élevage. Aussi le gros bétail, qui est la propriété des chefs, ne compte-t-il guère plus de dix mille têtes.

* * *

Dans le Ruanda et l'Urundi où il n'existe pas encore d'établissements industriels, les industries indigènes sont elles-mêmes presque nulles. La plus importante d'entre elles, est celle du fer. Comme l'industrie du vêtement et celle de la vannerie, elle est réservée aux Wahutu. L'industrie de la poterie est l'apanage des Batwa.

Les principaux produits d'exportation sont la cire, l'ivoire, les cornes et les peaux. La production de celle-ci semble devoir atteindre plus de 2 millions de kilogrammes annuellement.

C'est, qu'en effet, le bétail constitue avec l'agriculture la grande richesse du pays.

I. — En ce qui concerne l'agriculture, les plantes alimentaires cultivées au Ruanda sont, par ordre d'importance décroissante, le sorgho et le haricot, le bananier, le pois et la patate douce. On cultive aussi, en petites quantités, l'éleusine, le manioc, le maïs, l'arachide, la courge et colocase.

Le manioc, le maïs et l'arachide ne sont connus qu'au Kissaka, dans la région plus chaude d'Issavi, dans la partie sud du territoire du Shangugu et à Kigali, où seuls les Arabisés se livrent à leur culture.

Dans les régions froides, à l'altitude de 2,000 mètres et plus, l'indigène n'établit que des plantations de pois, de haricots et de sorgho.

La valeur des denrées végétales dans les transactions entre natifs peut varier du simple au décuple suivant les circonstances.

Les pommes de terre et tous les légumes d'Europe réussissent à merveille au Ruanda.

Le figuier et le grenadier y donnent d'abondantes récoltes.

Le seigle croît normalement au Bugoye, où sa culture, déjà connue de l'indigène, pourrait prendre de l'extension, si des débouchés étaient assurés aux produits récoltés.

Dans l'Urundi, les indigènes cultivent les haricots, les patates douces, les bananiers, le sorgho, le maïs.

L'éleusine est plutôt rare. Par contre, les pois cultivés dans la région montagneuse et les cannes à sucre, qui croissent au contraire dans la plaine, forment parfois des plantations magnifiques.

Le tabac, le manioc, la colocase, les ignames se rencontrent également. Le ricin pousse à l'état sauvage dans toute la région.

La situation des plantations varie selon les endroits. Dans la partie montagneuse, elles entourent toujours les groupes de quatre à six huttes indigènes qui, situées sur le flanc des montagnes, abritent autant de familles ; dans les autres régions, les plantations encerclent le village ou sont installées dans les bas-fonds.

Le sol est labouré à plat. Beaucoup de terrains sont fertilisés avant de recevoir les semences.

Les travaux agricoles sont faits tant par les hommes que par les femmes et les enfants. L'instrument agricole, uniquement utilisé par les Warundi, est la houe.

Presque toutes les récoltes se font à la main et leurs produits sont d'ordinaire consommés sur place. Une partie des graines est réservée pour les semailles prochaines, tandis que l'autre est troquée contre les objets de première nécessité.

Par ailleurs, l'essai de plusieurs cultures de rapport a été entrepris, tant dans le Ruanda que dans l'Urundi. Le café croît presque partout où il a été planté par les Européens ; il réussit plus particulièrement dans les territoires de Kigali, Kisegnies, Rubengera, Nyanza et Shangu. Par contre la fréquence des pluies dans le Ruanda-Urundi et le peu de durée de la saison sèche semblent s'opposer à la culture du coton qui a cependant donné des résultats satisfaisants à Usumbura.

II. — Mais la principale, l'essentielle richesse du Ruanda-Urundi est constituée par ses grands troupeaux de bétail dont l'élevage l'amélioration et la mise en valeur semblent devoir être pour le moment l'élément principal du développement économique du pays.

Le cheptel du Ruanda peut être évalué à plus d'un million de têtes de gros bétail et à un nombre quelque peu supérieur de moutons et de chèvres.

Le dénombrement des bêtes à cornes a été entrepris en même temps que le recensement des populations. Mais comme pour celui-ci, les chiffres obtenus sont très incomplets. Les déclarations des détenteurs de troupeaux sont toujours inférieures à la réalité et le resteront jusqu'au jour très éloigné où les éleveurs seront convaincus que les opérations de recensement ne sont pas les préliminaires de réquisitions.

La valeur du bétail du Ruanda, au point de vue zootechnique, est très variable ; les plus belles bêtes se rencontrant dans la partie nord du territoire de Kasibu, dans la région des volcans, dans la plaine de la Ruzizi et au Buganza.

Les bêtes à cornes du Ruanda n'appartiennent pas à une race unique. Les différents types que l'on rencontre se rapprochent plus ou moins de la race zébu à longues cornes. Des croisements faits sans discernement ont créé une multitude de types intermédiaires.

Il est difficile de fixer la valeur « argent » que représente pour l'indigène une tête de gros bétail.

Les bêtes à cornes sont la seule richesse appréciée par le natif, non seulement pour les précieux produits qu'elles lui procurent, mais encore, de façon toute

abstraite, pour elles-mêmes. L'indigène est fier de posséder de beaux troupeaux, même lorsqu'il n'en tire cependant que peu ou pas de produits.

« Après le Roi rien n'est supérieur à la vache » dit un proverbe du Ruanda.

Théoriquement du moins, tout le bétail appartient au Roi, et il en est ainsi non seulement pour les bêtes à cornes qui existent ou naissent au Ruanda, mais encore pour toutes les vaches qui pourraient être introduites des régions voisines. En entrant au Ruanda, « elles boivent l'eau de Musinga » et de ce fait, deviennent sa propriété.

Les chefs de provinces sont « les gardiens de bétail de Musinga ». Ils veillent aux intérêts de celui-ci mais, sauf pour les troupeaux qu'ils détiennent directement, le titre de représentants du Sultan ne leur confère aucun droit sur le bétail de la chefferie.

Dans les limites de leur chefferie, les indigènes peuvent donc librement acheter et vendre du bétail, l'acheteur n'acquérant évidemment par cette transaction que le droit d'usufruit et n'ayant aucune réclamation à émettre le jour où le Roi lui enlèverait ses bêtes ou leurs produits.

Dans les limites du royaume, mais en dehors de la chefferie, les transactions sont moins libres. Le chef qui a la garde et la responsabilité des troupeaux, peut s'opposer au départ de ceux-ci.

Quant au bétail de l'Urundi, le nombre de têtes en était estimé par les Allemands — avant la guerre à 250,000. En dehors de ce gros bétail les troupeaux de chèvres et de moutons y sont également nombreux.

L'attachement que les Warundis professent pour leur troupeaux est difficile à concevoir. On dirait qu'ils ont pour eux un vrai culte; et si une bête vient à mourir ou s'ils sont obligés d'en céder une pour obéir aux prestations, ils « la pleurent jusqu'aux larmes ». On dit communément qu'ils tiennent à leur bétail plus qu'à leurs femmes et à leurs enfants.

Chaque bête porte un nom propre, d'après son âge, sa couleur, son origine, ses qualités, etc.

Le bétail joue dans les mœurs et dans le culte religieux des Warundis un rôle tellement prépondérant, qu'il n'est presque pas possible d'imaginer cette tribu sans évoquer ses troupeaux. Sans vouloir dire qu'ils vont jusqu'à se prosterner devant un bœuf, comme les Egyptiens devant le bœuf Apis, il n'y a pas loin de leurs pratiques, à une sorte de zoolâtrie.

Aussi les animaux des Warundis sont-ils l'objet de soins assidus et constants; leur propreté est parfaite.

Les caractères principaux du bétail qui existe dans l'Urundi sont : robe en très grande majorité brune, brun foncé ou brun très foncé; peau épaisse, toujours rouge-brun, poils très fins, lisses, luisants, tête proportionnellement petite et courte; surface frontale large, carrée; cornes lisses ayant de 30 à 50 centimètres de pourtour à la base, variant de longueur entre 50 centimètres et 1 mètre et plus, de direction générale très variable, etc.

Chaque troupeau se compose d'environ trente à cinquante têtes avec un gros taureau et un jeune taurillon. La garde de ces troupeaux est toujours confiée à des hommes; la nuit, les bêtes sont enfermées, exposées comme durant le jour à toutes les intempéries, dans un enclos circulaire.

III. — Dans le Ruanda comme dans l'Urundi, l'extraordinaire richesse du cheptel est malheureusement compromise par l'état sanitaire défectueux des troupeaux.

La stomatite aphteuse, les affections charbonneuses, les trypanosomiasés, les affections vermineuses, l'avortement épizootique sont relativement fréquents dans ces régions.

Mais la maladie qui menace le plus dangereusement le bétail du Ruanda-Urundi est sans contredit la peste bovine. Celle-ci en 1890-1892 a détruit presque la moitié des troupeaux de l'Urundi.

Elle a fait en 1920 sa réapparition au Ruanda, venant de l'Uganda.

Dès le 4 mars, il y était recensé 288 bêtes atteintes, dans un seul kraal sur la rive gauche de la Kakitumba, six jours après tous les troupeaux de la rive droite comme de la rive gauche de la rivière étaient contaminés.

Le personnel vétérinaire de la région prit d'urgence les mesures les plus énergiques.

Le recensement de tous les troupeaux atteint ou en danger, la mise en quarantaine du secteur délimité par la frontière anglaise, Movumba et Kalangasa, la réglementation des marchés des cuirs, la désinfection des peaux furent les premières de ces mesures.

En même temps tous les animaux menacés furent immunisés par la séro-immunisation qui consiste à injecter une dose de sang pesteux avec une dose de sérum : 48,000 animaux furent ainsi traité en quelques mois, la moyenne en étant de 267 par jour.

Faisant preuve de la plus hardie des initiatives, notre personnel vétérinaire ne pouvant obtenir en quantités suffisantes du sérum dans les établissements scientifiques existant dans les colonies voisines, eu recours à du sérum qu'il produisit sur place en pleine brousse, avec des moyens de fortune.

Non content d'improviser le remède, avec un plein succès, il transforma rapidement en aides-vétérinaires des agents blancs d'autres services et fit appel à Musinga pour obtenir des jeunes gens appartenant aux premières familles nobles du pays, lesquels furent employés comme auxiliaires vaccinateurs, aides et surveillants.

Tout cet armement d'hygiène vétérinaire fut créé avec une grande rapidité et par un travail inlassable.

Pendant plusieurs mois, on crut voir arrêté le fléau; malheureusement, la propagation par le gibier, l'ignorance et la cupidité des noirs, produisirent leur effet habituel.

Malgré les mesures prises et le dévouement remarquable des membres du service vétérinaires et des noirs qu'ils avaient formés, l'épizootie n'a pas pu être arrêtée aux limites du secteur dans lequel on avait espéré pouvoir la circonscire. Toutefois, le danger d'une contamination générale semble dès aujourd'hui écarté.

Grâce à l'organisation très complète du service vétérinaire qui a été considérablement renforcé et qui comprend notamment un laboratoire de bactériologie créé depuis peu à Kisegnie, il n'y a en tous cas pas lieu de craindre que l'épizootie prenne les proportions de celle qui désola la région en 1890.

Toute l'attention des autorités locales est d'ailleurs attirée sur l'importance de la lutte engagée et il n'est pas douteux que le fléau ne soit, dans un avenir prochain complètement écarté.

§ 13. — Régime militaire.

Il n'a pas été jusqu'à présent organisé de forces de police par voie de recrutement dans le Ruanda et l'Urundi.

L'ordre public est assuré par deux compagnies de la Force publique congolaise, qui sont renforcées par des sections spéciales de mitrailleurs et d'artillerie.

Les bataillons campés de la province orientale et du Katanga pourraient en cas de besoin être rapidement transportés dans les deux territoires.

Les rapports entre nos soldats et les populations sont très bons. La grande autorité des chefs indigènes et leurs capacités politiques qui sont réelles y contribuent autant que la discipline de la troupe et le zèle des officiers.

§ 14. — Législation.

Nous publions en annexe la liste des mesures d'ordre législatif prises dans les territoires occupés. Elle est importante.

§ 15. — Conclusion.

Après avoir, conformément aux conventions passées avec le Gouvernement britannique et ratifiées par le Conseil Suprême, remis aux autorités anglaises le 22 mars dernier, Kigoma, le district d'Ussuwi, la Belgique demeure investie du mandat d'administrer l'Urundi et le Ruanda.

Au point de vue administratif, nous pratiquons dans ces régions, une politique de protectorat, d'administration indirecte, maintenant et améliorant les institutions indigènes si remarquables, que nous y trouvons; et, sauf à corriger les abus, nous entendons que les populations constituant politiquement des royaumes se développent librement, selon leurs aspirations et leurs traditions, sous la conduite de leurs chefs coutumiers.

Dès à présent la collaboration constante de l'administration indigène et des autorités européennes porte ses fruits.

Sans que nous portions atteinte à l'organisation établie, l'indigène de la race soumise sait que contre les abus et l'arbitraire il a désormais un protecteur plus puissant que les chefs Watusi. Ceux-ci, à leur tour, constatent que nos administrateurs ne songent pas à se substituer à eux, qu'ils respectent leur prestige et leurs prérogatives. Si certains gardent un esprit peu favorable à l'Européen, d'autres font manifestement confiance au guide et au bon tuteur que le blanc entend être pour eux.

Le pouvoir royal peut être, dans la lente évolution à accomplir, un instrument

puissant et précieux. Nous le soutenons et l'affermissons. En le traitant avec égards comme nous le faisons dans le Ruanda, en le protégeant pendant la minorité du Sultan, comme nous le faisons dans l'Urundi, nous créons à notre politique des titres certains dans le sentiment populaire. Ces méthodes sont d'application laborieuse et évidemment bien plus complexes que le procédé sommaire qui supprime les grands chefs et les institutions politiques indigènes pour faire table rase et bâtir à nouveau sur un terrain qu'on se fait l'illusion d'avoir déblayé, sans s'apercevoir, si ce n'est trop tard, qu'on l'a ébranlé dans ses éléments les plus solides.

Il se rencontrera sans doute des mécomptes et des conflits dans une adaptation aussi difficile et dans un pays qui avait été à peine touché par l'occupation allemande. Nous nous sommes convaincus que respecter l'organisation politique et sociale que les populations s'étaient données, l'améliorer en éliminant les pratiques barbares et les abus, empêcher l'oppression des pauvres et des petits, mais sans essayer d'importer, sous les tropiques parmi les peuples primitifs, nos concepts égalitaires européens, pousser, au contraire, l'humanité noire, dans une de ses parties les plus intéressantes, à évoluer selon sa propre nature, dans son milieu, d'après ses traditions, sur son propre fonds, en s'efforçant de dégager son originalité et son âme particulières, est une politique sage et juste qui dégagera graduellement une race africaine forte et féconde.

Les facultés naturelles, les possibilités de développement sont, à notre avis, indiscutables.

Depuis la cessation de l'état de guerre, la situation matérielle et morale des populations indigènes s'est sensiblement améliorée, la confiance est revenue ; l'ordre règne partout ; des travaux de nature à favoriser le développement économique de la région ont été entrepris ; l'aménagement des voies de communication a été ébauché ; l'assistance médicale est organisée, le service vétérinaire assuré.

Sans doute, les résultats obtenus sont bien loin de nos ambitions, mais ils permettent d'entrevoir avec confiance ceux que l'avenir réserve à la politique adoptée par la Belgique. C'est, qu'en effet, les ressources du Ruanda et de l'Urundi sont considérables.

Sa population est dense et laborieuse, son cheptel particulièrement important, ses terrains agricoles d'une fertilité réelle. Elle jouit d'un climat tempéré qui permet aux Européens d'y faire sans inconvénient des séjours prolongés. Le sous-sol, jusqu'ici inexploré, recèle-t-il des richesses minières ? Une mission de recherches parcourt en ce moment le pays.

Mais pour que ces exceptionnelles ressources puissent être réalisées, pour que cet immense capital que le Ruanda-Urundi représente puisse être mis en valeur, au plus grand profit de ses populations, il faudra de grands efforts.

La configuration du Ruanda-Urundi très montagneuse et pratiquement sans forêts importantes est peu favorable à l'établissement des voies de transports mécaniques. L'absence de combustible rendrait l'exploitation d'un réseau de chemin de fer très onéreuse. Les rivières ne sont pas navigables.

Aussi convient-il de préparer la réalisation rapide d'un programme routier qui dotera la région de grandes voies de pénétration auxquelles viendront s'embrancher les chemins vicinaux tracés par les natifs.

La traction par bœufs, déjà expérimentée par nous, permettra un trafic important sur ce réseau routier qui, aboutissant au lac Tanganyka et au lac Kivu, reliera de la sorte les territoires occupés au régime ferroviaire et hydrographique congolais.

La possibilité de créer un chemin de fer gravissant l'escarpement entre les lacs et les hauts plateaux devra être étudiée.

En tous cas, l'établissement d'une voie de bonne communication par route d'abord, par fer ensuite entre les deux lacs favorisera beaucoup le commerce; déjà la route est en construction.

Sur le lac Tanganyka même, notre flotte sera bientôt augmentée d'un vapeur, actuellement en montage. Elle sera alors suffisante pour le trafic du Ruanda-Urundi et ses prochains développements.

L'agriculture du pays doit être étendue par la mise en pratique de procédés de culture moderne, en même temps que par l'introduction des céréales européennes et de cultures industrielles.

Le riche cheptel de ces régions fera l'objet d'études et d'efforts suivis, en vue de l'amélioration des races. L'exportation d'animaux vivants ou de viande conservée ou séchée peut devenir une source de richesse pour le pays.

D'autre part la prospection minière et dans un avenir plus lointain l'exploitation de la houille blanche, qui abonde tant dans l'Urundi que dans le Ruanda, doivent au même titre retenir toute l'attention du Gouvernement car elles s'avèrent également dignes du plus haut intérêt.

Enfin, l'établissement de colons blancs dans les deux territoires est désirable et possible. Mais la densité de la population, l'occupation par elle de la plupart des terres, qui sont utilisables pour l'agriculture sans travaux de drainage, le respect dû à la propriété indigène ne permettent pas de songer à une immigration en masse. Il y a, au contraire, place pour des colons de choix, disposant de capitaux, qui dans des régions d'accès facile pourront sans doute obtenir des résultats favorables. Le souci de respecter les droits des indigènes engagera notre administration à une sage prudence en ce domaine.

En résumé, de grands et persévérants efforts assureront incontestablement aux territoires occupés une prospérité qu'ils n'ont pas encore connue et à ses populations un bien être nouveau.

Le Parlement nous approuvera de considérer comme notre premier devoir d'améliorer dans toute la mesure où nous le pouvons faire, les conditions de vie des indigènes : c'est notre mandat et c'est notre intérêt.

A colonie riche, grande importation!

C'est par l'essor du commerce qui introduit dans les pays neufs les besoins nouveaux, par le développement de l'industrie qui y découvre et en extrait les richesses, par l'extension de l'agriculture qui exploite la fertilité de son sol, par l'éducation morale et technique, qu'une colonie assure peu à peu aux races indigènes les avantages de la prospérité — source et condition de son importance et de sa valeur pour le pays colonisateur.

Le Ministre des Colonies,
Louis FRANCK.

ANNEXE.

Ordonnances-lois de M. le Commissaire Royal.

Numéros.

1. En date du 6 février 1917, modifiant l'ordonnance n° 16 du 27 octobre 1916, créant un Conseil de guerre à Tabora.
2. En date du 6 février 1917, le commandant du cercle d'Udjidji est délégué aux fins de délivrer les autorisations prévues par l'ordonnance du Général-Major, en date du 24 janvier 1917, subordonnant à certaines formalités le départ des indigènes du territoire occupé.
3. En date du 25 février 1917, concernant les mesures à prendre pour empêcher la propagation de la méningite cérébro-spinale constatée dans l'agglomération de Kigoma, dans les autres localités des territoires occupés et dans les territoires du Congo belge.
4. En date du 17 mars 1917, créant pour les districts de l'Urundi, du Ruanda ouest et du Ruanda est, une commission administrative pour l'examen et la solution des différends relatifs aux réquisitions militaires et demandes diverses d'indemnités.
5. En date du 6 avril 1917, fixant l'organisation territoriale et administrative du pays occupé.
6. En date du 3 avril 1917, sur la publication des actes officiels.
7. En date du 14 avril 1917, sur le régime pénitentiaire.
8. En date du 15 avril 1917, relative à la création de commissions d'hygiène.
9. En date du 28 avril 1917, relative aux droits de sortie sur les peaux de gros et de petit bétail.
10. En date du 28 avril 1917, organisant la justice répressive civile dans les territoires occupés.
11. En date du 7 mai 1917, réprimant le surenchérissement et l'accaparement.
12. En date du 8 mai 1917, réglementant les marchés publics.
13. En date du 16 mai 1917, militarisant les fonctionnaires et agents exerçant leurs fonctions dans les territoires occupés, les noirs et les gens de couleur dont le Gouvernement d'occupation utilise le service, le personnel domestique des fonctionnaires et agents du Gouvernement d'occupation.
14. En date du 16 mai 1917, rattachant définitivement à la date du 1^{er} juin 1917, le cercle de Karema au district d'Udjidji.
15. En date du 21 mai 1917, établissant le régime disciplinaire auquel se trouvent soumis certaines catégories d'indigènes.

Numéros.

16. En date du 28 mai 1917, déterminant certaines obligations imposées aux habitants des circonscriptions urbaines en vue de l'hygiène publique.
17. En date du 28 mai 1917, concernant les mesures d'hygiène à prendre dans les agglomérations d'européens.
18. En date du 30 mai 1917, établissant une imposition sur l'exercice d'une profession.
19. En date du 8 juin 1917, concernant l'exportation des peaux de gros bétail hors les territoires occupés par la Belgique dans l'Afrique orientale allemande.
20. En date du 14 juin 1917, modifiant l'ordonnance n° 25, du 6 décembre 1916, de M. le Général-Major, commandant en chef, portant règlement provisoire sur l'utilisation par le commerce, des transports militaires.
21. En date du 19 juin 1917, modifiant l'ordonnance allemande sur la perception d'un impôt de capitation et d'un impôt sur les habitations.
22. En date du 17 juillet 1917, étendant la compétence de la commission de liquidation établie par notre ordonnance, n° 4.
23. En date du 1^{er} août 1917, réglementant l'introduction, la détention et la vente des boissons alcooliques dans les territoires occupés.
24. En date du 13 août 1917, complétant les ordonnances du Général, commandant en chef, en date du 11 juin et du 29 novembre 1916, sur la censure.
25. En date du 4 août, érigeant en circonscription distincte, la partie du district d'Udjidji comprenant l'agglomération urbaine de Kigoma et les villages constituant la banlieue de cette agglomération.
26. En date du 21 août 1917, réglementant la circulation monétaire et fiduciaire dans les territoires de l'Est Africain Allemand occupés par la Belgique.
27. En date du 25 août 1917, interdisant la circulation à proximité des voies ferrées dans les territoires occupés.
28. En date du 12 septembre 1917, abrogeant et remplaçant l'ordonnance n° 9 du 28 avril 1917, relative aux droits de sortie sur les peaux de gros et de petit bétail.
29. En date du 11 novembre 1917, relative à la relégation.
30. En date du 4 décembre 1917, modifiant les limites de la résidence de l'Urundi et du district d'Udjidji.
31. En date du 10 décembre 1917, modifiant l'ordonnance du 6 avril 1917, établissant l'ordonnance territoriale et administrative du pays occupé.
32. En date du 20 décembre 1917, réglementant l'abattage du bétail et du débit de viande de boucherie dans les territoires occupés.

Numéros.

33. En date du 29 décembre 1917, subordonnant à certaines formalités le départ des indigènes des territoires occupés.
34. En date du 5 janvier 1918, interdisant l'exportation des bêtes de race bovine hors des territoires occupés.
35. En date du 30 janvier 1918, abrogeant et remplaçant l'ordonnance n° 28 du 12 septembre 1917, relative aux droits de sortie sur les peaux de gros et de petit bétail.
36. En date du 3 février 1918, instituant les fonctions d'inspecteur sanitaire.
37. En date du 22 avril 1918, prohibant l'exportation des roupies monnayées dans les territoires de l'Est Africain Allemand occupés par la Belgique.
38. En date du 8 mai 1918, établissant des offices notariaux dans les territoires occupés.
39. En date du 18 mai 1918, organisant le service de l'état-civil dans les territoires occupés.
40. En date du 18 mai 1918, prohibant l'exportation des vivres et produits alimentaires des territoires de l'Est Africain Allemand occupés par la Belgique.
41. En date du 20 mai 1918, réprimant le trafic d'objets achetés dans les magasins et cantines de l'armée.
42. En date du 30 mai 1918, interdisant l'introduction du bétail provenant de l'Est Africain Allemand occupés par la Grande-Bretagne.
43. En date du 1^{er} juin 1918, modifiant l'ordonnance du 30 mai 1917, modifiant et complétant le décret du 7 décembre 1907, établissant une imposition sur l'exercice d'une profession.
44. En date du 12 juin 1918, subordonnant à l'octroi d'un permis d'exploitation l'exercice de toute industrie susceptible de présenter quelque danger au point de vue de l'hygiène ou de la sécurité publique.
45. En date du 6 juillet 1918, interdisant l'introduction et le débit des boissons alcooliques à base d'absinthe dans les territoires occupés.
46. En date du 9 juillet 1918, conférant au commandant du territoire de Kigoma vis-à-vis des indigènes appartenant au corps d'occupation, des pouvoirs de juge de police prévus par le décret du 25 avril 1917.
47. En date du 13 août 1918, autorisant l'adjoint au Commissaire royal et l'Auditeur général, à prendre dans le domaine de leurs attributions respectives, des ordonnances d'administration, pendant l'absence du Commissaire royal.
48. En date du 13 août 1918, réglant les peines disciplinaires.
49. En date du 13 août 1918, modifiant l'organisation du service de la censure en territoire occupé.

Numéros.

50. En date du 13 août 1918, attribuant à tous les fonctionnaires et agents du Gouvernement d'occupation, les pouvoirs des officiers de police judiciaire.
51. En date du 13 août 1918, conférant au commandant du territoire de Kigoma vis-à-vis des indigènes appartenant au Gouvernement d'occupation, les pouvoirs de juge de police prévus par le décret du 25 avril 1917.
52. En date du 13 août 1918, modifiant et complétant l'ordonnance du 28 avril 1917 sur l'organisation judiciaire.
53. En date du 25 août 1918, complétant l'ordonnance du 13 juin 1916, instituant le permis de circulation.
54. En date du 8 novembre 1918, abrogeant l'ordonnance du 30 novembre 1918.
55. En date du 18 novembre 1918, établissant les mesures préventives contre l'influenza espagnole.
56. En date du 19 février 1919, abrogeant celle du 30 janvier 1918, relative aux droits de sortie sur les peaux de gros et de petit bétail.
57. En date du 19 février 1919, abrogeant celle du 8 juin 1918, limitant l'exportation des peaux de gros bétail.
58. En date du 1^{er} mars 1919, abrogeant les ordonnances des 23 décembre 1916 et 17 mars 1917, créant une commission de liquidation unique pour les demandes diverses surgies dans les territoires occupés.
59. En date du 11 mars 1919, unifiant les droits de succession.
60. En date du 28 mars 1919, abrogeant les ordonnances organisant le service de la censure.
61. En date du 1^{er} avril 1919, modifiant l'article 43 de l'ordonnance du 28 avril 1917.
62. En date du 1^{er} mai 1919, modifiant les dispositions des articles 35, 36 et 37 de l'ordonnance-loi du 28 avril 1917, sur l'organisation judiciaire.
63. En date du 3 mai 1919, abrogeant l'ordonnance loi du Général commandant en chef, du 7 décembre 1916 sur le vagabondage et la mendicité.
64. En date du 2 mai 1919, modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 21 mai 1917, fixant le régime disciplinaire auquel sont soumises certaines catégories d'indigènes.
65. En date du 3 mai 1919, modifiant l'article 3 de l'ordonnance-loi n° 26 du 21 août 1917, réglant la circulation monétaire et fiduciaire dans les territoires occupés.
66. En date du 15 juillet 1919, annulant et remplaçant l'ordonnance-loi n° 65.
67. En date du 14 août 1919, organisant le groupement militaire des circonscriptions du Nord.

Numéros.

68. En date du 2 décembre 1919, modifiant l'article 2 de l'ordonnance du 19 février 1919. Droits de sortie sur les peaux de gros et de petit bétail.
69. En date du 6 décembre 1919, complétant et modifiant l'ordonnance du 14 août 1919 organisant le groupement militaire des circonscriptions du Nord.
70. En date du 14 janvier 1920, prohibant l'exportation des monnaies d'or et d'argent ayant cours légal au Congo belge vers les territoires autres que celui de cette colonie et interdisant la fonte, l'acquisition ou la cession des susdites monnaies à un taux dépassant celui de leurs valeurs nominales.
71. En date du 10 février 1920, relative au séquestre des biens ennemis.
72. En date du 18 février 1920, abrogeant l'ordonnance-loi du 21 août 1917 sauf en ce qui concerne les articles 1, 4 et 5, les ordonnances-lois du 22 avril 1918 et 15 juillet 1919.
73. En date du 8 mars 1920, fixant le montant de l'indemnité à payer au détenteur en cas de confiscation de pointes d'ivoire de moins de 15 kilogrammes.
74. En date du 13 mars 1920, adaptant aux troupes d'occupation l'organisation militaire fixée par le décret du 10 mai 1919, et les ordonnances du Gouverneur général du Congo belge, en date des 15 août et 15 septembre 1919.
75. En date du 23 avril 1920, limitant les retraits de fonds à la Banque du Congo belge.
76. En date du 7 mai 1920, modifiant l'ordonnance du 20 février 1919, relative aux droits de sortie des peaux de petit bétail.
77. En date du 12 juin 1920, rattachant le territoire de Kigoma au district d'Udjidji.
78. En date du 20 juin 1920, prohibant l'exportation du sel des territoires de l'Est-Africain allemand occupés par la Belgique.
79. En date du 6 août 1920, créant un office d'état civil à Usumbura.
80. En date du 14 août 1920, interdisant de vendre, céder ou transférer ou de déplacer tous biens meubles et immeubles ainsi que tous droits et intérêts appartenant à des ressortissants allemands à la date de la mise en vigueur du Traité de Versailles.
81. En date du 12 août 1920, autorisant les chefs de circonscription à établir une taxe sur les chiens dans les agglomérations urbaines de leur ressort.
82. En date du 6 septembre 1920, suspendant l'exécution de l'ordonnance-loi du 6 décembre 1919, organisant le groupement militaire des circonscriptions du Nord.
83. En date du 18 novembre 1920, rattachant le territoire de l'Ussuwi à la résidence de l'Urundi.

Numéros.

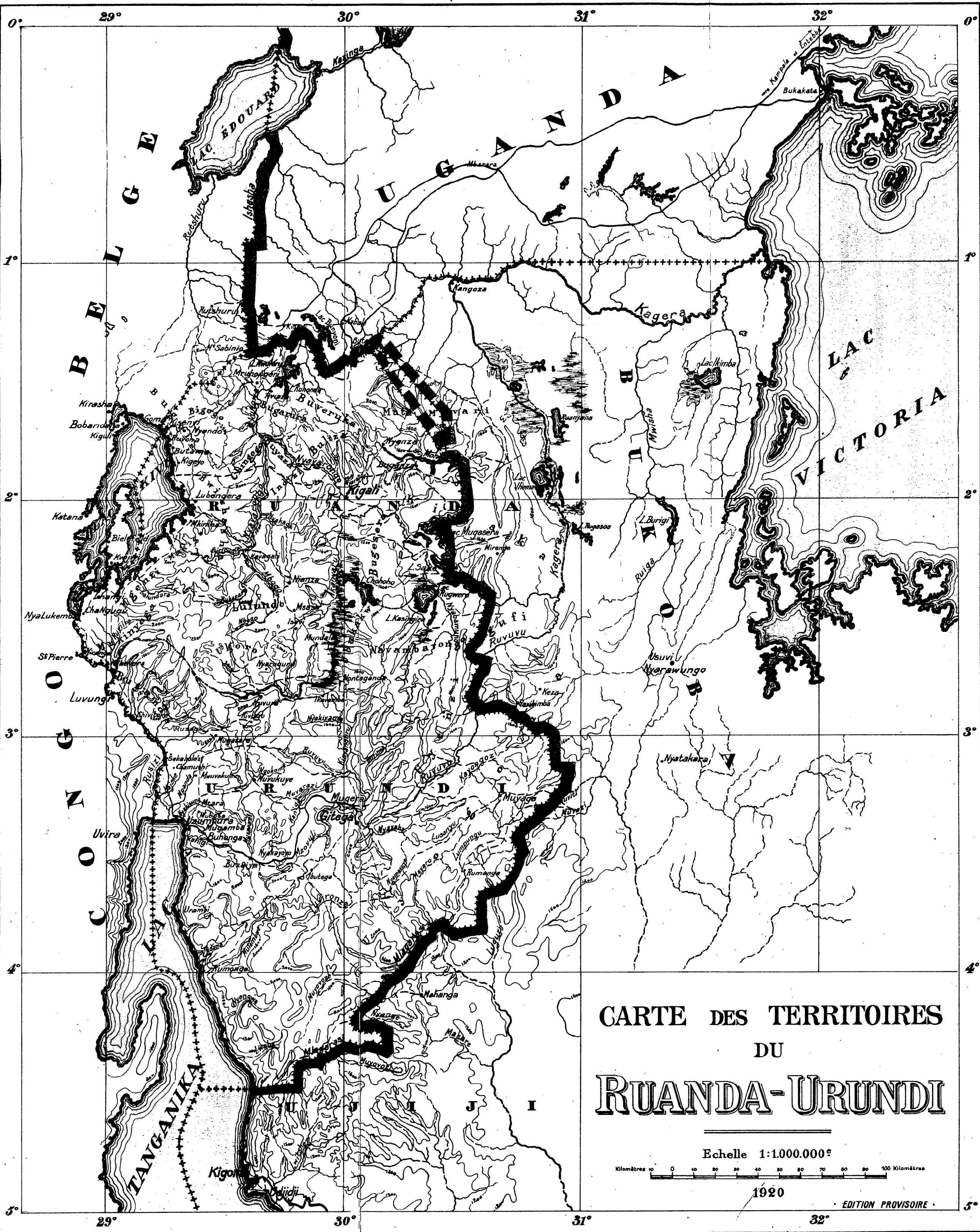
84. En date du 22 novembre 1920, relative à l'immatriculation des personnes non indigènes.
85. En date du 23 novembre 1920, défense d'abattre des femelles des espèces ovine et caprine.
86. En date du 14 décembre 1920, relative à la libération conditionnelle des détenus condamnés en vertu des dispositions du Code criminel de l'Empire germanique.
87. En date du 22 décembre 1920, composition des pièces de un franc, alliage de 25 % de nickel et de 75 % de cuivre.
88. En date du 21 janvier 1921, rapportant les dispositions de l'ordonnance n° 83 en date du 18 novembre 1920.
89. En date du 20 février 1921, établissant un entrepôt public à Kigoma.
90. En date du 26 février 1921, établissant une procédure spéciale pour les infractions peu graves commises par les non-indigènes.
91. En date du 5 mars 1921, abrogeant les ordonnances en date des 19 février et 7 mai 1920, fixant les droits de sortie à percevoir sur les peaux de gros et de petit bétail.
92. En date du 4 mars 1921, réglementant la culture du coton dans les territoires du Ruanda et de l'Urundi.
93. En date du 29 mars 1921, aucune agglomération nouvelle d'indigènes non autochtones ne pourra s'établir sans une autorisation expresse du résident compétent.
94. En date du 2 avril 1921, relative à la tenue obligatoire des livres de commerce.
95. En date du 11 avril 1921, donnant compétence en matière civile et commerciale dans les affaires où l'une des parties est de race européenne, à certains fonctionnaires du Gouvernement d'occupation.
96. En date du 2 avril 1921, établissant un impôt sur les revenus professionnels.
97. En date du 13 avril 1921, modifiant l'ordonnance n° 34 du 4 janvier 1918, concernant l'exportation des bêtes de race bovine.
98. En date du 12 avril 1921, modifiant l'ordonnance du Gouverneur impérial, du 23 août 1912 et l'ordonnance du Commissaire royal en date du 19 juin 1917.
99. En date du 15 avril 1921, fixant la taxe de la conversion en francs des droits de sortie à percevoir sur le gros et le petit bétail.
100. En date du 22 avril 1921, modifiant et complétant l'ordonnance du Gouverneur impérial en date du 5 février 1913, sur le contrat de services.
101. En date du 25 avril 1921, modifiant l'ordonnance-loi n° 8, du 15 avril 1917.

Numéros.

102. En date du 25 avril 1921, modifiant l'ordonnance-loi n° 44, du 12 juin 1918.
 103. En date du 25 avril 1921, relative à la publication des actes de sociétés.
 104. En date du 4 mai 1921, modifiant l'article 18 de l'ordonnance du Gouverneur impérial de l'ancien protectorat de l'Est-Africain allemand, en date du 23 août 1912.
 105. En date du 4 mai 1921, complétant l'ordonnance-loi n° 96, établissant un impôt sur les revenus professionnels, en date du 2 avril 1921.
 106. En date du (projet), exportation des peaux.
 107. En date du (projet), vente de peaux-interdiction.
 108. En date du 17 mai 1921, rendant applicables dans les territoires du Ruanda et de l'Urundi les dispositions de l'ordonnance du Gouverneur impérial de l'ancien protectorat de l'Est-Africain allemand, en date du 27 février 1900, relatif à la lutte contre les épizooties.
 109. En date du 19 juin 1921, prorogeant jusqu'à la date du 1^{er} avril 1922 les dispositions transitoires de l'ordonnance-loi n° 94, du 2 avril 1921, sur l'obligation de la tenue régulière des livres de commerce.
 110. En date du 26 juillet 1921, abrogeant l'ordonnance-loi n° 72, en date du 20 juin 1920, prohibant l'exportation du sel du territoire de l'Est-Africain allemand occupé par la Belgique.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	1
§ 1. — Le commissariat royal	2
§ 2. — Le pays : populations	3
§ 3. — L'administration belge	6
§ 4. — Les travaux publics	8
§ 5. — L'organisation territoriale	9
§ 6. — L'organisation judiciaire	12
§ 7. — L'enseignement	16
§ 8. — Les missions	18
§ 9. — Le service médical	19
§ 10. — Le service vétérinaire	20
§ 11. — Les finances	21
I. — Impôts	21
II. — L'organisation douanière	22
III. — Le régime monétaire.	23
§ 12. — La situation économique	24
§ 13. — Régime militaire	30
§ 14. — Législation	30
§ 15. — Conclusions	30
ANNEXE. — La liste des ordonnances-lois prises par le Commissaire royal.	33



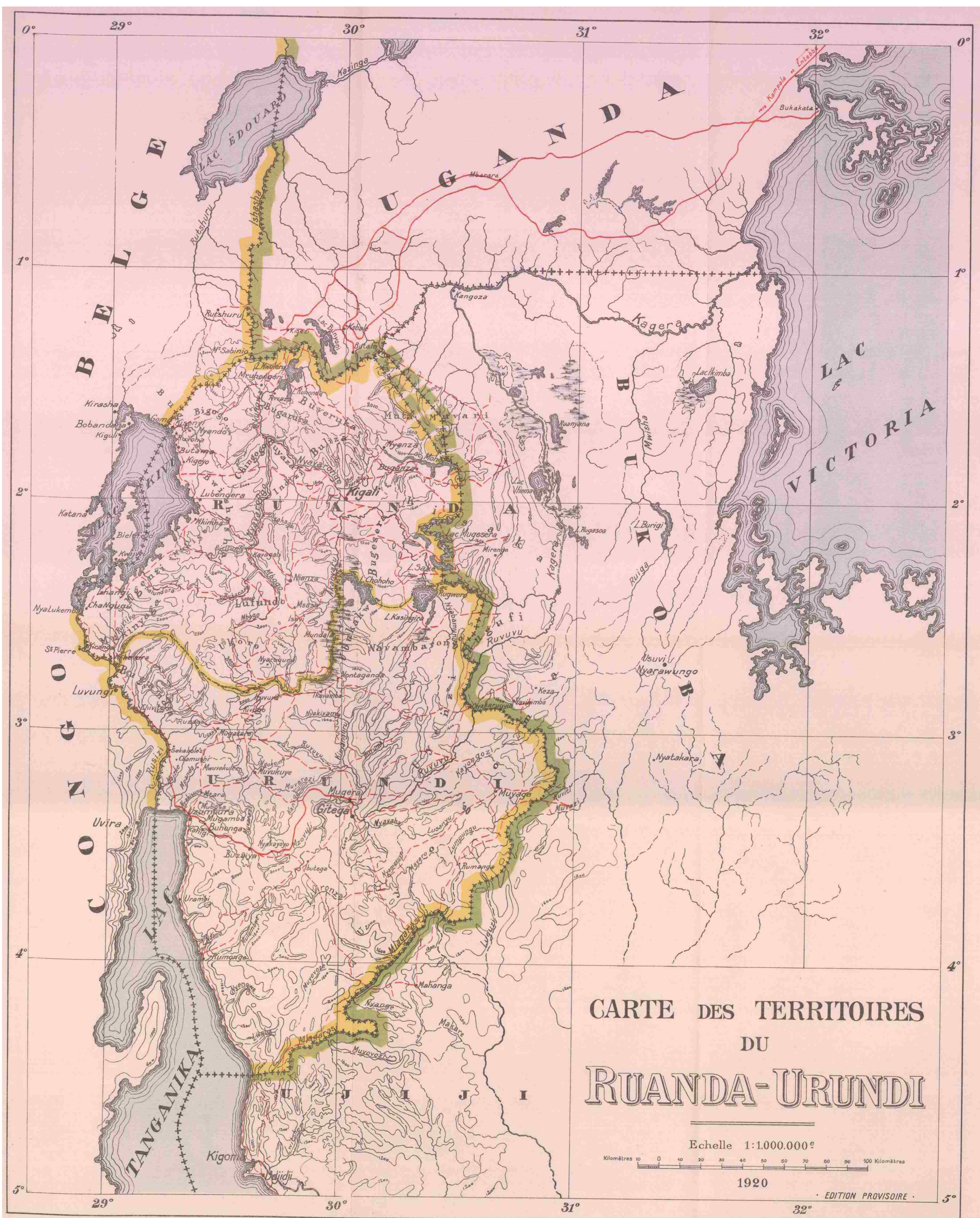
CARTE DES TERRITOIRES
DU
RUANDA-URUNDI

Echelle 1:1.000.000^e

Kilomètres 0 10 20 30 40 50 60 70 80 90 100 Kilomètres

1920

EDITION PROVISOIRE



CARTE DES TERRITOIRES
DU
RUANDA-URUNDI

Echelle 1:1.000.000^e
Kilomètres 0 10 20 30 40 50 60 70 80 90 100 Kilomètres

1920

EDITION PROVISOIRE

Service Cartographique du Ministère des Colonies.

(42)

1920/21

N° 547

Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 252

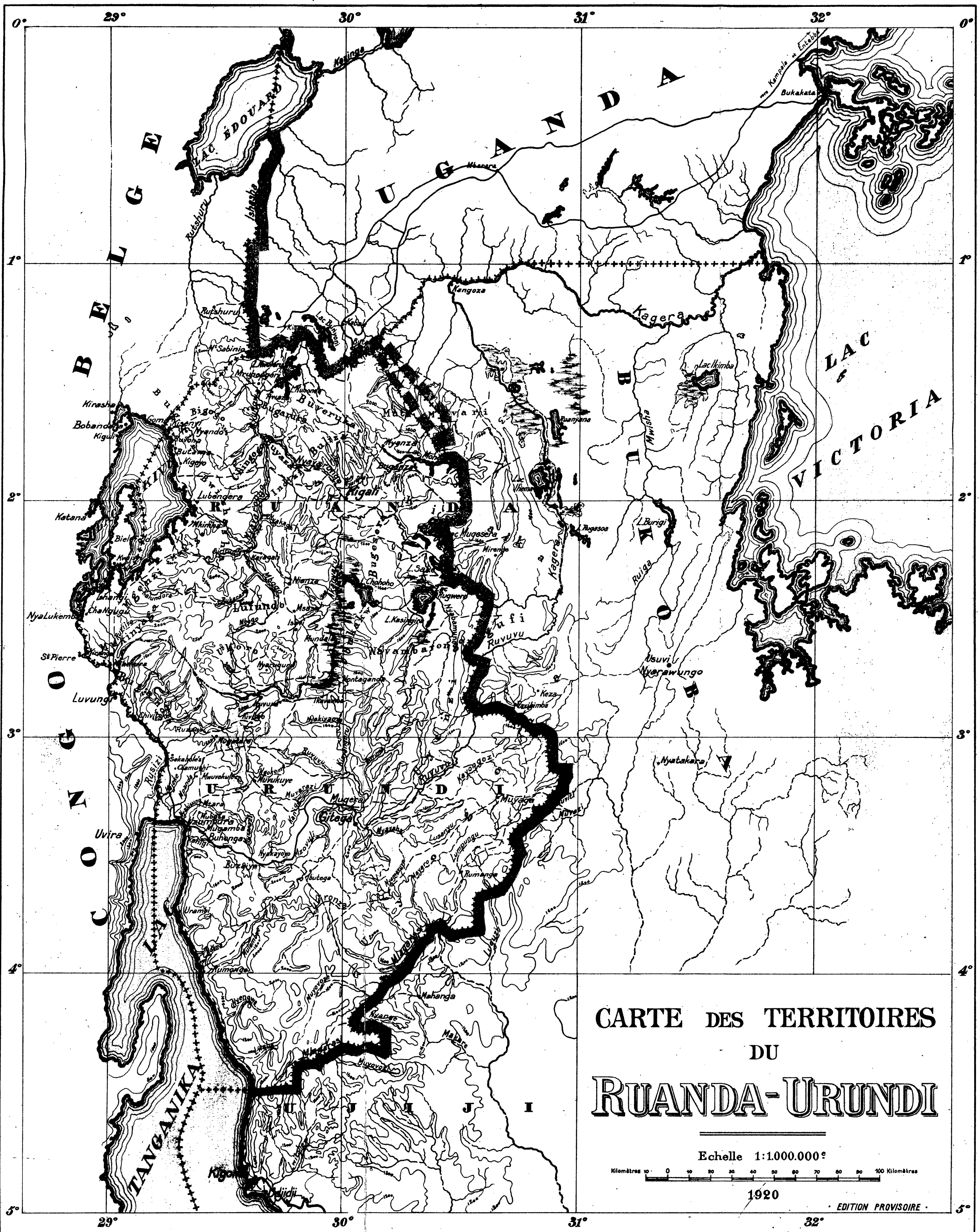
Carte des territoires du

Ruanda - Urundi

21 x

cfr 35 mm film

1 plan(s)



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 SEPTEMBER 1921.

VERSLAG OVER HET BELGISCH BEWIND DER BEZETTE GEBIEDEN VAN DUITSCH OOST-AFRIKA.

EN IN HET BIJZONDER

VAN RUANDA EN URUNDI

DE KAMERS AANGEBODEN
DOOR DEN MINISTER VAN KOLONIËN

INLEIDING

Ten gevolge van de aanvallen der Duitschers, waarvan de Kolonie het doelwit was geweest, namen de Belgische koloniale troepen onder bevel van generaal Tombeur, in April 1916 het offensief in Duitsch-Oost-Afrika. Opvolgenlijk werden de krijgsverrichtingen gemerkt door de veroveringen van Kigali en Nyansa, in Ruanda, Usumbura, Kitega in Urundi, Biaramulo in Ussuwi. Op 19 September van hetzelfde jaar werd Tabora, hoofdstad van de vijandelijke kolonie, genomen.

De bezetting van die belangrijke stad van 40,000 zielen voldeed de verovering van een gebied van meer dan 180,000 vierkante kilometer.

Deze uitgestrekte landstreek omvatte de distrikten Karema, Ujdjidi en de grondgebieden Ruanda, Urundi en Ussuwi.

Zoodra de verovering ten einde was, verzekerde generaal Tombeur, als hoofd-bevelhebber van het bezettingsleger en gelijkvornig de grondbeginselen voor het internationaal recht, het bewind van die gewesten.

Hij kon er de openbare orde herstellen door de krijgsverrichtingen gestoord. Naar gelang van hunne noodzakelijkheid, nam hij de bestuurlijke maatregelen die de bezetting des lands vereischte. Tot 31 Januari 1917 oefende hij er, in naam des Konings, het bewind uit.

Dien dag ging het beheer van de veroverde gewesten over in de handen van een Koninklijken Comissaris. Het besluit-wet van 5 December 1916 had hem,

in de gebieden welke door de Belgen bezet waren, de rechten overgedragen die de algemeen gouverneur en de procureur generaal in de Kolonie van Belgisch Congo bezitten.

§ 1. — Koninklijk Commissariaat.

ZIJNE BESTUURLIJKE INRICHTING.

In den beginne vergenoegde het beheer van het Koninklijk Commissariaat zich met een secretariaat, een rechtskundig bureel en een bureel van Economische Zaken. Dit laatste bureel hield, zich vooral bezig met het vervoer, de ontruiming van de liniën achter het front en de voedselvoorziening, vooraleer de studie der vraagstukken van zijn bijzonderen werkkring aan te vatten.

De dienst van het grondgebied Tabora en deze van de plaats werden eveneens overgenomen.

Beide instellingen waren trouwens slechts bestemd om tot de overgave van het distrikt Tabora aan het Britsche beheer te bestaan. Den 25 Februari 1917 gebeurde die officieele overgaaf krachtens de overeenkomst tussehen België en Groot-Britanië.

Van af 22 Februari vestigde zich het Koninklijk Commissariaat te Kigoma, zetel van zijn plaatselijk beheer. Enkel van toen af nam dit beheer trapsgewijs zijn werkelijken vorm aan. Aldus werden ingericht: de diensten van openbare werken en spoorwegen, het zeewezen, de openbare macht, de dienst der financiën van de Regeering der bezette gebieden — waaraan de begroting van af 1 Maart onderworpen werd — de postdienst en de geneeskundige dienst.

Op 15 April — het Groot Hoofdkwartier was van af 31 Januari naar Belgische Kongo teruggekeerd — ging de dienst van de openbare macht over in handen van het Algemeen Secretariaat.

De dienst der grondtitels was van 2 Juni in werking.

Den 9 Juni 1917 werd de dienst der telegraphen van de bezette gebieden afgescheiden om dien der spoorwegen, waaraan hij voorloopig gehecht was geweest. Hij werd ten slotte aan den dienst der posten gevoegd volgens de beginselen die in de Belgische Kolonie in zwang zijn.

Het lokaal Beheer was aldus volkomen naar een eenvoudigen vorm ingericht die zich stipt aanpaste bij de werkelijke noodwendigheden van de bezette gebieden.

*
* *

Het besluit van 3 April 1917, dat de inrichting van het Beheer en de gebieden van de Regeering verwezenlijkte, verdeelde het bezette gebied in vier bestuurlijke distrikten: de residentieën van Urundi en Ruanda, het gebied van Ussuwi en het distrikt Udjidji. Dit besluit stelde een onrechtstreeksch beheer in. Het streefde er naar de bevolking hare collectieve belangen te helpen beheeren door het gezag aan de inlandsche oversten onder voorbehoud toezicht en een zeer algemeene actie van bestuur op hen uit te oefenen. Daar er geen stevig inlandsch bestuur in

het distrikt Ujdjidi bestond werd er ons gezag uit hoofde van militaire redenen rechtstreeks uitgeoefend.

Een bijzonder statuut werd voor Ussuwi voorbehouden. Dit gewest maakte onder het Duitsch bewind onafscheidelijk deel van de residentie Bukoba.

Het distrikt Karema, door het militair gezag opgericht en waarvan een deel vroeger afhing van het Duitsch Bismarckburg (Engelsch beheer), werd krachtens besluit n^o 14, op 1^a Juni met het distrikt Ujdjidi versmolten. Bedoeld distrikt bleek niet belangrijk genoeg om het bestaan van een onafhankelijke omschrijving te wettigen.

§ 2. — Het land.

DE BEVOLKING.

De uitgestrekte gewesten onderworpen aan het beheer van het Koninklijk Commissariaat waren uiterst verschillend van uitzicht. Zij zijn door verschillende bevolkingen bewoond.

* * *

Het *distrikt Ujdjidi* dat zich van het Noorden tot het Zuiden langsheen het Tanganykameer uitstrekt, is bijna twee maal zoo groot als België. De grond, die zeer bergachtig is in het Noorden, daalt in een hellend vlak naar de moerassige vlakten van het Oosten. In de richting van den spoorweg, die Kigoma met de kust verbindt, is de bergketen onderbroken door de golvende plevinen van Ujdjidi-Kigoma, van de Luitsche, de Rutschugi en Malagarasi om dan weldra opnieuw te verschijnen en het gansche Zuid-Westen te bedekken.

De grond is er vruchtbaar en goed voor den landbouw geschikt.

Talrijke waterloopen doorkruisen het land.

De voornaamste rivier is de Malagarasi met de Rutschugi. Beiden zijn ondiep in het seizoen der droogte. Vaartuigen met mechanische stuwkracht kunnen die niet bevaren.

De bevolking wordt op 240,000 inwoners geraamd met eene dichtheid van 6.2 inwoners per vierkanten kilometer en zeer onregelmatig verspreid. Hoewel het gebied van Kassulu 150,000 inwoners telt, is het zuiden zeer weinig bevolkt. Het gebied van Ujdjidi bevat 25,000 inwoners, waarvan 15,000 voor de stad alleen.

Buiten de inboorlingen telt men talrijke Arabieren en Indiërs, die in steden of dorpen, vooral te Ujdjidi, gevestigd zijn.

* * *

Het *grondgebied van Ussuwi* is ten westen begrensd door de rivieren Ruvuvu en Kagera, in het oosten door het Victoriameer en de Kafunzo, in het noorden begrensd eene ideale lijn van Ferry aan de Kagera te Chota aan het Meer de Belgische bezetting van het grondgebied, terwijl het in het zuiden door de grens van het distrikt Bukoba.

Ussuwi is een land van savanen. De gras- en beboschte pleinen die er zeer wild uitzien, zijn met zacht-afhellende heuvelen doorsneden waarvan de toppen keiachtig zijn.

Het laag gedeelte van de streek aan het Victoriameer palende, wordt op geregelde tijden overstroomd wanneer de wateren van het meer gerezen zijn. Het vormt alsdan uitgestrekte moerassen.

De Batuwis, die Ussuwi bevolken, waren bij de jongste volksoptelling van 1918, 45,993 inwoners in getal. Zij zijn dun gezaaid. Zij vormen in die gewesten eilandjes bestaande uit groepen van eenige gezinnen die gewoonlijk de lage streken bewonen om van de nabijheid der waterloopen te genieten.

Die vreedzame en weinig strijdlustige bevolking is rechtstreeks onderworpen aan een kleinen hoofdmán of sultan — het gewest telt er vijf — aan wien zij een jaarlijksche tol betaalt.

. . .

Ruanda en *Urundi* zijn scherp afgescheiden niet alleen van de andere provinciën van Oost-Afrika, maar ook van Uganda, een Britsche Kolonie.

Ruanda's oppervlakte bedraagt omtrent 50,000 vierkante kilometer.

Ruanda strekt zich uit van het Kivumeer tot de Kagera. Het land is in het noorden begrensd door de lijn der hoogten die het bekken van den Rutshuru van dit van den Nyavaronga scheidt. Ten zuiden is het begrensd door de Akanyaru en de Kagera. *Ruanda* is in twee gewesten verdeeld: *Neder-Ruanda* in het oosten, 1,500 tot 1,700 meter boven den zeespiegel, is zeer golvend. Het is overdekt met kort gras en struikachtige steppen. Het klimaat is droög. *Oppeer-Ruanda*, dat 1,700 tot 3,000 meter boven den zeespiegel ligt, is zeer bergachtig, overdekt met dicht gewassen gras. Het klimaat is er vochtig en gematigd. In het uiterste westen, het gewest van vuurbergen en hoge toppen, waar de rivieren ontstaan, die het Kivumeer en de Ruzizi spijzen, treft men bergen aan die zelfs 4,500 meter bereiken en een zeer bijzondere plantengroei vertoonen.

Het regent aldaar het gansche jaar, dank aan de passaatwinden uit het Zuid-Oosten. Het regent eerder minder van Mei tot October. De droogte laat zich vooral in Juni en Juli gevoelen, wanneer prairiebranden ontstaan. Gedurende den regentijd zijn de slagregens soms uiterst hevig, vooral in Maart en April. De onweders zijn ook ongehoord geweldig. Er valt 800 tot 1,500 millimeter water.

Elken uchtend zijn de dalen vol nevel die maar langzaam verdwijnt. De bergtoppen en vulkanen zijn dikwerf door dichte wolken omhuld. Deze natuurverschijnselen zijn gunstig aan het groeien van de grasgewassen. Aldus ontstaan op zekere verhevenheden dichte bamboeswouden (*Arundinaria alpina*), die 15 tot 25 meter hoog zijn en onder dewelke eene diepe duisternis heerscht. Op de hooge scheidslijn van den Nijl en den Kongostroom strekken zich de donkere looverrijke wouden van Bugoie en Rugege uit, doch daar wast weinig hout. Olifanten, buffels en luipaarden toeven tot 4,000 meters boven den zeespiegel in de bosschen die de hellingen der vulkanen en de toppen der bergen bedekken.

De inwoners van Ruanda leven niet in dorpen maar in boerderijen en meierijen. Die hoeven bestaan uit verscheidene hutten binnen eene omheining. Een gordel van pisangboomen omringt deze verblijfplaats en in de nabijheid zijn de gronden wier helling niet te steil is, verzekerd door bebouwde en zelfs dikwijls besproeide terrassen. Men raamt het getal inwoners van Ruanda op minstens 1,500,000. De bevolking telt 10 tot 15 t. h. Watusis, het beheerschend ras uit het noorden afgezakt en waarschijnlijk van Hamidiaanschen oorsprong; ongeveer 75 t. h. Wahutus, vermoedelijk een volksstam van het Bantoesch ras, die aan de Watusis onderworpen zijn. Ten slotte zijn er nog 10 t. h. Batwas, negerstammen, die buiten de leenroerige instelling leven welke door die overheerschers werd gesticht en die de oudste bevolking van het land schijnen uit te maken.

Het land is onderworpen aan een half leenroerig bestuur onder de heerschappij van een erfelijken koning of sultan. De hoofden ontvangen van dien soeverein, wiens gezag werkelijk en aanzienlijk is, als leengoed een of meer gebieden die gewoonlijk door heuvel of berg afgepaald zijn. Zij moeten den sultan schatting betalen, en zijn hem hulp en eerbetoon schuldig. Op hunne beurt oefenen die hoofden hun gezag uit over de Wahutu, bevolking verdeeld over de meierijen die uit eenige hutten bestaan achter een afsluiting opgeslagen. Zij laten zich helpen door onderhoofden der Watusi en anderen die gewoonlijk tot het overheerschend ras behooren. Zooals in het leenroerig stelsel is dit gezag diep dooreengemengd van betrekkingen van privaat recht dat namentlijk voortspuit uit het vee dat geleend of verhuurd wordt door den hoofdman aan zijne onderdanen in ruiling van zekere diensten en plichten. Deze organisatie is oud: het vorstenhuis haalt zijne voorvaderen tot twee drie eeuwen in het verleden aan. In het beheer van het land geven de Watusis werkelijke bewijzen van politieke bekwaamheden.

In elk geval staan wij hier voor een der zeldzame inrichtingen in Afrika, die op eene natie en een staat wijzen.

.

Urundi maakt een kleinen inlandsehen staat uit, die alhoewel aan Ruanda gelijkende niet dezelfde is. Gelegen bijna tusschen de 29° 15' en 30° 45' lengtegraad ten Oosten van den meridiaan van Greenwich en de 2° 45' en 4° 15' breedtegraad Zuid, wordt die staat in het noorden door Ruanda begrensd, ten oosten door Ussuwi, ten zuiden door het gebied van Udjidji en ten westen door het distrikt Kivu. Hij bezit natuurlijke grenzen gevormd door de rivieren Ruzizi, Akanyaru, Nyavarongo, Malagarasi en het Tanganykameer.

Het Kongo- en het Nijlbekken, die in elkander loopen, verdeelen uit hydrographisch oogpunt *Urundi* in twee zones die in noord- zuidelijke richting door de bergketen gescheiden zijn. Het grondgebied is aldus in drie scherp begrensde gewesten verdeeld.

Het eerste gewest maakt de lage zone van het Tanganykameer uit waar men de Ruzizi aantreft die het Meer spijst. Die zone is zandachtig en soms moerassig. Zij is slechts eenige mijlen breed.

Het tweede gewest vormt de bergstreek die het grootste deel van het land omvat en er zijn bijzonder uitzicht aan geeft. Smaller naar het Zuiden dan naar het Noorden heeft dit gewest eene gemiddelde hoogte van 1,800 meter.

De derde zone omvat het gansch oostelijk deel van Urundi met opvolgende hooge bergvlakten van 1,400 tot 1,500 meter boven den zeespiegel.

In de lage gewesten gelijkt de plantengroei aan deze van alle tropische gewesten. De bergstreek vertoont een opeenvolgen van bergen en heuvelen wier hellingen bedekt zijn met prachtige weilanden die er het gansche jaar groen uit zien.

Het klimaat is er zacht en tevens gezond. De luchtgesteldheid is er ook gematigd.

De natuur heeft het beeld van Urundi sterker gewijzigd dan dit van Ruanda. Zij heeft chaotische klompen van onregelmatige ronde en scherpe bergen gevormd die hooger en hooger worden naarmate zij de scheidingslijn naderen. Zij bereiken 2,500 en zelfs 3,000 meter.

De rivieren loopen in smalle beddingen die soms zeer diep zijn. De Akanjaru en de Ruwumu zijn alleen tamelijk breede valleien vol aanslibbing.

Het regent daar reeds minder dan in Ruanda; het droog seizoen is er zeer beduidend. Er valt gemiddeld 1,000 tot 1,250 millimeter regen. Op de hoogten van de westelijke grens valt er meer regen.

Urundi is vooral een weideland. Men treft steppeweiden aan in de lagere gronden van het oostelijk deel en bergweiden in het Westen, waar men ook bamboeswouden ontwaart. Ontelbare kleine moerassen vol papyrus liggen in de dalen tusschen de heuvelen. Men treft er zeer weinige boomen aan behalve de groote fleussen met glanzend loover nabij de hutten geplant. De inboorlingen vervaardigen er kleederen uit boomschors van, die nog door de meerderheid der bevolking wordt gebruikt.

Verdoken in pisangplanterijen die de hutten verbergen, zijn de dorpen der inlanders welke het meest door eenige plantages zijn omringd, over het land verspreid.

De bevolking — de Warundis — behoort tot dezelfde rassen als deze van Ruanda. Men telt ongeveer 1,200,000 inwoners.

Hier ook vormen de Wahutus de kern van de bevolking waarvan zij omtrent de negen-tienden uitmaken. Daar zij van Bantoes afstammen, verschillen zij grondig van de Watusis. Dezen zijn inboorlingen van een hooger ras, met fijne wezenstrekken en rijzige gestalte. Zij schijnen van den Opper-Nijl af te stammen.

De Batwas, ingeboren negrillos zijn eenige duizenden over het land verspreid. Zij komen slechts zelden in maatschappelijke voeling met de Warundi die ze misprijzen hoewel zij hen vreezen.

Staatkundig is Urundi eene leenroerige monarchie die, ten minste, in feite erfelijk is.

De Koning is tevens de godsdienstige soeverein en soeverein-rechter wien elk hoofdman leenplicht verschuldigd is.

De hoofdman zelf beschikt binnen de grenzen van zijne heerlijkheid — onder voorbehoud van beroep op den soeverein — over eene absolute macht. Nochtans verdeelt de hoofdman soms zijne leen in onderleenen. De bezitter van die onder-

leenen, door hem aangeduid, oefenen op de gemeenschap, onder hun beheer eene volledig gezag uit.

Het maatschappelijk instelling der Warundis is dus gevormd door eene opeenvolging van eveneens absolute machten die nochtans begrensd zijn door het gemeene recht.

§ 3. — Het Belgisch bewind.

BEKNOPTÉ HISTORIEK.

Tot 22 Maart 1921 werden die vier gewesten beheerd uit naam van den Koning der Belgen door het Koninklijk Hoog Commissariaat. Aan die gewesten behoort men de plaats van Kigoma te voegen, hetwelk een afzonderlijk gebied werd uit hoofde der ontwikkeling van de stad en van de stijgende belangrijkheid van zijne haven.

Toen werden de plaats Kigoma, het distrikt Udjidji en het gebied Ussuwi aan de Britsche autoriteiten overgemaakt, krachtens de overeenkomst tusschen België en Groot Britannië op 30 Mei 1919 gesloten en de op 21 Oogst d. o. v. beslissing van den Opperraad.

Belgie's mandaat strekt zich over Ruanda en Urundi, ter uitzondering nochtans van een gedeelte van het gebied ten Westen van de Kagera.

Dit gewest maakt vooral de provincie Kisaka en een deel van Buganza en Mulera uit. Tijdelijk wordt het nog door de Belgen bestuurd, doch er is voorzien dat het den 31^{re} December 1921 aan de Britsche overheden zal worden overgegeven.

Onze vertegenwoordigers hebben getracht Koning Musinga van Ruanda en de voornaamste hoofden des lands de redenen te doen begrijpen die de betrokken mogendheden genoopt hebben het Kisaka gewest van het koninkrijk te scheiden. Die redenen spruiten voort uit het gebeurlijk bouwen van spoorwegen en de verbinding tusschen de Engelsche Bezittingen in het zuiden en het noorden van het gewest. Men moet niet verbloemen dat die uitleggingen weinig ingang vinden. Sedert eeuwen is de Kagera de natuurlijke grens van het land, terwijl de nieuwe grens voor het grootste deel slechts louter kunstmatig zal zijn. Een inlandsche staat die een werkelijke organisatie en een politieken samenhang bezit, bekrachtigd door godsdienstig geloof, wordt verdeeld, dan wanneer de bevolkingen dezelfde zijn, het gevoel hebben van een zelfden soeverein af te hangen en deel te maken van dezelfde gemeenschap. Het is te vreezen dat in deze omstandigheden de scheiding later ernstige moeilijkheden zal berokkenen aan de beide mogendheden die het mandaat bezitten. Dezen die er den last van zullen dragen, hebben den plicht ze niet te verbergen.

*
* *

Gedurende meer dan vier jaar, terwijl België de door zijne troepen veroverde uitgestrekte gebieden bestuurt, laten zijne vertegenwoordigers zich leiden, naar de regels van het volkerenrecht en in de mate der mogelijkheid, door de gedragslijn die de Duitsche autoriteiten vroeger gevolgd hebben. Op politiek gebied heeft de Koninklijke Hooge Commissaris vóóraf den vrede en de openbare rust willen verzekeren door het evenwicht tusschen de inboorlingengroepen te bewaren.

Ondanks de onafgebroken inspanning der Belgische autoriteiten, die de taak hadden opgevat om de bezette gebieden op te beuren, die zwaar beproefd waren door den oorlog waarvan zij het tooneel waren geweest, werd de terugkeer tot het normaal leven er nochtans tot het einde van het jaar 1918 vertraagd. De reden ervan is te zoeken in den oorlogstoestand die in Oost-Afrika was blijven voortduren. Daardoor had de Hooge Commissaris maatregelen van militairen aard moeten nemen, zooals opeischingen van levensmiddelen en dragers, waarvan de bevolking moeilijk den last droeg.

Intusschen heeft de Regeering der bezetting trouwens een bijzonder ingewikkeld vraagstuk moeten oplossen.

In het tweede deel van het jaar had de Belgische Regeering op verzoek van haar Britschen bondgenoot, besloten den strijd te hernemen tegen de Duitsche kolonnen die Tabora bedreigden.

Deze nieuwe tusschenkomst werd door nieuwe voordeelen bekroond. Na een flinken veldtocht werd Mahenge genomen. Groot waren echter de moeilijkheden voor het beheer van de bezette gebieden. Kigoma werd de basis van de opererende troepen.

De gearabiseerde bevolking, in wier midden het Hoog-Commissariaat zich had gevestigd, vertoonde eenige opwinding terwijl deze van Ruanda en Urundi opstand wilde maken.

Te midden dezer moeilijkheden moest het bewind van de bezetting, doorheen de veroverde gebieden, troepen en munitie sturen terwijl het tevens voor de bevoorrading te zorgen had.

§ 4. — Openbare werken van herstel

De technische diensten moesten de middelen van verbinding te water organiseren namenlijk naar Kigoma naar Albertville, naar het noorden en het zuiden van het meer; per spoor van Tabora naar Kigoma; over het land, van Usumbura naar Kitega, van Kigoma naar Udjidji; de telegraphische verbinding per draad of zonder draad om den staf van de Regeering der bezetting in aanraking te brengen met de verschillende punten van het gebied waar de staf zou moeten ingrijpen hebben.

Bij het verlaten van de oevers van Tanganyka-meer hadden de Duitschers hunnen schepen vernield en den spoorweg tusschen Kigoma en Tabora buiten dienst gesteld.

Bovendien had hunne onlangssche bezetting van Kigoma hun niet toegelaten er lokalen voor het verblijf van hun personeel op te richten. Daar bestonden slechts eenige ruime gebouwen: de statie, het gasthof en twee huizen die ingenomen werden door de algemeene diensten van het beheer van de bezette gewesten.

De bruggen, de pompen der watertorens, alsmede de locomotieven en wagens die dienst deden op de spoorlijn tusschen Kigoma en Tabora, waren vernield of buiten dienst gesteld. Te Kigoma bestond enkel een klein werkhuis van een ondernemer dat eveneens door de Duitschers vernietigd werd.

Alhoewel Tabora vele werkhuisen met eene uitrusting bezat hadden we

er echter maar weinig genot van, vermits we het gewest van Tabora snel aan de Engelschen moesten overgeven. Het Belgisch beheer was dus verplicht, door eigen middelen, het gansche buiten dienst gestelde net her-in te richten.

Eerst werd de spoorweg hersteld door hetgeen men bij de hand had : voorloopige bruggen, afwijkingen van wegen om de gemakkelijkste overgangspunten over de waterloopen te zoeken ; gebruik van het licht rollend materieel der Groote Meren, het eenige dat de voorloopige bruggen toelieten te gebruiken.

De bezetting van Tabora had in Augustus 1916 plaats. Op het einde van het jaar was een deel van het rollend materieel hersteld. In het begin van het volgend jaar waren de waterinstallatiës der statien in werking. Met de definitieven heropbouw der bruggen en de uitbreiding der mechanieke instellingen te Kigoma, werd toen een aanvang gemaakt.

De door de Duitschers doorgebroken bruggen waren door hen in het diepste der ravijnen geworpen. Onder die bruggen bevonden er zich belangrijke, vooral deze van Malagarasi 51^m20 lang, deze van Gottorp van 40 meter en deze van de Luitsch van 32 meter, enz. Deze bruggen die uit de waterloopen opgetild werden, waarin de vijand ze gestort had, werden hunne door de opblazing gekromde of beschadigde deelen ontnomen.

Naderhand werden zij hersteld bij middel van materialen van gelijke afmetingen naar de gegevens der teekeningen die de Duitschers niet weggenomen hadden.

In 1918 waren die verschillende werken voltooid.

Kigoma bezat toen eene electrische centrale, een paswerkhuis voor locomotieven met groeven, eene zaal voor volkomen uitgeruste mechanische werktuigen, eene gieterij, eene volledige smidse, een schrijnwerkerij, twee bergplaatsen voor locomotieven en talrijke magazijnen.

De electrische verlichting was aan de inwoners verstrekt. Dank aan den watertoren en aan pompen, was er ook eene verdeling van drinkbaar water ingericht.

Toen beschikten wij over 11 locomotieven die gansch hersteld waren. 5 hunner waren van 70 ton met tender. De treinen van 300 ton doorliepen met die machines den afstand tusschen Kigoma-Tabora, hetzij 400 kilometer in twaalf uren. Samen met die werken van herstel, moest men ook voorzien in het vervoer der Belgische en Britsche troepen, hunne bevoorrading en den plaatselijken handel.

In dergelijke voorwaarden was het dat het beheer van spoorwegen van Mei 1918 tot Juli 1919 den dienst verzekerde van 51,800 kilowat-uren voor de verlichting en de stuwkracht van 25,000 kilometers treinenloop, 4,000,000 kilometrische ton en 50,000 reizigers.

Bovendien moesten de technische diensten der bezette gebieden zich nog bezighouden met het logement der troepen en officieren te Kigoma, de doorgaande troepen en officieren, het onder dak brengen van hun materieel en bevoorrading. Er werden ongeveer 1,500 vierkante meters woningen en 3,000 vierkante meters bergplaatsen gebouwd. Bovendien werden belangrijke werken van afweer tegen de stortvloeden die op die plaats der stad ontzaglijke schade aanrichtten, eveneens uitgevoerd.

Een programma van aan te leggen wegen werd ontworpen. Een baan

voor autocamions werd van Kigoma tot Udjidji aangelegd; zwakkere wegen werden in het noorden afgebakend, werken voor een rijweg tusschen de Meren Tanganyka en Kivu werden ondernomen.

Ten slotte telde de draadlooze telegrafie vier posten gedurende de bezetting. De telegraafdienst werd over ongeveer 650 kilometer verzekerd.

Terwijl overgegaan werd tot de verwezenlijking van die verschillende werken, die de herneming van het economisch leven der bezette gebieden moesten begunstigen, nam de Hooge Koninklijke Commissaris onder alle opzichten de noodige maatregelen om de weldaden van eene administratie die zich aan de lokale belangen aanpaste, ten goede te doen komen aan de inboorlingen en vreemdelingen.

§ 5. — Inrichting van het grondgebied.

Zooals hooger gezegd, waren de provinciën, waarover het Belgisch rechtsgebied zich uitstrekte, door verschillende rassen bevolkt. Het was niet mogelijk ze aan een enkel beheer te onderwerpen.

De plaats Kigoma, het distrikt Udjidji en het gebied Ussuwi, die bevolkt zijn door gearabiseerde groepen, zonder maatschappelijk noch politiek verband, vereischten een sterk en rechtstreeksch gezag. Daarentegen waren te Ruanda en Urundi volkomen ingerichte gemeenschappen. Het volstond dat de bezettende macht onrechtstreeks aan hun bestuur deelnam om het beheer van het land te verzekeren.

De politieke actie van den Hoogen Koninklijken Commissaris werd aldus ingegeven door redenen die eigen waren aan de gewesten waarover zij zich uitstrekte.

Het distrikt Udjidji, waarvan de stad Kigoma afgescheiden was, om een afzonderlijk gebied te vormen, zooals hooger werd aangeduid, werd in vier gebieden verdeeld te weten : deze van Udjidji, Kassulu, Mlagarasi en Karema. Twaalf ambtenaren werden met dat beheer belast.

Dank aan de vastberaden doch welwillende maatregelen van die agenten verbeterde spoedig den geest dier bevolkingen, die eerst vijandig waren aan de Belgische bezetting ter oorzaak van de aanwerving van dragers, en het duurde niet lang of hij was uitstekend.

Slechts in het gebied van Kassulu moest eene militaire operatie in Juni 1917 een plaatselijk oproer bedwingen. Dit oproer was gestookt door twee niet onderworpen hoofden.

* * *

Voor den oorlog telde het Duitse bestuur in het gebied van Ussuwi slechts twee vertegenwoordigers : een luitenant die zich in het bijzonder met de zaken der inboorlingen bezig hield en een onderofficier gelast met de leiding van het militair contingent van het gewest. Beide Europeërs verbleven te Biaramulo.

Hunne actie op de Batuwi bevolking was weinig belangrijk.

Het Belgisch bestuur verdeelde het gewest, dat als gebied werd beheerd, in drie omschrijvingen die afhingen van de posten van Biaramulo, Niamasina en Namirembe.

Daar de ambtenaren, die deze posten leidden, steeds in voeling waren met de inboorlingen, verzekerden zij het bestuur van het land met medehulp van de inlandsche opperhoofden. Dezer gezag is minder absoluut dan in de naburige landen Ruānla en Urundi, het is er vaderlijker. De bevolking zelf is er bijzonder vreedzaam en herbergzaam.

Geene moeilijkheden verlamden de actie van de overheid. De ambtenaren wisten zich trouwens te richten naar de zeden en gewoonten der bevolking. Zij deden in alle omstandigheden hun best, om hare wettige verzuchtingen te bevredigen.

* * *

Ruanda. — De Koning is in zijn land vertegenwoordigd door opperhoofden en hoofden aan wie alle onderdanen gehoorzaamheid verschuldigd zijn.

De meeste hoofden van Ruanda behooren tot het ras der Watusis. Aan het hoofd van zekere hoofdschappen staan nochtans een klein getal notabelen der Wahutus.

Alle opperhoofden die over een aanzienlijk gezag over de inboorlingen beschikken, gehoorzamen aan de bevelen van den soeverein die hun echter in feite eene groote onafhankelijkheid laat in de inrichting en het bestuur van hunne hoofd- of onderhoofdmanschap.

Toen de vijandelijkheden uitbraken, vonden de Duitsche autoriteiten een kostbare hulp in den soeverein van Ruanda, koning Musinga. Zij hadden hem de verovering voorgespiegeld van de provinciën Bwisha, Kifumbira en het eiland Kidjwi, die hij bij de grensregeling met België en Engeland verloren had.

De bezetting van het gewest door de Belgische troepen verijdelde de plannen van koning Musinga. Zij was hem des te pijnlijker daar Ruanda door de militaire autoriteiten in twee zonen moest verdeeld worden met het oog op de aanwerving van dragers.

Het gezag van den koning leed bijzonder onder dien maatregel, die nog verscherpt werd door de militaire opeischingen noodig voor de bevoorrading van het leger.

In het begin van 1917, wenschte de meeste hoofden der Watuzis zich onafhankelijk te verklaren. Daardoor werd Ruanda met eene volledige anarchie bedreigd.

De Hooge Koninklijke Commissaris maakte van Ruanda eene residentie. Hij droeg aan den ervaren ambtenaar wijlen Majoor Declercq, die met het beheer van het gewest werd gelast, op eene politiek te voeren die de inlandsche organisatie zou eerbiedigen; hij zon Koning Musinga gerust stellen over de tijdelijke schending van zijne prerogatieven uit hoofde van den oorlog en zijn gezag herstellen.

Deze handig uitgevoerde politiek slaagde. Het land werd in drie sectors verdeeld. Een vertegenwoordiger van den sultan werd in de hoofdplaats van elken van die sectors aangesteld. De betrekkingen tusschen de Belgische beheerders en de inlanders vinden plaats bij tusschenkomst van die vertegenwoordigers.

Snel werd de rust in het land verzekerd. De soevereiniteit van koning Musinga werd er tevens door versterkt.

Maatregelen werden genomen om de slavernij en de barbaarsche praktijken af te schaffen, de levensmiddelen-cultuur uit te breiden en de besmettelijke ziekten onder menschen en vee te bestrijden.

Een school tot onderricht van de zonen van hoofden werd te Nyanza, de residentie van koning Musinga, opgericht. Zijne zonen volgden die school.

De optelling van de bevolking en het vee werd tevens voortgezet. Rijwielpaden van Nyanza naar Abandjaro, hetzij 72 kilometers, naar Kabgaye, 42 kilometers, naar Lubengera, 75 kilometers, naar Kigali, 18 kilometers, en wegen die Kigali met Kisiba, Mulera en Kasibu verbinden werden aangelegd. Een begin werd gemaakt met werken van nieuwe boschbeplantingen.

Eindelijk werd een speciaal fonds gesticht, aangevuld door inkomsten, die de sultan bezit door de uitoefening van zijne regelmatige rechten en de goedgunstige tusschenkomst van de notabelen. Het doel van dit fonds is de Europeesche autoriteiten met behulp van de inlandsche overheid bij te staan om de bevolking te behouden en zijn bestaan te verbeteren.

Alzoo verzekerde de methode van onrechtstreeksch beheer, gesteund op het behoud en den eerbied der inlandsche overheid met de Europeesche actie, spoedig in Ruanda, in de eerste plaats door den oorlog omwoeld, eene rust die gunstig is aan den economischen vooruitgang van het land.

* * *

In het begin van de Belgische bezetting was in Urundi het koninklijk gezag vertegenwoordigd door Koning Mwambutsa, een soeverein van 8 jaar.

Zijn gezag was miskend door de groote meerderheid zijner onderdanen.

De grondslag van de politieke actie van den resident, wiens beheer dit van den staf vervangen had, was dit gezag te herstellen, dat wettig is krachtens de zeden van het land.

Op politiek gebied is Urundi een leenroerige monarchie met een Koning die absoluut meester is van het gebied. Opperrechter van zijn volk, hoogepriester van diens godsdienst, staat hij aan het hoofd der prinsen, hoofden der grondgebieden, vrije mannen en laten.

De koning is omringd door een hof dat talrijke specialisten bezit waaraan hij zekere van zijne rechterlijke machten overdraagt. Het hof bevat nog talrijke personen wier rol vóór alles godsdienstig is.

De grond is in twee kategoriën verdeeld. De eene behoort den koning toe en wordt uit zijn naam door onderhoofden beheerd. De leengronden worden gehouden door kroonvassalen.

Hetzij hij aan het hoofd staat van een domein of een leengrond, is, in feite, de hoofdman meester in zijn huis. Hij is de hoeksteen van de inlandsche gemeenschap. Hij richt zijn grond in onderhoofdijen, verdeelt de lasten, verleent de akkergronden en spreekt recht.

De resident heeft opvolgens een einde gesteld aan de verwarde anarchie door

het Duitse bestuur in dat land geschapen. De rust werd verzekerd door het herstel van die inlandse instellingen zooals de bevolking ze van ouds had aangenomen.

Daar de tegenwoordige souverain een kind is werd een Regentieraad tot stand gebracht. Hij is in rechtstreeksche en bestendige verbinding met den resident die zelf aan den persoon des konings gehecht is

Snel was de bijval van de aldus ingevoerde politiek die met volharding en behendigheid door onze residenten werd doorgezet. Zij werd trouwens begunstigd door de faam die de Onafhankelijke Congostaat in dat land verworven had, tijdens den zegevierenden veldtocht tegen de Arabieren. Dit aandenken bracht vertrouwen in de menschelijkheid en de rechtvaardigheid der nieuwe regeerders. Het groote vertoon van strijdkrachten en de behaalde overwinningen verzekerden hen een verdiend aanzien. Dit aanzien was des te grooter daar de Duitschers spottend in de oogen van de inboorlingen de zwakheid hadden doen uitschijnen die zij België en zijne strijdkrachten aandichtten.

§ 6. — Inrichting van het Gerecht.

I. — Uit een rechtkundig oogpunt, stelt het besluit van 28 April 1917 de volgende rechtbanken aan om de overtredingen der inboorlingen en kleurlingen der bezette gebieden te oordeelen :

1^o De territoriale rechtbanken van Kigoma, Kitega en Kigali wier gebiedsbevoegdheid zich wederzijds uitstreckte over het distrikt Udjidji, de residentie van Urundi en het gebied Ussuwi, de residentie Ruanda.

2^o Vier omschrijvingrechtbanken (tuchtrechtbanken met begrensde bevoegdheid) :

- a) De omschrijvingrechtbank van Udjidji voor het distrikt Udjidji ;
- b) De omschrijvingrechtbank van Kitega voor de residentie Urundi ;
- c) De omschrijvingrechtbank van Kigali voor de residentie Ruanda ;
- d) De omschrijvingrechtbank van Biaramulo voor het grondgebied Ussuwi.

3^o De politierechtbanken opgericht door de omschrijvingrechtbank gemachtigd om een deel van haar gezag over te dragen aan territoriale hoofden die eene onderverdeeling van de omschrijving beheeren.

Niettemin droeg de Koninklijke Commissaris te Kigoma rechtstreeks aan het beheer van de stedelijke agglomeratie van dien naam de machten van politierechter over, alsmede deze van officier van openbaar ministerie bij de rechtbank van het gebied zetelend te Kigoma.

De aldus aan dien ambtenaar afgevaardigde machten waren tot de uitgebreidheid van zijn bestuurlijke distrikt begrensd. De stedelijke kom van Kigoma vormde derwijze, uit een rechterlijk oogpunt, een distrikt dat volledig onafhankelijk van het distrikt Udjidji was.

Het besluit van 28 April 1917 beslist dat de hoofden der omschrijvingen het ambt als officier van het openbaar ministerie bij de territoriale rechtbanken vervullen.

Een territoriaal parket werd in de hoofdplaats van elke omschrijving geplaatst. De leiding van dit parket werd gansch verbonden aan de politieke leiding der omschrijving. Daar de drie omschrijvingen van het noorden Ruanda, Urundi en Ussuwi vereenigd zijn onder het gezag van een opperbevelhebber, bezit die hooge ambtenaar insgelijks de opperleiding van de drie territoriale parketten van zijn gebied.

Voor wat betrof de uitvoering van hun rechterlijk ambt, waren de opperbevelhebber, de distriktecommissaris van Udjidji en de beheerder van de stedelijke agglomeratie van Kigoma geplaatst onder het rechtstreeksche toezicht van den Koninklijken Commissaris in deze bijzondere zending bijgestaan door den rechtskundigen adviseur.

Op die wijze was de rechterlijke inrichting, voor wat vreemd is aan het bezettingskorps zelf, aangepast aan de bestuurlijke organisatie. De eenheid van actie der politieke en rechterlijke besturen was volkomen bereikt.

Ten opzichte van het burgerlijk gerecht waren alle geschillen tusschen inlanders en kleurlingen aan de rechtbanken van de hoofdplaatsen der omschrijvingen onderworpen.

Te Kigoma werd eene rechtbank van eersten aanleg ingesteld om de burgerlijke geschillen tusschen Europeërs te oordeelen.

De territoriale rechtbanken van Kigali en Kitega bezaten eene beperkte macht om die geschillen te slechten.

Het besluit van 28 April 1917 richtte den Krijgsraad van Kigoma op om de overtredingen te oordeelen begaan door de Europeërs, de soldaten der openbare macht en de negers in dienst van de bezettende macht. De territoriale bevoegdheid van dien Krijgsraad omvatte de bezette gebieden.

De Krijgsraad moest elke maand tien dagen zetelen in de plaatsen : Kigali, Kitega en Udjidji.

Gedurende deze periodieke zittingen oordeelde de Krijgsraad te Kigali over alle loopende zaken van de residentie Ruanda :

Te Kitega over alle loopende zaken der residentie Urundi en het gebied Ussuwi ;

Te Udjidji over alle loopende zaken van die plaats.

Te Kigoma oordeelde de Krijgsraad over :

1° Alle loopende zaken der plaatsen van het distrikt Udjidji, zonder de agglomeratie van Udjidji ;

2° De zaken die om redenen van gepastheid niet in de periodieke zittingen moesten geoordeeld worden. Dit betrof namenlijk de ernstige overtredingen begaan door Europeërs:

Bovendien, werd ook te Kigoma een Krijgsraad van beroep ingesteld.

Voor overtredingen van gewoon recht, paste de Krijgsraad de strafwet van de Belgische kolonie op het personeel van het bezettingskorps toe.

Wanneer het Europeërs van de bezette gebieden betrof, werd de Duitsche wet toegepast.

De territoriale rechtbanken, deze van de omschrijving en de politie pasten op de overtreders van gemeen recht de schikkingen van de Duitsche wet toe die geldig waren in Oost-Afrika. Nochtans hadden zij de keus de strafwet van Belgisch Kongo te volgen, gelijkvormig aan de vrijheid, die het Duitsch koloniaal recht aan de rechtbanken liet, af te wijken als het overtredingen betrof door inboorlingen gepleegd, van schikkingen der wet of ze uit te breiden tot de niet voorziene gevallen om des te beter het strafrecht bij lokale noodzakelijkheden aan te passen.

II. — *Inlandsche rechtsmacht.* — Het besluit van 28 April 1917 verzekerde opzettelijk aan de inlandsche rechtsmacht het recht de burgerlijke- of strafzaken te oordeelen die zij te onderzoeken heeft, krachtens de gewoonten, de overleveringen van het Duitsch bestuur en de onderrichtingen van den Koninklijken Commissaris.

Het inlandsch gerecht is vooral stevig ingericht in Ruanda en Urundi. Recht wordt er gesproken door den Koning en de zwarte hoofden.

In die landen werd de uitoefening der rechterlijke macht naar de gebruiken aan de hoofden der Watuzi gelaten, doch onder toezicht van de territoriale ambtenaren.

In zijn geheel genomen, werd de rechterlijke inrichting, door de aanpassing van het stelsel tot de lokale noodwendigheden gekenmerkt, het groot getal rechtbanken en de eenheid van leiding tusschen de beugelende- en de politieke actie stevig gevestigd terwijl zij tevens de snelle afhandeling der zaken, de macht en het aanzien der aangestelde overheden verzekerde. Zij begunstigde, aan het geheel bezette gebied, den trapsgewijzen terugkeer tot de openbare rust en de orde.

III. De afschaffing van den staat van beleg, die thans nog in zwang is in de gebieden die België beheert, zal binnen kort belangrijke wijzigingen van de rechterlijke organisatie na zich slepen.

Zoowel in Ruanda als in Urundi zal het gerecht, in zake de inboorlingen, principieel in handen van den koning en de hoofden blijven.

Niettemin zullen de algemeene resident, de residenten en zekere territoriale ambtenaren, die door deze laatste gemachtigd zijn, rechterlijke macht ontvangen binnen de grenzen waarin de Europeesche autoriteiten zullen moeten tusschenkomen.

Onder het voorzitterschap van den resident, zal het gerechtshof des konings, dat samengesteld is uit de regenten en de opperhoofden, kennis nemen van alle door inlanders bedreven overtredingen, waarvoor de wet eene straf voorziet van meer dan vijf jaar straf. De doodstraf zal slechts met toelating van den algemeenen resident kunnen uitgevoerd worden.

De hoofden zullen bevoegd zijn om alle andere overtredingen te oordeelen die aan het koninklijk hof onderworpen zijn.

In de toekomst en trapsgewijze per gebied, zal een hogere rechtsmacht ingericht worden die, in beroep, de belangrijkste zaken zal vonnissen door de rechtbank van de hoofdij en in eersten aanleg geoordeeld en waarin de inboorlingen der verschillende hoofden betrokken zijn.

De residenten en hunne lasthebbers zullen een standvastig toezicht op dit gerecht uitoefenen. Zoo noodig zullen zij de beslissingen herzien.

In afwachting van dien maatregel, zullen de afgevaardigden van de residenten over de zaken oordeelen, die de inboorlingen betreffen, afhangende van verschillende hoofdiën. Anderzijds zullen de resident, in beroep, de afgevaardigden der residenten in eersten aanleg, de zaken oordeelen, waarin Hindoes, Arabieren of buitenlandsche inboorlingen betrokken zijn, en bovendien nog zaken waarin een Europeaan de benadeelde is.

Tegenover Europeërs zullen de territoriale rechters de bevoegdheid van politierechter bezitten. Beroep tegen hunne beslissingen zal kunnen aange-teekend worden voor de rechtbanken der residenten. Dezen zullen overigens in eersten aanleg zaken oordeelen waarin een Europeër zal betrokken zijn, voor zooveel nochtans de vervolgte overtreding niet strafbaar zij met meer dan drie maand straftijd.

Voor het gerechtshof van Usumbura zal tegen de vonnissen van de rechtbank van den resident beroep kunnen aange-teekend worden.

Het hof van Usumbura zal bovendien in eersten aanleg over alle overtredingen kunnen oordeelen bedreven door niet-inboorlingen en voor welke de wet eene straf boven drie maand strafdienst voorziet. Tegen deze beslissingen zal voor de rechtbank van beroep te Elisabethville beroep kunnen gebracht worden.

De rechtbank van Usumbura zal nog waken op de uitoefening van de rechterlijke macht door residenten en beheerders. Zij zal het recht hebben te herzien. Alle zorg van juridische formalisme zal afgeschaft worden.

Voor de burgerlijke rechtsmacht in zaken van inlanders, binnen eene hoofdij, zullen de zaken in eersten aanleg door het hoofd kunnen geoordeeld worden. Het beroep zal gebeuren hetzij voor de inlandsche rechtbanken van beroep, hetzij voor het Gerechtshof des Konings onder voorzitterschap van den resident.

De belangrijke kwesties betreffende de gronden, debatten tusschen hoofdiën zullen uitsluitend aan den resident onderworpen worden.

De zaken waarin de belangen van Europeërs gewikkeld zullen zijn, zullen naar gelang van hunne belangrijkheid, overgemaakt worden aan de beheerders, de residenten en den algemeenen resident met beroep tot den hooger graad voor het Hof van beroep te Elisabethville.

Het recht dat toegepast wordt zoowel onder oogpunt van burgerlijke en handels zaken als uit oogpunt van strafzaken, steunt op de wetgeving van Kongo terwijl het ten deele de beschikkingen die in gebruik zijn, behoudt.

Deze inrichting, die zich aanpast bij de lokale noodwendigheden en ingegeven is door de bijzondere toestanden van de bezette gebieden, zal er vermoedelijk een gerecht invoeren dat te gelijk snel, zeker en voldoende zal zijn.

Van een sociaal standpunt beschouwd, schijnt zijn invloed bijzonder gelukkig te zijn in de inlandsche middens, wier coutumen die organisatie zal toepassen in de maat waarin zij kunnen behouden worden. Zij zal het gebinte van de maatschappij der zwarten en de autoriteit der hoofden versterken, terwijl zij tevens een einde stelt aan de barbaarsche gebruiken nog in eere in die landen.

§ 7. — Het onderwijs.

I. *Scholen van missiën.* — Zooals over gansch Midden Afrika; besteden de missiën een belangrijk deel hunner zoo lofwaardige werkkraft aan het onderwijs.

a) De Missiën der Witte Paters telt 110 scholen met over de 5,000 kinderen. In de scholen, die de missionnarissen met veel iever en toewijding zelf besturen, omvat het onderricht, lezen, schrijven en de eerste beginselen der cijferkunst. In de kleine dorpscholen onderwijzen de zwarte katechisten, die het ambt van schoolmeester vervullen, het lezen, het schrijven en de swahilitaal.

Te Kabgaye, waar de apostolieke vicaris verblijft, bestaat eene hoofdschool of seminarie met 95 tot 100 kinderen. De voertaal is er fransch. Het programma bevat ook de cijferkunst, de aardrijkskunde, het kiswahili en het latijn.

De Witte Paters vormen ook in de statiën waaraan broeders verbonden zijn, metselaars, schrijnwerkers, timmerlieden, steenbakkers, enz.

Het vicariaat bezit ook weezenhuizen;

b) De protestantsche Missie der Adventisten heeft sedert de wapenstilstand drie scholen geopend waar vooral een technisch onderwijs gegeven wordt.

De Belgische maatschappij van protestantsche missiën heeft hare eerste missionnarissen gezonden. Zij zullen ook scholen openen.

c) *School voor zonen van hoofden.* — In 1919 werd eene school voor zonen van hoofden te Nyanza, nabij de residentie van koning Musinga, opgericht. De lessen worden gegeven door zwarte leeraars onder leiding van een Europeeschen ambtenaar. Het leerprogramma omvat lezen, schrijven, de beginselen van de cijferkunst, de swahilitaal en de bestuurlijke plichten van de hoofden.

De leergangen duren drie jaar.

Het onderwijs wordt in de taal der inlanders gegeven. De sportoefeningen zijn zeer in gunst bij de leerlingen. Hetzelfde geldt voor een zwemkom en de regelen der gezondheidsleer.

De kinderen der hoofden zijn vergezeld door een of twee dienaars. Tusschen den koninklijken boma en de school hebben zij een klein dorp en akkers opgericht. Zij onderhouden de hutten van hunne jonge meesters.

Aldus blijven de leerlingen in voeling met het leven der inlanders. Dit is van het gewichtigste belang met het oog hunner actie op hunne aanstaande onderdanen.

Deze school is in den smaak van koning Musinga gevallen, Aan hem dankt zij haren snellen groei. Zij telt thans een honderdtal leerlingen.

De Regeering is voornemens hen ambten te verleenen in hoedanigheid van hulpambtenaren in de diensten van het beheer, namelijk als klerken van onze beheerders, hulpgriffiers van rechtbanken voor inlanders en hulpontvangers van de belastingen.

Het onderricht, dat de toekomstige hoofden er verwerven, zal binnen kort de beste uitslagen voor het algemeen bestuur des lands opleveren.

IV. — *School voor zwarte medische assistenten.* — Eindelijk heeft de Minister

van Koloniën, in 1920, beslist eene school op te richten om er inlandsche medische assistenten te vormen. Het beoogde doel is in Ruanda en Urundi inlandsche helpers van den medischen dienst te bezitten. Zij moeten vooral een praktische voorbereiding hebben, een diagnose en zoo noodig een mikroskopieke diagnose kennen van de vijf of zes bijzonderste krankheden die de bevolkingen aantasten. Bovendien moeten zij bekwaam zijn een eenvoudige klassieke verpleging van die hoofdkrankheden in te stellen. De zorgen aan de kinderen en de kleine heekunde zijn in dit programma opgenomen.

De aldus gevormde assistenten zullen verdeeld worden tusschen de Europeesche posten en de inlandsche centra.

Wanneer de zwarte medische assistent in zijn dorp zal kunnen bevestigen dat hij door eigen inspanning de kiemen van de ziekte bij middel van een mikroskoop zal gevonden hebben en de Europeesche medische methoden en verpleging zal kunnen toepassen, zal eene groote stap voor de beschaving gedaan zijn. De natuurlijke aard van de ziekte zal vastgesteld zijn en de macht der tovenaars geëindigd.

De blanke arts zal de posten regelmatig bezoeken waar de assistenten aan het werk zijn. Dezen zullen overigens in de nabijheid en onder het toezicht van den blanken arts geplaatst worden. De leergangen zullen drie jaar duren met een proef na ieder studie jaar. Op het einde der studiën zal een getuigschrift afgeleverd worden waarbij de titel van inlandschen medischen assistent zal verleend worden.

De school voor medische assistenten is te Kitega gevestigd.

V. — *Veeartsenijsschool voor inboorlingen.* — Tot oprichting van eene veeartsenijsschool voor zwarten in Ruanda wordt overgegaan.

Onze veeartsenijdienst heeft reeds eene door koning Musinga gezonden groep jonge Watuzis op de hoogte gesteld van de behandeling der runderpest. Zij bewijzen aldus groote diensten.

Het zedelijk uitwetsel van de samenwerking der inlanders, vooral van de hoogere klassen, met onze hygienische krachten is niet minder belangrijk dan zijne praktische gevolgen.

De veeartsenijsschool zal verbonden worden aan het Gesticht voor veeartsenijkundige studiën dat in Ruanda opgericht werd.

§ 8. — Missiën.

I. — Alle katholieke missiën van Ruanda en Urundi hangen af van het Genootschap der Witte Paters, zendelingen van Afrika.

Zij hebben er een belangrijke organisatie tot stand gebracht.

Hunne stichting is ouder dan de bezetting van het land door Europeesche Staten. Zij heeft zich zonder officieele toelagen ontwikkeld. De missien der Witte Paters vormen een enkel Vicariaat, namelijk dit van Kiyu. Zij bezitten zeventien statien, vier en twintig gasthuizen en lazarettten, alsmede talrijke scholen. Deze tellen meer dan 5,000 scholieren.

De Eerwaarde Paters Missiënnarissen, die binnen het gebied van den Aposto-

lieken Vicaris verblijven, zijn twee en veertig in getal. Bovendien heeft het Vicariaat van Kivu nog twee paters (een Hollander en een Luxemburger) voorloopig gehecht aan de Apostolieke Prefectuur van Lindi (*Tanganyika Territory*).

Die missionnarissen worden door acht broeders coadjutors van de Witte Paters, bijgestaan, en door negen en twintig zusters van de Congregatie der Zusters van O.-L.-V. van Afrika (Witte Zusters), alsook door drie inlandsche priesters Banyaruandas, oorspronkelijk van Ruanda.

De Eerwaarde Paters van het Vicariaat behooren tot de volgende nationaliteiten :

31 Franschen, 1 Belg, 4 Italianer, 6 Hollanders, 5 Duitschers.

De Eerwaarde Paters zijn op dit oogenblik niet in voldoende aantal om de verschillende stichtingen van het Vicariaat te bedienen.

Gedurende den oorlog hebben twee statien (de eene in Ruanda en de andere in Urundi), voorloopig hunne missionnarissen moeten missen. Zij zijn opnieuw eene kapel-school geworden.

II. — Bij de verovering van Duitsche Oost Afrika bezaten de *Evangelische Missionsgesellschaft* van Bielefeld en het Genootschap der Missiën van Neukirken in Ruanda en Urundi een tiental statien, bediend door ongeveer 20 missionnarissen.

Ten gevolge van de bezetting van die gebieden door de Belgen hebben de Duitsche missionnarissen het land verlaten.

In overeenstemming met het Internationaal Comité der protestantsche missiën heeft het Belgisch Genootschap van Protestantsche missiën in Kongo voorgesteld de Duitsche missiën voor eigen rekening over te nemen. Het voorstel berustte op artikel 438 van het Verdrag van Versailles dat de overgaaf van missieposten van vijandelijke onderdanen voorziet wanneer zij dezelfde strekking hebben en hetzelfde doel beoogen.

De Minister van Koloniën heeft de Belgische missie toegelaten de inrichtingen te bezetten alsmede de gronden die de bezitting der vroegere Duitsche missiën uitmaken. Het Genootschap heeft het inzicht gebeurlijk haar werk met Belgische missionnarissen voort te zetten.

In een der oude statien van de Duitsche missiën heeft zich de Amerikaansche protestantsche adventisten missie gevestigd vertegenwoordigd door twee Belgische missionnarissen.

*
* *

Het Belgisch bestuur sedert de vestiging in het bezette gebied heeft in alle omstandigheden; getracht het werk der missiën te begunstigen. Dit werk draagt op de doeltreffendste wijze bij tot de ontwikkeling der beschaving van het land.

§ 9. — Geneeskundige dienst.

I. — Van het begin der bezetting poogden de Belgische autoriteiten een medischen dienst zoo volledig mogelijk in te richten.

Twee gasthuizen, — een voor Europeërs en een ander voor zwarten, — werden te Kigoma gesticht. Het eerste kan twintig zieken herbergen en het tweede twee honderd.

Elk gasthuis bezit voldoende meubelen, eene operatiezaal en een laboratorium.

Een algemeen apotheekdepot, door zusters bediend, werd gehecht aan het gasthuis voor Europeërs.

Te Ujidi werd een verpleeghuis voor inlanders gesticht. Het ontving in Februari en Maart 1917 tot 288 lijders. Later werd dat verpleeghuis afgeschaft bij gebrek aan geneeskundig personeel en ook om reden der nabijheid van het hospitaal van Kigoma.

In het begin van het jaar 1918, werd te Kigali zoo goed het ging een gasthuis voor blanken en een voor inlanders in bijzondere huizen opgericht. Zijne inrichting verbeterde snel. Het bevatte weldra veertien kamers voor Europeërs, tien zalen voor negers, eene operatiezaal, eene zaal voor raadplegingen en een doodenhuisje. Dit gasthuis werd door zusters bediend.

Te Kissenye en te Kitega werden nog twee posten van ziekenverplegers voor zwarten opgericht.

Te Usumbura is een verpleeghuis in opbouw.

Sedert de teruggaaf van de gebieden Ujidi en Ussuwi tellen de bezette gebieden vier medische posten.

II. — In tropische koloniën is het niet voldoende artsen, gasthuizen en verpleeghuizen te hebben : een gesticht van navorsching is er onontbeerlijk. Daarom werd in het begin van dit jaar te Kitega een laboratorium van medische navorsching gesticht.

III. — Een oogheekundige, door de Regeering met eene zending gelast, doorloopt thans Ruanda en Urundi.

IV. — *Zwarte medische assistenten.* — Hooger werd gezegd hoe de school voor inlandsche medische assistenten werd opgericht en welke verwachtingen men van die inrichting mocht koesteren om de medische actie van Europa over alle inlandsche centra te verspreiden.

*
*
*

Over het algemeen is de gezondheidstoestand zoowel van Europeers als van inboorlingen zeer bevredigend.

Het klimaat der bezette gebieden is inderdaad zeer gezond dank zij hunne verheven ligging. Anderzijds, zijn de hulpbronnen van de voeding des lands talrijk en afwisselend. Eindelijk, nemen de inboorlingen, die meer vertrouwen stellen dan de inboorlingen uit Kongo, graag hun toevlucht tot de Europeesche artsen.

De Europeers zijn vooral onderhevig aan malaria waarvan de besmetting gewoonlijk uitheemsch is. Verder lijden zij aan koortsen alsook aan eenige andere ziekten die niet eigen zijn aan het land.

Onder de kleurlingen zijn de meeste ziekten te wijten aan koude, longontsteking en borstvliesontsteking. De buikloop en de wormziekte zijn eveneens nog al verspreid. De melaatschheid heerscht er zooals overigens in gansch Midden-Afrika.

In het algemeen nochtans is de hygienische toestand der bezette gebieden zeer voldoende. Wanneer de medische organisatie van Ruanda en Urundi zal volledig zijn door de actie der inlandsche medische assistenten, zal zij een buitengewoon gunstigen gezondheidstoestand in het land doen heerschen.

§ 10. — Veeartsenijdienst.

De inrichting van een goeden veeartsenijdienst is een hoofzakelijke plicht van de koloniale macht in de landen waar het vee de nationale rijkdom is. Buiten de rechtstreeksche zorgen aan den veestapel moet deze dienst de kennis van voorbehoedmiddelen verspreiden door de moderne wetenschap gevonden. Hij moet ook aangevuld worden door een gesticht van navorsching en de vervaardiging van inentingstoffen en serums verzekeren.

I. — In Ruanda en Urundi zijn thans drie veeartsen en vier hulpartsen. Zij spannen er hunne krachten in om de veeziekten te bestrijden en de inlandsche veefokkers op te leiden.

II. — Een *Laboratorium van veeartsenijkundige bacteriologie* werd te Kissegnie opgericht. Het is volledig uitgerust en wordt bestuurd door een sprecialeit, die niet alleen zijne studiën in België heeft gedaan, maar ook dank zij een leertijd in vreemde koloniën, de koloniale veeartsenijkundige praktijk verwierf. Dit laboratorium telt twee veeartsen. Men vervaardigt er serum tegen de pest. Men levert er ook serum tegen de pokken af. Wekelijks worden 20 000 dosissen inentingstof afgeleverd.

Het laboratorium vervaardigt ook serum tegen de koolmikroben. Hoogst belangwekkende studiën van andere tropische veeziekten worden door den bestuurder van dit laboratorium gedaan.

III. — Eindelijk is een veeartsenijkundig onderricht van negers in voorbereiding.

§ 11. — Geldwezen.

I. — *Lasten, enz.* — De Koninklijke Commissaris betracht in zake financiën de bepalingen van het verdrag van Den Haag te volgen en dus de regelen die de Deutsche Regeering invoerde te handhaven.

De in- en uitvoerrechten, behalve dezen der produkten in bestemming van het door Engelsche troepen bezette Duitsch Oost-Afrika, zijn in beginsel behouden gebleven. Dit is ook het geval voor de belasting op de uitoefening van een bedrijf, de belasting van hoofdelijken aanslag en deze op de woningen.

Nochtans werd met het oog op het economisch en bestuurlijk belang, besloten

ten opzichte van in- en uitvoer, de gebieden Ruanda-Urundi en Belgisch Kongo als een tolunie te beschouwen en later aan te nemen dat rechten op soortgelijken handel in Ruanda-Urundi en Belgisch Kongo tegen elkaar opwegen. In andere woorden, alle inlandsche grens is afgeschaft tusschen beide gebieden van Afrika door België bestuurt.

Deze beslissing, die aan de grondbeginselen beantwoordt, opgenomen in artikel 8 van mandaat B laat namelijk de lasthebbende mogendheid toe het bestuurde gebied, als tolvereeniging of federatie, te vereenigen met de aangrenzende bezittingen die van zijn eigen soevereiniteit afhangen. Het heeft de eenmaking van de toltarieven bij in- en uitvoer voor gevolg.

Bij gevolg zullen de tarieven van Belgisch Kongo van toepassing zijn in de bezette gebieden zoodra het mandaat dat ons in grondbegin is verleend, zal bekrachtigd worden.

Uitzondering zal slechts gemaakt worden voor de uitvoerrechten op de huiden en het vee, die een der groote bronnen van inkomsten voor het Protektoraat zijn. Deze rechten zullen op hun tegenwoordig peil behouden blijven, hetzij ongeveer 20 % *ad valorem*.

Ten einde te vermijden dat, om van verminderde rechten te genieten, de handelaars zouden verklaren dat de huiden en het vee van Congoleeschen oorsprong zijn, en dat door die valsche aangiften, de begrooting van Ruanda-Urundi de haar toekomende belastingen zou moeten ontberen, zal het tarief der uitvoerrechten van Belgische Kongo, die thans eene belasting van 2 t. h. *ad valorem* op de algemeenheid van de produkten voorziet, in evenredigheid van de huiden en het vee verhoogd worden.

Natuurlijk is het onmogelijk dat Ruanda en Urundi, te nauwnood ernstig bezet, voor hunne noodwendigheden instaan. Een krediet voor buitengewone inkomsten is dus door de Belgische begrooting voorzien.

De inlandsche belasting wordt stilaan algemeen. De Duitschers hebben ze slechts onregelmatig geheven en dan nog door inlandsche ontvangers die dikwijls vreemd waren aan de bevolking. Daaruit sproten misbruiken voort. Aan dit stelsel werd verzaakt. Vooral in nieuwe landen is de regelmatige heffing van belasting een werk van langdurige inspanning. De toegepaste maatstaf is zeer matig.

In Ruanda en Urundi worden de mannelijke volwassen inwoners alleen aan de belasting onderworpen.

Zij bedraagt 5 frank voor de lastenbetalers die, minder dan vijf stuks vee bezitten. Voor meer, betaalt men 10 frank.

De voet is ook 10 frank voor de gearabizeerde handelaars, die gewoonlijk de oevers van Tanganyka bewonen.

II. — *Inrichting van het tolwezen.* — Het Engelsch-Belgisch verdrag van 15 Maart 1921 heeft aan België verzekerd :

- 1^o Concessies in de havens van Kigoma en Dar-Es-Salam ;
- 2^o Bijzonder gemak op den spoorweg Kigoma-Dar-Es-Salam ;

3° De volledige vrijheid van doorvoer van of naar Belgische Congo doorheen het grondgebied van Britisch Oost Afrika en de gewezen Duitsche kolonie van Oost-Afrika ;

4° De nationale behandeling voor den doorvoer (hierin zijn begrepen de posterijen, de luchtvaart, de telegraaf en de telefoon) van en naar Belgisch Congo langs alle wegen van die gebieden ;

5° De nationale behandeling voor de Belgische vaartuigen, booten en luchtschepen.

De doeane van Ruanda-Urundi geniet aldus bijzonder gemak voor de inrichting van toezicht en de regelmatige ontvangst der rechten op alle ingevoerde koopwaar.

Inderdaad, de koopwaar die bestemd is voor Belgisch Congo of voor Ruanda-Urundi zal hij hare ontscheping te Dar-Es-Salam aangenomen worden door den toldienst en vervoerd in verzegelde wagons tot Kigoma; zij zal er in-bijzondere magazijnen ondergebracht worden waaruit zij kan afgehaald worden op vertoon van regelmatige dokumenten. Men kan dus volledig waarborgen dat de verschuldigde rechten regelmatig zullen geïnd worden.

De verdeling der ontvangsten zal automatisch gebeuren volgens de verklaringen zelf van de invoerders die zullen moeten aanduiden of de koopwaar bestemd is voor Belgisch Congo of voor Ruanda-Urundi.

De uitgevoerde goederen zullen aan dezelfde pleegvormen onderworpen worden, d. w. z. dat vóór de lading der produkten op wagon voor Dar-Es-Salam, het bewijs zal moeten geleverd worden dat de rechten van uitvoer gekweten zijn, hetzij in Belgisch Congo, hetzij in de bezette gebieden.

Dank aan die eenvoudige en praktische organisatie is de begroting van elk der gebieden verzekerd alle inkomsten te zien toewijzen die op normale wijze kunnen voorzien worden met het oog op het handelsverkeer en van elke kolonie.

III. — *Muntstelsel.* — Tijdens het eerste gedeelte van de bezetting liet de Regeering zich door overdracht van fondsen een krediet openen in Uganda met het doel de Congoleesche munt niet te laten in waarde verminderen in Engelsch Oost Afrika, waarmede de bezette gebieden onafgebroken handel dreven. Dank zij die doenwijze werd de wisselkoers bevestigd.

Sedertdien zijn de schikkingen betreffende het muntstelsel der Kolonie toegepast geweest op de door België bezette gebieden.

De Belgische zilveren muntstukken zijn dus vanaf de bezetting toegepast en ingevoerd geweest.

Einde Mei 1920 ontving de Koninklijke Commissaris nog 300,000 nieuwe zilverstukken van 1 frank met de beeltenis van Koning Albert.

De Conferentie van Parijs van 25 Maart 1920 heeft de Belgische Regeering gemachtigd voor de noodwendigheden van de Kolonie van Kongo stukken van 50 centiemen en van 1 frank in een minderwaardig metaal te slaan. Deze geldstukken zullen niet aangenomen worden door de openbare kassen van België en andere Staten van de Latijnsche Unie. Geslagen met geribben band dragen

deze stukken langs de voorzijde het gelanwerde beeld van den Koning in linker profiel alsook het randschrift : « Albert, Roi des Belges » en op de keerzijde een palmboom, de aanduiding van de waarde, het jaartal en het randschrift : « Congo Belge ».

1,200,000 stukken van 1 frank en 500,000 stukken van 50 centiemen die geslagen werden in overeenkomst met de Conferentie van Parijs werden in de bezette gebieden in omloop gebracht.

De volgende hoeveelheden koloniaal pasgeld werden insgelijks naar genoemde gewesten gestuurd :

600,000 stukken van 10 centiemen in nikkel;

1,600,000 stukken van 5 centiemen in nikkel,

De « heller » was, op het oogenblik der bezetting, het geldstuk dat het meest in gebruik was bij de inlanders. Het was dus noodig zoo snel mogelijk speciën in te voeren in de nieuwe gebieden met de beelden van den bezetter en de kleinst mogelijke nominale waarde.

De koperen Kongoleesche stukken van 1 en 2 centiemen waren nooit gezocht geweest door de bevolking van Belgisch Kongo.

Daar de verschillende pogingen om kopergeld in te voeren geen bijval hadden, had het Beheer het overbodig geacht een reservefonds van die pasmunt te vormen. Anderzijds, had de Munt te Brussel het uiterst druk met slaan van nikkelgeld. Het was derhalve onmogelijk dat die Munt koperen geldstukken sloeg.

In deze omstandigheden, kocht de Kolonie koperen Belgische stukken van 2 centiemen van de Nationale Bank en 2,500,000 van die stukken werden voorloopig in Urundi en Ruanda in omloop gebracht.

Dank aan die maatregelen werd een normale omloop van pasmunt verzekerd. De Koninklijke Commissaris komt ons inderdaad te verzoeken de zendingen van pasgeld te schorsen.

Het door de Kolonie gebruikt papierengeld werd eveneens in omloop gebracht in de gebieden van Urundi en Ruanda.

Door het akkoord van 7 Juli 1911 is de « Banque du Congo belge » gemachtigd in de Kolonie biljetten aan drager uit te geven, betaalbaar op zicht. Bons van eene nominale waarde van 1, 5, 20, 100 en 1,000 frank worden uitgegeven te Matadi, Kinshasa, Stanleyville en Elisabethville.

Voor den omloop der biljetten van de Banque du Congo belge, worden de bezette gebieden beschouwd afhankelijk van Stanleyville als de omschrijving voor uitgifte.

§ 12. — De economische toestand (per gewest).

Onze bezetting is nog te jong om ons toe te laten, naar onze eigen nageziene gegevens, over 't geheel een beeld van den economischen toestand van het land te geven.

Wij moeten er ons bij bepalen hier een zeker getal belangrijke gegevens per gewest samen te brengen.

I. — In het distrikt Udjidji legt de bevolking zich bijna uitsluitend toe op den handel en den landbouw.

De teelt van sorgho, maniok, maïs, bananen en zoete aardappelen is algemeen in het gansche distrikt.

De erwten en boonen geven een ruime opbrengst. De uitbating van het suikerriet zou kunnen ontwikkeld worden. Zij omvatte in 1917 meer dan 33,000 planten.

In het Kakongogewest kweekt men tabak, boonen en eene kleine hoeveelheid rijst, arachieden en bijenwas.

Te Lusumbi worden de Europeesche aardappelen op nogal groote schaal gekweekt.

De post van Kakongo heeft nit een nijverheidsoogpunt gedurende de bezetting eene bijzondere belangrijkheid verkregen door de uitbating van kalkovens die jaarlijks meer dan 400 ton voortbrachten.

De vischteelt is er ook zeer belangrijk. Gedurende den oorlog werd zij door het beheer zelf uitgebaat. Zij bracht maandelijks 20 ton gedroogde visch op.

Eene mekanische zagerij, die 500 planken per maand voortbrengt, treft men ook te Kakongo aan.

Het grondgebied van Kassulu is bijzonderlijk belangrijk door zijn handel in groot en klein vee.

Volgens de Deutsche telling zou de veeteelt 99,700 stuks groot vee zijn. De schattingen van het beheer van het grondgebied brachten het niet verder dan 30,000 stuks groot en 30,000 stuks klein vee.

Dit gewest is nog rijk aan zaden en was. De handel in huiden, die er tierde, nam opnieuw in 1917 eene groote uitbreiding.

II. — In het gebied van Mlagarasi zijn de zoutwinningen van Gottorp gelegen. Uitgebaat in regie, te beginnen van Maart 1917, gaven zij eene dagelijksche opbrengst van 11 ton die niet verminderde tot het oogenblik van de overgaaf des lands aan de Britsche autoriteiten.

Toen werd het zout verkocht aan 25 tot 30 centiem het kilogram, met eene zuivere uitbatingswinst die in 1918, 600,000 frank bedroeg.

In den loop van de volgende jaren werden het materiëel en toerusting van die zoutwinningen nog uitgebreid.

III. — In het gebied van Karema, begon ons beheer in 1917 de uitbating der mikamijnen. De heer ingenieur Mercenier had die mika ontdekt.

De Britsche regeering had dit produkt fel noodig voor hare oorlogsindustriën. Mika was toen zoo zeldzaam dat de geallieerden er slechts 20 tot 25 ton 'sjaars in de door hen bezette gebieden konden vinden.

Zeer snel konden wij de jaarlijksche voortbrengst van bewerkt mika tot 1,500 kilogram per maand opvoeren.

Ondanks de moeilijkheden ondervonden bij de aanwerving van arbeiders in een streek waar de bevolking dun gezaaid is, bedroeg de opbrengst, na weinige maanden, 3,500 kilogram. Aldus kon men tot winsten geraken die in 1919 ongeveer 200,000 frank beliepen. Ongelukkiglijk sloeg de waarde van de mika af en toen de wapenstilstand gesloten werd, was het niet meer mogelijk die mijnen nog uit te baten. Zij bevatten de aderen van Sibwesa, Katelenga, Kilimade, Lumanisha en Utinta.

IV. — De markten zijn talrijk en wel bezocht in het gansche distrikt Udjidji, waar de inlander in het algemeen meer voortbrengt dan hij noodig heeft voor eigen verbruik. De voornaamste markten zijn deze van Kigoma, Udjidji, Gottorp, Kassulu, Berira en Bayenzi.

Het distrikt Udjidji, dat trouwens geplaatst is aan den samenloop van twee belangrijke wegen, het Tanganykameer en de spoorweg Dar-Es-Salam-Kigoma, geniet, uit een oogpunt van handel, een bevoorrechte plaats.

Ondanks de hindernissen van allen aard waarmede de oorlogstoestand zich tegen de economische ontwikkeling van het distrikt verzette, leed zijne bevolking niet, tijdens de bezetting, van de algemeene crisis van handel en nijverheid.

V. — Mangel aan vaartuigen op de lijn van Mombasa-Europa, verwekte in Ussuwi, waar een belangrijke handel in was en huiden vóór den oorlog gedreven werd, eene voorbijgaande crisis van handelsverrichtingen tusschen de handelaars, meestal Hindoes en de inlanders.

De teelt van sorgho, boonen, erwten, zoete aardappelen, bananen en arachieden is onbelangrijk in dit gewest. De grond is er onvruchtbaar. De notabelen alleen leggen er zich op de veefokkerij toe. Het groot vee, dat aan de hoofden toebehoort, telt er niet meer dan 10,000 stuks.

*
* * *

In Ruanda en Urundi waar nog geene nijverheidsinstellingen bestaan, zijn de inlandsche nijverheden bijna onbenullig.

De voornaamste nijverheid is die van het ijzer. Zooals de nijverheid van de kleederen en de mandenmakerij wordt zij door Wahutus gedreven. De pottenbakkerij is het werk der Batwas.

De voornaamste exportartikelen zijn : was, elpenbeen, hoornen en huiden. De voortbrengselen der huiden, schijnt meer dan 2,000,000 kilogram 's jaars te bedragen.

Het vee en de landbouw zijn hoofdzakelijk den grooten rijkdom van het land.

I. — Wat den landbouw betreft zijn de voedingsplanten die in Ruanda gedijen in orde van afnemende belangrijkheid : sorgho en boonen, bananen, erwten en zoete aardappelen. Men kweekt ook in kleine hoeveelheden eleusine, maniok, maïs, arachieden, pompoenen en de kalfsvoet.

Maniok, maïs en arachieden zijn alleen bekend tot Kissaka, in de warmere streek van Issavi, in het zuidelijk deel van het gebied van Shangugu en te Kigali, waar de gearabiseerden alleen zich op die teelt toeleggen.

In de koude streken, op een hoogte van 2,000 meter en meer, plant de inlander slechts erwten, boonen en sorgho.

De waarde der eetbare gewassen, in den handel tusschen inboorlingen, kan verschillen van 1 tot 10, volgens de omstandigheden.

De aardappelen en alle europeesche moeskruiden gedijen buitengewoon in Ruanda.

De vijgen- en granaatappelboom leveren er zeer overvloedige oogsten op.

De rogge groeit normaal te Bugoye. Daar waar de inlander haar kent zou zij zich kunnen uitbreiden, indien uitvoerwegen verzekerd waren.

In Urundi kweeken de inlanders boonen, zoete pataten, bananen, sorgho en maïs.

De eleusine is er eerder zeldzaam. Daarentegen bieden de erwten, die in de bergstreek gewonnen worden, en het suikerriet, dat integendeel in de vlakke groeit, soms prachtige beplantingen aan.

Tabak, maniok, kalfsvoet, broodvruchten worden er ook aangestipt. Ricinus groeit in het wild over de gansche streek.

De toestand der plantages verschilt van plaats tot plaats. In de bergstreek omringen zij steeds groepen van vier tot zes inlandsche hutten, die op de hellingen der bergen staan en evenveel gezinnen bevatten. In andere gewesten omringen de plantages het dorp als dezen niet in de laagvlakten gebouwd zijn.

De grond is effen bewerkt. Vele gronden worden vooraleer bezaaid te worden vruchtbaar gemaakt.

Het landbouwwerk wordt uitgevoerd zoowel door mannen als door vrouwen en kinderen. De hak is het eenig landbouwtuig dat de Warundis hanteeren.

Bijna de gansche oogst wordt met de hand gedaan. Gewoonlijk wordt de voortbrengst ter plaats verbruikt. Een deel der zaden wordt weggelegd voor de bezaaiingen, terwijl een ander deel geruild wordt tegen voorwerpen van eerste noodzakelijkheid.

Elders werden verschillende proefteelten van voordeelige opbrengst gedaan in Ruanda en in Urundi.

De koffiekultuur slaagt bijna overal waar Europeers er zich mee bezig houden.

Die plant gedijt vooral in de gebieden Kigali, Kissegnies, Rubengera, Nyanza en Shangugu. De vele regens in Ruanda-Urundi en de te korte tijd van de droogte schijnen ongunstig te zijn voor de katoenteelt; nochtans heeft zij te Usumbura voldoende uitslagen opgeleverd.

II. — De voornaamste rijkdom van Ruanda-Urundi bestaat echter in de groote kudden vee, wiens fokkerij het bijzonderste element is om het land economisch te ontwikkelen.

De veestapel van Ruanda kan geschat worden op meer dan 1 millioen stuks groot vee en op nog een grooter aantal schapen en geiten.

De optelling der hoorndieren werd te gelijker tijd met die van de bevolking gedaan.

Voor beide zijn de cijfers zeer onvolledig. De verklaringen der bezitters van vee zijn altijd beneden de werkelijkheid. Zij zullen het blijven tot den zeer verwijderden stond waarop de fokkers zullen overtuigd zijn dat de óptelling niet als voorbereiding van opeischingen zal dienen.

De waarde van het vee van Ruanda is uit een zootechnische oogpunt, zeer verschillend. De schoonste dieren treft men aan in het noorden van het gebied van Kasibu, in het gebied der vulkanen, in de vlakte van Ruzizi en in Buganza.

De hoorndieren van Ruanda behooren niet tot een enkele soort. De verschillende typen die men er aantreft, zijn min of meer verwant met het ras der langhoornige zebus. Niet beredeneerde kruisingen hebben een massa tusschen-soorten voortgebracht.

Het is moeilijk de waarde in geld aan te duiden die een stuk groot vee voor den inboorling vertegenwoordigt.

De hoorndieren maken den eenigen waardeerbaren rijkdom van den inboorling uit, niet alleen ten opzichte der kostbare voortbrengselen die zij hun verschaffen, maar ook voor zich zelf. De inboorling gaat er prat op schoone kudden te bezitten zelf wanneer hij er nochtans bijna of geene produkten van bekomt.

Een spreekwoord van Ruanda zegt : « Na den Koning staat er niets boven de koe. »

In theorie ten minste behoort al het vee aan den Koning. Dit is ook het geval niet alleen voor de hoorndieren die in Ruanda leven of er geboren worden, maar ook voor alle koeien die uit de naburige gewesten zouden kunnen ingevoerd worden. Wanneer zij Ruanda binnentreden, « drinken zij water van Koning Musinga » en worden derhalve zijn eigendom.

De hoofden der provinciën zijn de « wachters van Musinga's vee ». Zij waken er op, maar wat de kudden betreft, die zij bezitten, verleent de titel van vertegenwoordiger van den Sultan geen recht op het vee der hoofdij.

Binnen de grenzen van hunne hoofdij mogen de inlanders dus in volle vrijheid vee koopen en verkoopen, maar de koper verwerft daardoor enkel het recht van vruchtgebruik. Hij zou er niets kunnen tegen inbrengen in geval de Koning hem zijne dieren of voortbrengsels zou ontnemen.

Binnen de grenzen van het rijk, doch buiten de hoofdij, is de handel minder vrij. Het hoofd gelast de kudden te bewaken en die er de verantwoordelijkheid van draagt, kan zich tegen hun vertrek verzetten.

In Urundi schatten de Duitschers vóór den oorlog het aantal stuks op 250,000. De geiten en schapen zijn er ook talrijk. Men begrijpt moeilijk de genegenheid der Warundis voor hun vee. Men zou zeggen dat zij het aanbidden. Als een dier sterft of als de inboorlingen verplicht zijn er een af te staan om aan de prestatien te voldoen, « weenen zij tranen ». Men zegt gewoonlijk dat zij meer aan hun vee houden dan aan vrouw en kinderen.

Elk dier draagt een eigen naam naar zijn leeftijd, huidskleur, afstamming, hoedanigheden, enz.

In de zeden en den eeredienst van de Warundis vervult het vee eene zoo overweldigende rol dat het bijna niet mogelijk is zich dezen stam in te beelden zon-

der zijne kudden. Zonder te willen zeggen dat zij voor een os nederknielen zooals de Egyptenaren voor den Os Apis, gelijken hunne godsdienstige praktijken bijna aan een eeredienst van dieren.

De dieren der Warundi worden dan ook steeds goed verpleegd ; hunne reinheid is volkomen.

De voornaamste kenmerken van het vee in Urundi zijn ; eene bijna grootendeels bruine, donker of zeer donker bruine huid ; dik vel met zeer fijne zachte en blinkende haren, evenredig kleine korte kop ; breed vierkant voorhoofd ; gladde horens met 30 tot 50 centimeter omvang aan de basis en met eene lengte van 50 centimeter tot 1 meter of meer met zeer veranderlijke richting, enz.

Elke kudde telt ongeveer dertig tot vijftig stuks met een sterken stier en een stierken. De kudden worden steeds door mannen bewaakt. 's Nachts worden de dieren opgesloten in cirkelvormige plaatsen ; zoowel 's nachts als in den dag zijn zij aan alle veranderingen van het weder blootgesteld.

III. — In Ruanda als in Urundi loopt de buitengewone rijkdom van den veestapel gevaar door den slechten gezondheidstoestand van de kudden.

Het mondzeer, de koolkrankheden, de trypanosomiasen, de ziekten die door het ongedierte verwekt zijn, de miskramen onder het vee zijn betrekkelijk talrijk in die gewesten,

De veepest is echter buiten kijf de ziekte die op de meest gevaarlijke wijze het vee van Ruanda-Urundi bedreigt. Die ziekte heeft in 1890-1892 bijna de helft der kudden van Urundi uitgeroeid.

In 1920 deed zij opnieuw hare verschijning in Ruanda. Zij kwam toen uit Uganda.

Van af 1 Maart telde men er 288 dieren die in een enkel kraal van de linker-oever van de Kakitumba aangetast waren. Zes dagen later waren alle kudden van den rechter- en den linker-oever besmet.

Bij hoogdringendheid nam het veeartsenijkundig personeel de krachtigste maatregelen.

De optelling van alle besmette of bedreigde kudden, het in kwarantijn stellen van den sector bepaald door de Engelsche grens, Movumba en Kalagansa, het reglementeeren van de huidenmarkten, de ontsmetting van de huiden waren de eerste van die maatregelen.

Tevens werden de bedreigde dieren voor besmetting gevrijwaard door serum inspuitingen. Die serum bestond uit eene dosis pestachtig bloed met eene dosis serum : 18,000 dieren werden aldus in enkele maanden behandeld, hetzij 267 per dag.

Daar onze veeartsen geene voldoende hoeveelheid serum in de wetenschappelijke gestichten der naburige koloniën konden verkrijgen, gaven zij een bewijs van de sluwste der initiatieven en vervaardigden zelf zoo goed het kon serum ter plaats en in volle woestenij.

Niet tevreden met het welgelukken van hun geïmproviseerd geneesmiddel, kweekten zij snel, uit blanke agenten van andere diensten, hulpveeartsen. Zij wendden zich tot Musinga om jonge lieden te verkrijgen die tot de edelste

geslachten van het land behooren en maakten er hulpinenters, medewerkers en bewakers van.

Die hygienische maatregelen werden met groote snelheid en door onvermoeiden arbeid geschapen.

Gedurende verscheidene maanden meende men de plaag overwonnen te hebben, ongelukkig viel het anders uit bij verbreiding door het wild en bij onwetendheid of hebzucht van de negers.

Ondanks de genomen maatregelen en de merkwaardige offervaardigheid van den veeartsenijdienst en van de negers die hij gevormd had, is de plaag niet kunnen bepaald worden tot de grenzen van den sector, waar men gehoopt had haar te beperken. Niettemin schijnt het gevaar van een algemeene besmetting van heden af bezworen.

Dank aan de zeer volledige organisatie van den veeartsenijkundigen dienst, die aanmerkelijk versterkt werd en ook over een laboratorium van bacteriologie beschikt, die onlangs te Kissegnies tot stand werd gebracht, is er in elk geval niet te vreezen dat de besmetting zich zoo zal uitbreiden als deze die in 1890 het land trof.

De gansche aandacht van de plaatselijke autoriteiten is overigens gevestigd op de belangrijkheid van den ondernomen strijd. Zonder twijfel zal de plaag binnen kort volledig overwonnen zijn.

§ 13. — Militaire inrichting.

Tot heden is in Ruanda en Urundi nog geen politiemacht door recruteering ingericht.

De publieke orde wordt er verzekerd door twee kompagnies van de Kongo-leesche Openbare Macht. Zij beschikken over bijzondere afdeelingen mitrailleurs en geschut.

De bataljons der Oost-provincie en Katanga zouden desnoods snel naar beide landen kunnen vervoerd worden.

De betrekkingen tusschen onze soldaten en de bevolking zijn uitstekend. Het groot gezag der inlandsche hoofden en hunne werkelijke politieke bekwaamheden dragen er toe bij evenals de tucht der troepen en den ijver der officieren.

§ 14. — Wetgeving.

Als bijlage maken wij de lijst der maatregelen van wetgevende orde voor de bezette gebied en bekend. Deze bijlage is belangrijk.

§ 15. — Besluit.

Na, luidens de overeenkomsten met de Britsche Regeering gesloten en door den Opperraad bekrachtigd, Kigoma en het Usuwidistrict, op 22 Maart laatst-

leden, aan de Engelsche Overheden te hebben overgelaten, behoudt België de opdracht Urundi en Ruanda te beheeren.

Onder bestuurlijk opzicht, oefenen wij in deze streken eene politiek uit van protectoraatschap, van onrechtstreeksch beheer, waarbij de zoo merkwaardige inlandsche instellingen, die wij aldaar aantreffen, gehandhaafd en verbeterd worden. Behoudens het afschaffen van zekere misbruiken, houden wij er aan dat de volkeren, die op politieke wijze koninkrijken uitmaken, zich in alle vrijheid naar hun eigen streven en hunne eigen overleveringen, onder het geleid hunner gewone hoofden, uitbreiden.

Van nu af draagt de aanhoudende samenwerking van het inlandsch beheer en van de Europeesche overheden, hare vruchten.

Zonder dat wij het bestaand inlandsch beheer eenigszins benadeelen, weet de inlander van den onderworpen stam, dat hij voortaan tegen misbruiken en willekeur eenen beschermer heeft, die sterker is dan de Watusihoofden. Op hunne beurt bemerken dezen wel, dat onze beheerders er niet aan denken zich in hunne plaats te stellen en dat zij hun gezag en hunne voorrechten eerbiedigen. Zoo enkelen, jegens den Europeër eene min-gunstige gemoedsgesteldheid behouden, gunnen anderen klaarblijkelijk hun vertrouwen aan den geleider en den beschutter, waarvoor de blanke bij hen wil optreden.

In de langzaam te bewerken ontwikkeling, kan de koninklijke macht als een sterk en hoogst nuttig werktuig voorkomen. Wij willen haar stevigen en steunen. Met aan die macht onze achting te schenken, zooals wij het in Ruanda doen; met ze tijdens de minderjarigheid van den Sultan te beschermen, zooals in Urundi geschiedt, verwerven wij voor onze politiek vaste titels bij de volksopinie. Dergelijk stelsel is vaak moeielijk in de toepassing en natuurlijk heel wat ingewikkelder dan de krachtpolitiek, waarbij men kortaf de groote hoofden en de inlandsche instellingen zou afschaffen om eene effen baan voor zich te hebben en op eenen grond te herbouwen welken men meent te hebben leeggeruimd, zonder te bemerken — tenzij te laat wellicht — dat men hem in zijne stevigste bestanddeelen tot wankelen bracht.

Eene zoo moeielijke aanpassing, in een land dat nauwelijks de Duitsche bezetting gekend heeft, zal ongetwijfeld gepaard gaan met misrekeningen en strijdigheden.

Wij hebben er ons van overtuigd dat het eene wijze en billijke politiek is, de Staatskundige en sociale inrichting, welke de volkeren voor zich gekozen hadden, te eerbiedigen, dezelve te verbeteren door het verwijderen der barbaarsche praktijken en misbruiken, de verdrukking der armen en der kleinen te beletten zonder evenwel te pogen in het tropenland, te midden dezer primitieve volkeren, onze Europeesche gelijkheidsdenkbeelden in te voeren; integendeel, het negermenschdom in een zijner meest belangwekkende deelen aan te zetten tot ontwikkeling in eigen aard, in eigen midden, naar eigen overleveringen, uit eigen vermogen, er steeds na trachtende zijne bijzondere oorspronkelijkheid en zielsgesteldheid te doen uitschijnen. Op die wijze wordt er allengs een sterk en vruchtbaar Afrikaansch ras in 't leven geroepen.

Ons dunkt, zijn de natuurlijke geschiktheden en uitbreidingsmogelijkheden **onweerlegbaar.**

Sedert het eindigen van den oorlog, is de stoffelijke en zedelijke toestand der inlandsche volkeren merkkelijk verbeterd; het vertrouwen keerde terug, overal heerscht orde, werken werden ondernomen om de economische uitbreiding der streek te vergemakkelijken; het aanleggen van verkeerswegen is geschetst, de geneeskundige hulp is ingericht en de veeartsenijdienst verzekerd.

De bekomen uitslagen blijven weliswaar heel ver beneden ons streven, doch zij laten toe de andere, welke de door België aangewende politiek in de toekomst voorbehoudt, met vertrouwen te voorzien, want Ruanda en Urundi's hulpbronnen zijn inderdaad aanzienlijk.

De bevolking is er dicht en vlijtig, de veestapel bijzonder belangrijk. Het klimaat is er gematigd, zodat de Europeërs er zonder hinder hun verblijf kunnen verlengen.

Verbergt de tot hiertoe niet nagevorschte onderbodem rijkdommen op delfstof-felijk gebied? Eene opzoekingszending doorkruist voor 't oogenblik het land.

Maar opdat deze buitengewone hulpbronnen kunnen benuttigd worden, opdat het overgroot door Ruanda Urundi vertegenwoordigd kapitaal tot alle belang zijner bevolking kunne worden in waarde gebracht, zullen groote krachtingspanningen noodig zijn.

Ruanda-Urundi zijn zeer bergachtig en om zoo te zeggen zonder merkwaardige wouden, deze provinciën zijn dus voor het aanleggen van mechanische vervoerwegen weinig geschikt. De afwezigheid van brandstof zou de uitbating van een spoorwegnet zeer kostelijk maken. De rivieren zijn niet bevaarbaar.

Ook dient de spoedige uitvoering voorbereid van een wegennet dat aan deze streek groote toegangsbanen zal bezorgen, waarbij zich later de door de inboorlingen aangelegde buurtwegen zullen aansluiten.

De door ons reeds beproefde tractie bij middel van ossen zal ons een belangrijk verkeer toelaten op dit wegennet dat, aangezien het op het Tanganykameer en het Kivumeer uitloopt, aldus de bezette gebieden met het Congoleesch spoor- en waterwegstelsel zal verbinden.

De mogelijkheid eenen spoorweg in te richten die de helling bestijgt welke zich tusschen de meren en de hoogvlakten uitstrekt dient ter studie gebracht.

In alle geval zal het aanleggen van eenen goeden verkeersweg, eerstens per baan, daarna per spoor, tusschen beide meren, grootelijks den handel bevoor-deelen; de baan is reeds in aanleg.

Op het Tanganykameer zelf zal onze vloot weldra vermeerderd worden met een stoomschip thans in aanbouw. Alsdan zal zij voor het verkeer van Ruanda-Urundi en dezès aanstaande uitbreidingen toereikend zijn.

De landbouw der streek dient ontwikkeld door aanwending van hedendaagsche teeltmiddelen en tevens door het uitvoeren van Europeesche graangewassen en van nijverheidsteelten.

De rijke veestapel dier gewesten zal het voorwerp uitmaken van aanhoudende studiën en inspanning met het oog op de verbetering der verscheiden rassen. De uitvoer van levende dieren of van verduurzaamd of gedroogd vleesch, kan voor het land eene bron van rijkdom worden.

Anderzijds dient de delfstoffenopzoeking en, in eene latere toekomst, de uit-

bating van het arbeidsvermogen der watervallen, in Urunde zoowel als in Ruanda zoo talrijk voorhande, evenzeer de aandacht der Regeering bezig te houden, want zij blijken beiden der uiterste belangstelling waardig.

Eindelijk is de nederzetting van blanke kolonisten in beide gebieden wenschelijk en mogelijk. De dichtheid der bevolking, het bezetten door haar van meestal de gronden welke zonder droogleggingswerken voor den landbouw bruikbaar zijn, de eerbied aan 's inlanders eigendom verschuldigd, laten echter niet toe aan eene massa-inwijking te denken. Voor keurkolonisten, integendeel, die over kapitalen beschikken, is er plaats, en zij zullen in deze licht genaakbare streken, ongetwijfeld gunstige uitslagen bekomen. De bezorgdheid om de rechten der inlanders te eerbiedigen zal ons beheer dienaangaande tot eene wijze voorzichtigheid aanwakkeren.

In 't kort : groote en aanhoudende inspanningen zullen ontegensprekelijk aan de bezette gebieden eenen voorspoed verzekeren dien zij nog niet gekend hebben en aan hunne bevolking eene nieuwe welvaart.

Het Parlement zal ons goedkeuren wanneer wij het voor onzen eersten plicht aanzien de levensvoorwaarden der inlanders zoozeer te verbeteren als het ons eenigzins mogelijk is : 't is onze opdracht en 't is ons belang. Rijke kolonie, groote invoer!

Door de vrije ontwikkeling van den handel die in de nieuwe landen nieuwe noodwendigheden invoert, door de uitbreiding der nijverheid die er de rijkdommen ontdekt en opdelgt, door de uitbreiding van den landbouw, die de vruchtbaarheid van den bodem uitbaat, door zedelijk en vakkundig onderricht, door dat alles is het dat eene kolonie aan de inlandsche rassen allengs de gunsten van den voorspoed verzekert, bron en voorwaarde van zijne belangrijkheid en waarde voor het koloniseerend land.

De Minister van Koloniën,

LOUIS FRANCK.

BILAOE.**Verordeningen-wetten van den Koninklijken Commissaris.****Nummers.**

1. Van 6 Februari 1917, tot wijziging van de verordening n° 16 van 27 October 1916, dat een Krijgsraad te Tabora instelt.
2. Van 6 Februari 1917, de bevelhebber van het distrikt Ujdji wordt gemachtigd de toelatingen af te leveren voorzien door de verordening van den Generaal-Majoor, van 24 Januari 1917, waarbij het vertrek der inboorlingen uit het bezet gebied aan zekere formaliteiten onderworpen wordt.
3. Van 25 Februari 1917, aangaande de te nemen maatregelen om de verbreiding van de hersenvliesontsteking tegen te gaan, vastgesteld in de agglomeratie van Kigoma, naar de andere plaatsen van het bezet gebied en tot Belgisch-Congo.
4. Van 17 Maart 1917, waarbij in de districten Urundi, West-Ruanda en Oost-Ruanda eene bestuurlijke Commissie wordt benoemd, voor het onderzoek en de oplossing van de geschillen betreffende de militaire opeischingen en verschillende vragen om vergoeding.
5. Van 6 April 1917, waarbij de territoriale en bestuurlijke organisatie van het bezet gebied wordt vastgesteld.
6. Van 3 April 1917, betreffende de afkondiging van officiële akten.
7. Van 14 April 1917, betreffende de gevangenen.
8. Van 15 April 1917, betreffende de oprichting van gezondheidscommissiën.
9. Van 28 April 1917, betreffende de uitvoerrechten op de huiden van groot en klein vee.
10. Van 28 April 1917, waarbij het burgerlijk beteugelend gerecht in het bezette gebied wordt ingericht.
11. Van 7 Mei 1917, waarbij de misbruiken van den woekerhandel worden beteugeld.
12. Van 8 Mei 1917, die de openbare markten aan een reglement onderwerpt.
13. Van 16 Mei 1917, strekkend tot militariseering van ambtenaren en beambten die hun ambt in het bezet gebied uitoefenen, ook van de negers en kleurlingen wier diensten de bezettende macht benuttigt, van de dienaars der ambtenaren en beambten van de bezettende macht.
14. Van 16 Mei 1917, waarbij de kring Karema op 1 Juni 1917 aan het distrikt Ujdji wordt vastgehecht.
15. Van 21 Mei 1917, waarbij een tuchtregiem wordt ingericht waaraan zekere klassen van inlanders onderworpen worden.

Nummers.

16. Van 28 Mei 1917, die zekere verplichtingen oplegt aan de inwoners van de stedelijke agglomeratiën met het oog op de openbare gezondheid.
17. Van 28 Mei 1917, betreffende de maatregelen van gezondheid in de agglomeratiën van Europeërs.
18. Van 30 Mei 1917, die eene belasting legt op de uitoefening van een beroep.
19. Van 6 Juni 1917, betreffende den uitvoerhandel van huiden van groot vee buiten België's bezette gebieden in Duitsch Oost-Afrika.
20. Van 14 Juni 1917 tot wijziging van de verordening n° 25 van 6 December 1916 van den heer generaal-majoor, opperbevelhebber, waarbij de benutting van het militair vervoerwezen door den handel voorloopig aan een reglement onderworpen is.
21. Van 19 Juni 1917, tot wijziging van het Duitsch besluit op de inning van eene belasting van hoofdelijken omslag en eene belasting op de woningen.
22. Van 17 Juli 1917, die de bevoegdheid van de Commissie van likwideering; ingesteld door ons besluit n° 4, uitbreidt.
23. Van 1 Augustus 1917, waarbij de invoer, het bezit en de verkoop van alcoholische dranken in het bezet gebied aan een reglement wordt onderworpen.
24. Van 13 Augustus 1917, die de verordeningen en van den Generaal-opperbevelhebber, van 11 Juni en 29 November 1916 op den censuur volledigt.
25. Van 4 Augustus 1917, die als afzonderlijke omschrijving opricht het deel van het distrikt Udjidji bevattende de stedelijke agglomeratie van Kigoma en de dorpen rond die agglomeratie.
26. Van 21 Augustus 1917, die den omloop van geldspeciën en bankbiljetten in de door België bezette gebieden van het Duitsch Afrikaansch Oosten regelt.
27. Van 25 Augustus 1917, die verbiedt de spoorwegen in het bezet gebied te naderen.
28. Van 12 September 1917, die het besluit n° 9 van 28 April 1917 betreffende de uitvoerrechten op de huiden van het groot en het klein vee afschaft en vervangt.
29. Van 11 November 1917, betreffende de verbanning.
30. Van 4 December 1917, die de grenzen van de residentie Urundi en het Udjidji distrikt wijzigt.
31. Van 10 December 1917, die de verordening van 6 April 1917 wijzigt waarbij de territoriale en bestuurlijke ordonnantie van het bezet gebied wordt vastgesteld.
32. Van 20 December 1917, die het slachten van het vee en den verkoop van geslagen vleesch in het bezette gebied regelt.

Nummers.

33. Van 29 December 1917, die het vertrek van inboorlingen uit het bezette gebied aan zekere pleegvormen onderwerpt.
34. Van 5 Januari 1918, die den uitvoer van rundvee uit het bezet gebied verbiedt.
35. Van 30 Januari 1918, die de verordening n^r 28 van 12 September 1917 betreffende de uitvoerrechten op de huiden van groot en klein vee afschaft en vervangt.
36. Van 3 Februari 1918, die het ambt van gezondheidsopziener instelt.
37. Van 22 April 1918, die den invoer van roepies verbiedt, gemunt in de door België bezette gebieden van het Duitsch-Afrikaansch-Oosten.
38. Van 8 Mei 1918, die notariële bureelen voor de bezette gebieden opricht.
39. Van 18 Mei 1918, die den dienst van den burgerlijken stand in het bezet gebied inricht.
40. Van 18 Mei 1918, die den uitvoer van levensmiddelen en voedsel uit de door België bezette gebieden van het Duitsch Afrikaansch-Oosten verbiedt.
41. Van 20 Mei 1918, die het vervoer van voorwerpen verbiedt, gekocht in de magazijnen en kantienen van het leger.
42. Van 30 Mei 1918, die den invoer van vee verbiedt voortkomend uit het door Groot Britanje bezet Duitsch-Afrikaansch-Oosten.
43. Van 1 Juni 1918, die de verordening van 30 Mei 1917, wijzigt hetwelk het decreet van 7 December 1907 wijzigt en volledigt waarbij eene belasting gelegd wordt op de uitoefening van een bedrijf.
44. Van 12 Juni 1918, die de uitoefeningen en elke nijverheid die gevaarlijk zou kunnen zijn voor de gezondheid en de openbare veiligheid, onderwerpt aan eene toelating van exploitatie.
45. Van 6 Juli 1918, die den invoer en den verkoop van de alkoholische dranken uit alssem gestookt in de bezette gebieden verbiedt.
46. Van 9 Juli 1918, die de machten van politierechter, voorzien door het dekreet van 25 April 1917 verleent, aan den bevelhebber van het grondgebied van Kigoma tegenover de inboorlingen die tot het bezettingskorps behooren.
47. Van 13 Augustus 1918, die den Koninklijken Hulpcommissaris en den Algemeen Auditor machtigt in het gebied van hunne wederzijdsche bedieningen, bestuurlijke verordeningen te nemen gedurende de afwezigheid van den Koninklijken Commissaris.
48. Van 13 Augustus 1918 die de tuchtstraffen regelt.
49. Van 13 Augustus 1918, die de inrichting van de censuur in het bezette gebied wijzigt.

Nummers.

50. Van 13 Augustus 1918, die aan alle ambtenaren en beampten der Regeering der bezette gebieden de machten van officier der rechterlijke politie verleent.
51. Van 13 Augustus 1918, die aan den bevelhebber van Kigoma de machten van politieofficier verleent, voorzien bij decreet van 25 April 1917 ten aanzien van de inboorlingen van de bezette gebieden.
52. Van 13 Augustus 1918, die de verordening van 28 April 1917 op de rechterlijke organisatie wijzigt en volledigt.
53. Van 25 Augustus 1918, die de verordening van 13 Juni 1916 volledigt waarbij de toelating van verkeer wordt ingesteld.
54. Van 8 November 1918, die de verordening van 30 November 1918 afschaft.
55. Van 18 November 1918, die maatregelen tegen de spaansche influenza voorziet.
56. Van 19 Februari 1919, die de verordening van 30 Januari 1918 betreffende de uitvoerrechten op de huiden van groot en klein vee afschaft.
57. Van 19 Februari 1919, die de verordening van 8 Juni 1918 afschaft waarbij de uitvoer van huiden van groot vee beperkt wordt.
58. Van 1 Maart 1919, die afschaft de verordeningen van 23 December 1916 en 17 maart 1917, die eene commissie van eenige likwideering voor de verschillende vragen in het bezette gebied inrichten.
59. Van 11 Maart 1919, die de erfenisrechten éénmaakt.
60. Van 28 Maart 1919, die de besluiten betreffende de organisatie van de censuur afschaft.
61. Van 1 April 1919, die artikel 43 van het besluit van 28 April 1917 wijzigt.
62. Van 1 Mei 1919, die de schikkingen van de artikelen 35, 36 en 37 van de verordening-wet van 28 April 1917 betreffende de rechterlijke organisatie wijzigt.
63. Van 3 Mei 1919, die de verordening-wet van den Generaal opperbevelhebber van 7 December 1916 betreffende de landlooperij en de bedelarij afschaft.
64. Van 2 Mei 1919, die artikel 7 van het besluit van 21 Mei 1917 wijzigt betreffende de tuchtmaatregelen waaraan zekere klassen inboorlingen onderworpen zijn.
65. Van 3 Mei 1919, waarbij artikel 3 uit de verordening-wet n° 26 van 21 Augustus 1917 gewijzigd wordt. Deze verordening-wet regelt den omloop van munt en bankbiljetten in het bezet gebied.
66. Van 15 Juli 1919, die de verordening-wet n° 65 vernietigt en vervangt.

Nummers.

67. Van 14 Augustus 1919, die de militaire groepeerings van de noordelijke omschrijving inricht.
68. Van 2 December 1919, die artikel 2 van het besluit van 19 Februari 1919 wijzigt. Uitvoerrechten op de huiden van het groot en klein vee.
69. Van 6 December 1919, die het besluit van 14 Augustus 1919, waarbij de militaire groepeerings van de noordelijke omschrijvingen wordt ingericht, volledig en wijzigt.
70. Van 14 Januari 1920, waarbij de uitvoer van gouden en zilveren munt speciën, die een wettelijke omloop hebben in Belgisch-Congo, verboden wordt, als het geldt ze buiten deze Kolonie uit te voeren. Hetzelfde besluit verbiedt ook het smelten, het aanvaarden en het afstaan van bedoelde munten aan een voet boven hunne nominale waarde.
71. Van 10 Februari 1920, betreffende den sekwestering van vijandelijke eigendommen.
72. Van 18 Februari 1920 die de verordening-wet 21 Augustus 1917 afschaft, behalve voor wat de artikelen 1, 4 en 5 betreft der verordening-wetten van 22 April 1918 en 15 Juli 1919.
73. Van 8 Maart 1920, waarbij de vergoeding vastgesteld wordt aan den houder te betalen in geval van verbeurdverklaring van invoren slagstanden van minder dan 15 kilogram.
74. Van 13 Maart 1920, waarbij voor de bezettingstroepen de militaire organisatie, vastgesteld bij decreet van 10 Mei 1919 en de verordeningen van den Algemeen Gouverneur van Belgisch-Congo van 15 Augustus en 15 September 1919 wordt aangepast.
75. Van 23 April 1920, die de weghalingen van fondsen uit de « Banque du Congo Belge » beperkt.
76. Van 7 Mei 1920, die de verordening van 20 Februari 1919 betreffende de uitvoerrechten van de huiden van klein vee beperkt.
77. Van 12 Juni 1920, die het gebied van Kigoma aan het distrikt Udjidji hecht.
78. Van 20 Juni 1920, die den uitvoer van zout uit het door België bezet Duitsch Afrikaansch-Oosten verbiedt.
79. Van 6 Augustus 1920, die een bureel van den Burgerlijken stand te Usumbura opricht.
80. Van 14 Augustus 1920, die verbiedt te koopen, te verkoopen, over te maken of te verplaatsen alle roerende en onroerende goederen, alsook alle rechten en belangen behoorende tot Duitsche onderdanen en zulks van den dag waarop het verdrag van Versailles van kracht is.
81. Van 12 Augustus 1920, die de hoofden van omschrijvingen toelaat eene taks te zetten op de honden in de stedelijke agglomeratiën van hun gebied.

ummers.

82. Van 6 September 1920, die de uitvoering van de verordening-wet van 6 December 1919 opschorst, waarbij de militaire groepeerings van de noordelijke omschrijvingen werd ingericht.
83. Van 18 November 1920, die het gebied Usuwu aan de residentie Urundi verbindt.
84. Van 22 November 1920, betreffende de opschrijving van de niet inlandsche personen.
85. Van 23 November 1920, die verbiedt de wijfjes van het schapen- en het geitenras te slachten.
86. Van 6 December 1920, betreffende de voorwaardelijke invrijheidstellingen der arrestanten krachtens de beschikkingen van het strafwetboek van het Deutsche Rijk.
87. Van 22 December 1920, voor wat aangaat de stukken van 1 frank, verbinding van 25 t. h. nikkel met 75 t. h. koper.
88. Van 21 Januari 1921, die de schikkingen van de verordening n^o 88 van 18 November 1920 intrekt.
89. Van 20 Februari 1921, die een openbare bergplaats te Kigoma opricht.
90. Van 26 Februari 1921, die eene bijzondere rechtspleging voor de lichte overtredingen van niet-inboorlingen vaststelt.
91. Van 5 Maart 1921 die de verordeningen, van 19 Februari en 7 Mei 1920 afschaft. Die verordeningen-wetten, stelden de te innen uitvoerrechten vast op de huiden van groot en klein vee.
92. Van 4 Maart 1921, die de katoenteelt in het grondgebied van Ruanda en Urundi regelt.
93. Van 29 Maart 1921. Geen nieuwe inlandsche agglomeratie van niet-inboorlingen mag opgericht worden zonder bijzondere toelating van den bevoegden resident.
94. Van 2 April 1921, betreffende het verplichtend houden van handelsboeken.
95. Van 11 April 1921, die eene bevoegdheid verleent aan zekere ambtenaren van de bezette macht in burgerlijke- en handelszaken voor wat de gevallen betreft, waarin een van de partijen tot een europeesch ras behoort,
96. Van 2 April 1921, die eene belasting op de bedrijfsinkomsten legt.
97. Van 13 April 1921, die de verordening n^o 34 van 4 Januari 1918 wijzigt betreffende den uitvoer van runderen.
98. Van 12 April 1921, die de verordening van de keizerlijke Regeering van 23 Augustus 1912 en de verordening van den koninklijken Commissaris van 19 Juni 1917 wijzigt.
99. Van 15 April 1921, die den voet van de omzetting in franken der uitvoerrechten vaststelt te innen op het groot en het klein vee.

Nummers.

100. Van 22 April 1921, die de verordening van den Keizerlijken Gouverneur, van 3 Februari 1913, betreffende het dienstkontrakt wijzigt.
 101. Van 25 April 1921, die de verordening-wet, n° 8, van 16 April 1917 wijzigt.
 102. Van 25 April 1921, die de verordening-wet, n° 44, van 12 Juni 1918 wijzigt.
 103. Van 25 April 1921, betreffende de publicatie van akten van vennootschappen.
 104. Van 4 Mei 1921, die artikel 18 van de verordening van den Keizerlijken Gouverneur van het gewezen protektoraat van het Duitsch-Afrikaansch Oosten, van 23 Augustus 1912, wijzigt.
 105. Van 4 Mei 1921, die de verordening wet, n° 96, wijzigt waarbij eene belasting op het bedrijfsinkomen van 2 April 1921 gesteld wordt.
 106. Van (ontwerp), op den uitvoer der huiden.
 107. Van (ontwerp), verkoop van huiden (verbod).
 108. Van 17 Mei 1921, die in de gebieden van Ruanda en Urundi de schikkingen van de verordening van den Keizerlijken Gouverneur van het gewezen protektoraat van het Duitsch-Afrikaansch Oosten, van 27 Februari 1900, betreffende de bekamping van de veeziekten toepast.
 109. Van 19 Juni 1921, die tot 1 April 1922 de overgangsbepalingen van de verordening-wet, n° 94, van 2 April 1921, betreffende de verplichting van het regelmatig houden van handelsboeken verlengt.
 110. Van 26 Juli 1921, die de verordening-wet, n° 72, van 20 Juni 1920 afschaft. Deze verordening-wet verbood den uitvoer van zout uit het door België bezet gebied van het Duitsch-Afrikaansch Oosten.
-

INHOUD

	Bladz.
INLEIDING.	1
§ 1. — Koninklik commissariaat	2
§ 2. — Het land : bevolkingen	3
§ 3. — Het Belgisch bewind	7
§ 4. — De openbare werken.	8
§ 5. — Inrichting van het grondgebied	10
§ 6. — Inrichting van het gerecht	13
§ 7. — Onderwijs	17
§ 8. — Mis-iën	18
§ 9. — Geneeskundige dienst	19
§ 10. — Veeartsenijkundige dienst	21
§ 11. — Financiën	21
I. — Belastingen, enz.	21
II. — Inrichting van het tolwezen	22
III. — Muntwezen	23
§ 12. — Economische toestand	24
§ 13. — Militaire inrichting	30
§ 14. — Wetgeving	30
§ 15. — Besluit	30
BIJLAGE. — Lijst der verordeningen-wetten door den Koninklijken Commissaris genomen.	34

